Conseil Général
1427 BONVILLARS

Bonvillars, le 1er juin 2018

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Les membres du Conseil Général de Bonvillars sont convoqués pour une séance

le lundi 25 juin 2018 à 19h30, salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Assermentation de nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 27.11.2017
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications municipales
5. Gestion 2017 - Rapport de la commission de gestion
6. Préavis 3/2018 - Comptes 2017, rapport de la commission des finances
7. Préavis 2/2018 - Réfection route de l'Arnon, rapport des commissions
8. Préavis 1/2018 - Nouveaux règlement du Conseil général, rapport de la commission
9. Information des délégués dans les associations intercommunales
10. Nomination Président et Vice-président
11. Nomination bureau
12. Nomination commission des finances et commission de gestion
13. Motions, interpellations, questions.

Le Président

Observations

1) Les documents pour cette séance seront mis à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.
Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
- cliquer sur le mot « intranet » à droite en haut de l'écran d'accueil
- identifiant = conseil
- mot de passe = **BL48DV**

2) Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au no de tél. 024 436 16 75 et cela avant le jeudi 21.06.2018.

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2017

ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 26 juin 2017
2. Communications du bureau
3. Communications municipales
4. Préavis 4/2017 : Rénovation route du Tertre, rapport des commissions
5. Préavis 5/2017 : Rénovation rue de la Croix-des-Terreaux, rapport des commissions
6. Préavis 6/2017 : Budget 2018, rapport de la commission des finances
7. Information des délégués dans les associations intercommunales
8. Motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare l'assemblée ouverte à 20h00.
38 conseillers sont présents : le quorum est atteint, l'assemblée peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Edouard Duvoisin annonce que dans les communications du bureau, il y aura l'assermentation du futur municipal, Thomas Meylan.

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 26 juin 2017

Le procès-verbal est accepté à l'unanimité. Le président remercie la secrétaire pour son travail.

2. Communications du bureau du Conseil

Le nouveau règlement du conseil passera probablement au vote lors du prochain conseil général.

Edouard Duvoisin assermente Thomas Meylan. Ce nouveau municipal entrera en fonction le 1er janvier 2018 en remplacement de Sandra Luthi qui quitte la localité. Il est applaudi.

3. Communications municipales

Christiane Gri :

- Nous avons changé 42 ampoules dans les lanternes du village. Nous avons mis des LED 21W, à la place des 75W : l'économie est fort intéressante. Certaines personnes ont trouvé les lampes trop lumineuses, si les conseillers constatent ce problème devant chez eux, ils sont priés de prendre contact avec la municipale.

Frédéric Piguet :

- La récolte des vendanges 2017 se présente ainsi : 19'562 kilos de chasselas à 83°, 1164 kilos de garanoir à 102° (la première récolte de ce cépage) et 3'066 kilos de gamay à 105,4°.
- La vente d'une parcelle de PMI au groupe Cand-Landi a été retardée, suite à un différend concernant la zone verte.
- La commission d'urbanisme a siégé avec la Municipalité, cet été, afin d'avaliser la pré-étude du PGA.
- Valentine Meylan et Alexandrine Raimond ont créé un jardin pédagogique dans les jardins de la Cour, cette réalisation est un plus pour notre école.
- Le préfet est venu rencontrer, la semaine passée, le bureau du conseil et l'administration communale.
- Le tribunal cantonal siègera en Flusel, jeudi 30 novembre, pour trancher le différend qui oppose la commune à l'agriculteur, Steve Banderet, concernant l'implantation du poulailler.
- Certains habitants continuent de déposer leurs ordures ménagères dans les poubelles sises sur la voie publique. Si les conseillers surprennent ces agissements, qu'ils ne se gênent pas pour dire qu'il existe des cornets poubelles payants !

4. Préavis 4/2017 : Rénovation route du Tertre, rapport des commissions

Pascal Rais, rapporteur de la commission ad-hoc, et Christiane Baudraz, rapporteur de la commission des finances lisent leur rapport.

La discussion n'étant pas demandée, l'objet est soumis au vote.

La rénovation de la route du Tertre, devis de fr.452'628.00, est acceptée à la majorité avec 36 oui et 2 abstentions.

5. Préavis 5/2017 : Rénovation rue de la Croix-des-Terreaux, rapport des commissions

Pascal Rais, rapporteur de la commission ad-hoc, et Christiane Baudraz, rapporteur de la commission des finances lisent leur rapport.

La discussion n'étant pas demandée, l'objet est soumis au vote.

La rénovation de la rue de la Croix-des-Terreaux, devis de fr. 279'180.00, est acceptée à la majorité avec 37 oui et 1 abstention.

6. Préavis 6/2017 : Budget 2018, rapport de la commission

Christiane Baudraz lit le rapport de la commission des finances.

La discussion est ouverte :

Claude Luthi : remarque qu'il n'y a pas de montants sur les émoluments des amendes d'ordre. Avec tous les panneaux mis dans le village, les places dessinées sur le sol, le parcage est-il contrôlé ?
Frédéric Piguet : on ne pourrait pas mettre un gros montant. Pour l'instant, l'auxiliaire de sécurité publique de Grandson, Didier Mast, fait surtout de la prévention. Il est payé frs 80.- de l'heure et vient quatre fois par mois. Il s'est surtout focalisé sur l'arrêt de la Cour, où de nombreux parents posent leurs enfants sous le panneau « interdit ».
Jean-Frédéric Leuenberger remarque que le budget pour l'impôt foncier a une tendance à la hausse et il demande des explications sur les frais participatifs aux cultes protestant et catholique.
F.Piguet : Le passage de frs 0.70 ct à frs 1.- par frs 1000.- explique l'augmentation du poste de l'impôt foncier. Les maisons d'habitation n'ont pas augmenté, mais le prix de l'impôt explique ce changement.
La paroisse catholique coûte plus chère cette année, car son église de Grandson, construite dans les années 70, a une maladie du béton et les travaux nécessaires sont devisés à frs 100'000.-. Ils seront effectués en trois étapes.

La discussion étant close, l'objet est passé au vote. Le budget 2018, avec un excédent de charges de fr. 146'600.00, est accepté à l'unanimité.

7. Information des délégués dans les associations intercommunales

Association scolaire intercommunale (ASIGE)

Valentine Meylan et Claude Luthi, rapporteur, ont assisté à la séance du 22 novembre 2017. L'ASIGE est une grosse machine qui fonctionne assez bien. Deux projets ont été présentés. Le premier est abouti et concerne une salle de gym triple à Grandson. Le projet est devisé à 17 millions. La création d'une société anonyme *permettra d'assurer les frais.* Si tout va bien, la mise à disposition des locaux est prévue pour la rentrée d'août 2019. Ce projet est magnifique. Allez voir celui-ci à la commune de Grandson.

Le deuxième concerne le site de Champagne. Les classes et la salle de gym deviennent vétustes et le problème de la sécurité est bien réel. Deux possibilités s'offrent à la commune : rénover ou créer de nouveaux bâtiments à l'emplacement des terrains de foot actuels. Ces locaux pourraient accueillir 17 classes (actuellement, il y en a 5 ou 6 !). Inutile de préciser que si ce projet aboutit, c'est la fermeture définitive des petites classes dans nos villages. La Municipalité de Champagne pense que son projet sera décisionnel dans 5 ans ! Clairement, Champagne n'a pas envie de rénover.

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 27 NOVEMBRE 2017

8. Motions, interpellations, questions

Denise Rotzetter : demande que le chemin entre le Moulin et Champagne soit rénové.
Christiane Gri : répond que le projet est de le refaire, mais elle aimerait le transformer en chemin piéton et cyclable. Le voyer est d'accord, mais Champagne oppose un refus catégorique. Il faudra trouver une solution. L'herbe qui pousse entre les fentes de la route sera fauchée par notre employé.
D. Rotzetter : serait-il possible d'écrire, au printemps, aux propriétaires de vignes non domiciliés au village et leur préciser qu'un règlement communal interdit de travailler avec des machines bruyantes entre 12h00 et 13h00.
Frank Siffert a-t-il un statut spécial pour ses chiens ? Dans le quartier, tout le monde ramasse les excréments de leur chien, mais lui les laisse en liberté. Tout le quartier râle, pourrait-on faire quelque chose ?
Frédéric Piguet : on tâchera d'informer Frank Siffert. Quant à Champagne, les relations sont tendues. Outre le chemin, nous avons demandé à cette commune une participation pour les frais de la grande salle qui est beaucoup louée aux sociétés locales : celle-ci refuse d'entrer en matière.
Pour leur projet de nouveau bâtiment scolaire, il faudra leur dire non ! Sinon, on finira par payer ! Et bien plus que ce que l'on paye actuellement pour nos classes.
Avec Onnens, en comparaison, les relations sont beaucoup plus sereines. Cette commune nous a versé une part de la nouvelle taxe sur les énergies, payée par les usagers de la zone industrielle.

Claude Luthi : demande à ce que le projet de Champagne ne figure pas dans l'article du journal. Il rejoint l'avis du syndic et trouve que les petites classes dans les villages donnent de la vie à celui-ci.

Frédéric Piguet remercie, au nom de la Municipalité, Sandra Luthi, responsable du dicastère des bâtiments, de l'instruction publique et de l'urbanisme. Elle a fonctionné de 2011 à 2017, soit pendant 6 ans et demi. De 2015 à 2016, elle s'est occupée du projet de rénovation de la grande salle. Sachant qu'elle construisait à Grandson, elle avait hésité à renouveler son mandat. Je l'ai encouragée à continuer, car si le projet de la grande salle était accepté, elle aurait pu suivre les travaux. Elle transmet à son successeur un parc immobilier en bon état.
Il invite chaque conseiller à participer à la collation qui suit et à prendre une bouteille. Il demande de ne pas oublier de passer vers la boursière pour recevoir ses jetons de présence. Il souhaite à chacun, au nom de la Municipalité, de bonnes fêtes de fin d'année.

Edouard Duvoisin remercie les conseillers de leur participation et remercie la Municipalité pour le travail accompli.

Après le contre-appel, la séance est levée à 21h00.

Le président : La secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Au Conseil général de la commune de
1427 Bonvillars

MUNICIPALITE – RAPPORT DE GESTION

Au 31 décembre 2016, la population était de 495 habitants.

Au 31 décembre 2017, elle est de 494 habitants.

La Municipalité s'est réunie 36 fois en séance hebdomadaire.

Elle a délivré 5 permis de construire et 8 permis d'habiter/d'utiliser.

L'assemblée des communes vaudoises a eu lieu à Chamblon.

Vignes

Une surface d'environ 2500 m² de chasselas a été arrachée et replantée en garanoir, comme en 2015. Il est prévu d'arracher encore 7 lignes de chasselas en 2019, pour faire correspondre le parchet de garanoir à celui de gamay.
Le vignoble participe depuis 2017 au programme Vitiplus, dont le principe est de diminuer les traitements et de participer à 2 cours annuels de formation continue.

Vendanges 2017	Chasselas	19'562 kg	avec une moyenne de 83°
	Gamay	3'066 kg	avec une moyenne de 105.4°
	Garanoir	1'164 kg	avec une moyenne de 102°

Différent concernant le poulailler industriel

Suite au refus de la Municipalité d'accorder le permis de construire, le requérant s'est adressé au tribunal. L'instance judiciaire a demandé à la Municipalité d'étayer ses arguments. Malgré le rapport détaillé de la commission d'urbanisme, le tribunal a donné raison au requérant.
Les opposants et l'avocat de la commune ont demandé d'être entendu par le tribunal qui est venu sur place en date du jeudi 30 novembre 2017.
Le 22 janvier 2018, le tribunal cantonal a débouté les 18 opposants et intimé à la Municipalité l'ordre d'accorder le permis de construire, mais les opposants ont fait recours de la décision du tribunal cantonal auprès du tribunal fédéral.

Luminaires

Nettoyage des lanternes dans tout le village par M. Antonio Fernandes et remplacement des ampoules par des « Ampoules LED » basse consommation de 18 watts par l'entreprise Telectric.

Maison de commune

Demandé et suivi l'étude CECB+ (certificat énergétique cantonal des bâtiments) de la maison de commune dans le but d'effectuer des travaux de rénovation adaptés à nos besoins et à l'assainissement du bâtiment. Cette étude a été couverte en grande partie par une subvention cantonale.

Routes

Suivi et mise en place du projet de rénovation du ch. de la Croix-des-Terreaux et la rte du Tertre afin d'obtenir les crédits auprès du Conseil général. Les travaux ont été octroyés aux entreprises Gabella et Fantoli et commenceront en mars 2018.

Services industriels

Mars 2017, réparation d'une fuite d'eau, conduite Tivoli – Ancien stand de tir.

Mai 2017, réparation d'une fuite d'eau, conduite d'eau de la Pidouze.

Révision de la vanne Clayton au bas du chemin de la Pidouze et réparation de la vanne d'eau aux Vuillerens.

Contrôle et marquage des bornes hydrantes par l'entreprise Hinni (numérisation pour ECA, débit, pression).

Remplacement de la conduite ACRG Devens-Champagne (nouveau réservoir) et raccordement du réservoir du Brésil.

STEP

Juillet 2017, remplacement des aérateurs du bassin.

Bonvillars, le 5 avril 2018 La Municipalité

Commune de Bonvillars

Conseil général

Rapport de la commission de gestion 2017

Monsieur le président, Mesdames, Messieurs,

La commission de gestion composée de Catherine Rome, Antoine Duvoisin suppléant à Mme Rose Marie-Duvoisin et Marc Dechêne, rapporteur, s'est réunie le 23 avril en présence de la Municipalité et de notre Syndic. Cette première rencontre a permis à la commission de poser ses questions relatives au rapport de Gestion. Nous les remercions pour leur rapport et les précisions données. Le rapport n'a pas suscité de remarques particulières de la part de la commission de gestion.

La commission de gestion a souhaité procéder aux trois visites suivantes qui ont eu lieux le mardi 29 mai 2018:

- Captage et de la station de pompage de l'Etang.
- Chênaie au Devens
- Dégâts aux chaussées et cultures dus à l'eau aux Vuillerens

La visite s'est terminée par une généreuse restauration de spécialités aux fromages à La Combaz.

Visite du captage et de la station de pompage de l'Etang

Suite au plan directeur de distribution de l'eau de 2015 une étude a été menée pour évaluer les possibilités d'amélioration du captage de l'étang. En effet, celui-ci pose plusieurs problèmes.

Son entretien est rendu très difficile car l'accès se fait par un regard étroit directement sur le plan d'eau ce qui n'est pas conforme aux normes en vigueur. Son curage ne peut donc pas être réalisé seul par l'employé communal. Des dépôts limoneux importants s'accumulent dans la chambre.

De plus, l'étude hydrogéologique montre que la zone de protection des eaux est largement sous-évaluée car l'écoulement dans le karst du Jura est très rapide. Ce qui a pour effet une qualité de l'eau captée très irrégulière en particulier lors des événements pluvieux importants. Le traitement par chloration existant situé à la station de pompage permet d'éliminer les bactéries fécales en revanche aucun dispositif de permet d'éliminer les résidus

de pesticides qui se retrouvent de façon épisodique dans l'eau analysée. Pour finir, la turbidité de l'eau dépasse régulièrement les valeurs limites sans poser de réels problèmes sanitaires.

L'évaluation hydrogéologique conclu qu'il n'y a pas de solutions simples aux problèmes posés par le captage. Elle propose une alternative qui consisterait à rechercher une eau de meilleure qualité dans un aquifère plus profond situé vraisemblablement à une centaine de mètre de profondeur et de relever ces eaux par des pompes immergées. Les coûts de ces travaux n'ont pas été chiffrés car des études plus approfondies impliquant des sondages seraient nécessaires.

En conclusion, la commission de gestion invite la Municipalité à mandater un bureau d'étude par l'intermédiaire d'un préavis pour évaluer les deux variantes suivantes au point de vue de la qualité de l'eau et du coût de revient:

1. Nouveau captage dans l'aquifère profond avec relevage des eaux et mise en conformité ou création d'une nouvelle chambre de captage.
2. Réaffectation du captage de l'étang comme ressource en cas de crise uniquement. Désaffectation du réservoir du Brésil et achat de l'eau à l'ACRG.

Visite de la Chênaie

Les comptes de la gestion des forêts étant déficitaire, une visite de la chênaie au Devens a permis à la commission de gestion de mieux comprendre les travaux nécessaires à la plantation et à l'entretien des jeunes plants jusqu'à ce qu'ils acquièrent leur autonomie.

Les alternatives existantes consistant à laisser la forêt se restaurer naturellement après une coupe ont de nombreuses implications tant d'un point de vue écologique qu'économique au niveau des entreprises de sylviculture.

La commission de gestion pense qu'il serait néanmoins souhaitable d'observer dans quelle mesure des modes de gestion plus extensifs testés dans la région pourraient être appliquées sur une partie des zones forestières communales en particulier dans les secteurs ou les coûts de plantation et d'entretien sont particulièrement importants.

Inondations et travaux de consolidation des sols aux Vuillerens

Suite à des ravinements importants, des travaux de stabilisation des banquettes ont eu lieu aux Vuillerens. Les épisodes pluvieux printaniers couplés à la fonte des neiges ont également inondés le champ de M. Roulet. De plus, en amont du Chalet de la famille Hentsch, une dépression accumule l'eau en amont de la chaussée et inonde leur parcelle via un collecteur qui passe sous la chaussée.

M. Junod qui utilise quotidiennement la route et que nous avons croisé lors de la visite pense que de combler la rigole creusée par les voitures en amont de la chaussée permettrait à l'eau de mieux se répartir et s'infiltrer dans le talus aval. Cette solution à moindre frais nous parait judicieuse. Elle permettra vraisemblablement d'améliorer la situation au niveau du Chalet de la famille Hentsch.

En revanche, elle ne suffira probablement pas à résoudre le problème d'inondation du champ de M. Roulet situé en aval du chemin du Bois Dagon. Cette problématique agricole liée à la topographie naturelle ne concerne à notre avis pas directement la commune.

Conclusion

La commission tient à remercier la Municipalité pour son travail de gestion soigné.

Au vu de ce qui précède, la commission vous propose:

- vu le rapport de gestion du 5 avril 2018.
- ouï le rapport de la commission de gestion.
- considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour.

De bien vouloir donner décharge à la Municipalité de sa gestion 2017 et d'accepter le présent rapport.

Fait à Bonvillars, le 14 juin 2018

Pour la commission de gestion:

Marc Dechêne	Catherine Rome	Antoine Duvoisin
Rapporteur	membre	membre suppléant

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 28 mai 2018

Au Conseil général
De la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : Frédéric. Piguet / tél. 024 436 13 79

PREAVIS MUNICIPAL No 3/2018

COMPTES COMMUNAUX 2017

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation les comptes communaux de l'année 2017 adoptés par la Municipalité en séance du 7 mai 2018 et vérifiés par la fiduciaire Fiprom le 1er mai 2018 et qui se résument comme suit :

Produits	**Fr. 2'129'089.09**
Charges	**Fr. 2'198'963.82**
Déficit	**Fr. 69'874.73**

Amortissements

Les amortissements légaux comptabilisés s'élèvent à Fr. 118'950.00 (voir tableau annexé).

Sans les amortissements légaux le résultat serait un bénéfice de Fr. 49'075.27

Investissements

Les investissements se montent à Fr. 153'308.40 (selon tableau annexé)

Par rapport au budget adopté par le Conseil général, les principales modifications sont :

Maintenance et petit matériel informatique
cp. 110. 311.01
Achat de nouveaux logiciels et matériel pour le service des paiements. Installation système Cloud.

Honoraires et prestations de service
cp. 110.318.00
Les honoraires des avocats concernant le litige qui oppose la Commune à M. Steve Banderet concernant le poulailler industriel se montent à Fr. 9'817.- pour 2017.

Droits de mutation
cp. 210.404.00
Fr. 100'674.40 ont été encaissé, contre Fr. 12'948.35 en 2016.

Péréquation, décompte année précédente
cp. 220.352.01
Alors qu'en 2016, la Commune a dû payer Fr. 227'688.00, le total des acomptes s'est monté en 2017 à Fr. 26'716.00
La fiduciaire a calculé le montant qu'il faudra payer en août 2018, soit Fr. 225'377.00
L'augmentation des droits de mutation a influencé positivement le résultat des impôts en 2017.

Forêts
cp 320.308.01
Le dépassement du déficit s'explique par trois facteurs. D'une part, nous avons subi une perte d'exploitation d'environ 10'000 CHF, sur un chantier mécanisé particulièrement accidenté et dont les bois se sont avérés plutôt impropres à la vente. D'autre part, suite à un problème de calendrier, une subvention de 15'000 CHF pour une plantation 2017 sera comptabilisée sur l'exercice 2018. Enfin, le solde, pour environ 6'000 CHF est à mettre sur le compte de mises en andains consenties afin de faciliter le travail de plantation et l'entretien à long terme.

Vente de raisin
cp. 330.435.01
En 2017, la CVB a versé un paiement complémentaire de Fr. 0.50/kg pour la vendange 2016 (soit Fr. 13'913.-), puis un autre versement de Fr. 0.20/kg (Fr. 5'565.20).

Entretien du bâtiment du Moulin
cp. 352.314.00
Lors du départ des locataires de l'un des 3 appartements, on a procédé au changement des fenêtres côté sud et à différents travaux de rénovation usuels, aussi dans les autres appartements.

Entretien de l'éclairage public
cp. 430.314.0
Remplacement des ampoules par des « Ampoules LED » basse consommation de 18 watts.

Enseignement primaire et secondaire
cp. 510.352.01. et 02
Le coût pas élève s'élève pour la Commune à Fr. 3'169.23.

Les transports scolaires se montent à Fr. 71'969.60 et l'indemnité pour les locaux, y compris la grande salle, à Fr. 72'855.-

Bornes hydrantes
cp. 650.319.01
Un contrat d'entretien a été signé avec une entreprise spécialisée. Chaque borne est géo localisée.
Les subsides de l'ECA sont comptabilisés sous le cp. 650.436.00.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 3/2018
- entendu le rapport de la Commission des finances

Décide :

1. **d'approuver les comptes de la STEP 2017**
2. **d'approuver les comptes communaux de l'année 2017 tels que présentés.**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

Annexes : Comptes et bilan 2017
Tableau des amortissements
Tableau des investissements

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
1	ADMINISTRATION GENERALE	266'357.44	66'761.50	246'750	56'500	238'197.48	69'448.95
101	Conseil général	4'925.00	0.00	6'000	0	5'484.10	0.00
300.00	Jetons de présence-Commissions-Bureau	4'845.00		4'000		4'940.10	
306.00	Ind.et remboursement de frais	0.00		1'000		544.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	80.00		1'000		0.00	
102	Municipalité	26'779.15	0.00	25'100	0	27'254.40	0.00
300.00	Traitement des municipaux	25'872.15		22'000		23'788.40	
306.00	Ind.et remboursement de frais	650.00		3'000		3'466.00	
309.00	Autres charges	257.00		100		0.00	
110	Administration	225'000.79	64'565.50	205'850	54'500	195'490.78	67'488.95
301.00	Traitement du personnel administration	55'564.95		58'000		50'388.35	
301.01	Traitement du personnel exploitation	0.00		0		0.00	
303.00	Assurances sociales	28'224.40		29'000		28'112.55	
304.00	Caisse de retraite	19'803.40		19'500		20'594.00	
304.01	Correction LPP années antérieures	0.00		0		4'255.00	
305.00	Assurances accident et maladie	11'879.50		12'000		11'200.60	
306.00	Indemnisation et remboursement de frais	625.00		1'000		3'036.45	
309.00	Autres charges	210.70		500		184.70	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	3'925.00		3'000		2'384.20	
310.01	Journaux, annonces off., textes légaux, etc.	2'674.20		3'500		5'791.75	
311.00	Achat mobilier et matériel	0.00		1'500		0.00	
311.01	Maintenance et petit matériel informatique	22'017.35		12'000		6'842.65	
317.00	Réceptions et manifestations	4'959.00		3'500		2'919.45	
318.00	Honoraires et prest. service, assurances	24'347.49		10'000		10'926.03	
318.01	Natel: 079 424.30.63	401.10		750		515.45	
318.04	Frais de poursuites et de rappels	0.00		100		0.00	
319.00	Taxes, cotisations et divers	10'163.00		8'000		9'786.90	
351.00	Part à des charges cantonales	30'090.00		35'000		30'491.90	
352.00	Part à des charges autres comm.	867.20		2'500		1'320.80	
365.00	Dons, aides et subventions casuels	9'248.50		6'000		6'740.00	
431.00	Emoluments		5'891.30		7'000		12'391.00
434.00	Romande Energie, droit du sol		46'234.30		40'000		40'918.25
435.00	Ventes et prestations de service		6'997.75		5'000		6'597.50
436.00	Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS		5'442.15		2'000		7'582.20
465.00	Participations et subventions de tiers		0.00		500		0.00
150	Affaires culturelles et de loisirs	4'207.50	0.00	4'300	0	4'301.00	0.00
351.00	Loi sur école de musique LEM	4'207.50		4'300		4'301.00	
160	Tourisme	5'445.00	2'196.00	5'500	2'000	5'667.20	1'960.00
352.00	Part Maison des Terroirs	5'445.00		5'500		5'667.20	
406.06	Taxe de séjour résidences secondaires		2'196.00		2'000		1'960.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
2	FINANCES	424'298.40	1'353'736.91	326'367	1'148'035	356'413.43	1'204'860.27
210	Impôts	9'203.40	1'174'986.40	10'700	967'700	20'253.43	1'074'272.18
318.00	Frais de perception des impôts	7'533.99		8'500		14'535.06	
321.00	Intérêts bonifiés impôts	595.81		2'000		4'911.80	
329.00	Défalcations	723.05		0		806.57	
330.00	Défalcations	350.55		200		0.00	
400.01	Impôt sur le revenu		785'643.31		700'000		792'280.17
400.02	Impôt sur la fortune		120'805.96		100'000		118'971.18
400.03	Impôt à la source		4'440.90		15'000		7'232.53
401.01	Impôt sur le bénéfice personnes morales		21'379.45		20'000		22'717.85
401.02	Impôt sur le capital personnes morales		198.45		200		-485.25
401.03	Impôt complémentaire sur les immeubles p.m.		5'013.60		500		7'794.90
402.00	Impôt foncier		103'441.80		95'000		79'246.45
404.00	Droits de mutation		100'674.40		10'000		12'948.35
405.00	Impôt sur les successions et donations		0.00		5'000		0.00
406.01	Impôt sur les chiens		3'208.35		3'000		1'960.00
422.00	Intérêts de retard		4'405.33		1'000		100.00
441.00	Recettes sur les gains immobiliers		15'155.50		10'000		21'366.15
441.01	Impôt des frontaliers		10'619.35		8'000		10'139.85
220	Finances	396'428.00	178'750.51	297'000	180'335	317'493.00	130'588.09
352.00	Partic.des communes, péréquation, EtaCom.	171'051.00		297'000		317'493.00	
352.01	Péréquation, décompte année précédente	225'377.00		0		0.00	
422.00	Revenu des capitaux du patrimoine financier		34'415.51		36'000		40'783.09
452.00	Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom		144'335.00		144'335		89'805.00
230	Amortissement et réserve non-ventilés	18'667.00	0.00	18'667	0	18'667.00	0.00
331.00	Amortissement obl. patrim. administratif	18'667.00		18'667		18'667.00	
3	DOMAINES ET BATIMENTS	473'948.37	501'951.35	399'500	500'727	394'187.45	458'016.09
310	Terrains	1'711.45	12'375.60	1'000	13'000	3'669.65	12'375.60
301.00	Traitement de l' employé communal	668.00		1'000		1'120.00	
314.00	Entretien des terrains	1'043.45		0		2'549.65	
423.00	Locations des terrains		12'375.60		13'000		12'375.60
320	Forêts	208'379.57	124'483.60	176'500	124'000	149'207.06	90'575.00
300.00	Vacations des municipaux	1'222.80		1'000		2'425.85	
308.01	Ass.-Exploitation, coupes, plantations	152'579.41		118'000		63'008.27	
308.02	Ass.-Entretien des plantations	13'900.70		14'000		20'391.45	
308.03	Débardage-Epareuse-Broyage	1'607.40		2'000		6'577.20	
309.00	Autres charges	681.65		1'000		768.75	
310.00	Journaux, annonces, bureau, cotisations	555.00		500		555.00	
311.00	Achat de matériel, machines	0.00		0		0.00	
314.01	Entretien des chemins	8'592.50		8'000		23'466.36	
352.00	Participation garde-forestier	25'145.11		32'000		32'014.18	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
352.01	Remboursement subvention années précédentes	4'095.00		0		0.00	
435.01	Vente de bois de service		79'470.90		90'000		60'940.00
435.02	Vente de bois d'industrie		3'402.00		0		0.00
435.03	Vente de bois de feu		26'648.20		10'000		18'664.20
444.00	Subsides		14'962.50		0		10'970.80
451.00	Participations et remboursements du canton		0.00		24'000		0.00
330	Vignes	72'261.90	105'439.25	81'600	78'400	69'738.05	96'051.75
301.00	Traitement de l'employé communal	29'251.50		31'600		28'717.75	
301.01	Traitement du personnel	20'710.70		23'000		20'738.85	
311.00	Achat de matériel, machines	2'323.60		4'000		1'712.40	
313.00	Achats produits, engrais, plants	11'537.45		14'000		11'216.35	
313.01	Achat de bouteilles	2'459.70		4'000		2'897.10	
315.00	Tracteur	1'945.90		2'000		1'900.20	
319.00	Cotisations et divers	4'033.05		3'000		2'555.40	
435.00	Vente de vin		1'080.00		2'000		769.00
435.01	Vente de raisin		102'253.05		75'000		94'068.50
435.02	Dividendes s/parts sociales		1'706.20		1'000		814.25
437.00	Location vignes		400.00		400		400.00
340	Bâtiments-Patrimoine administratif	18'104.85	0.00	20'000	0	20'422.90	0.00
300.00	Vacations des municipaux	1'591.60		3'000		2'449.05	
301.00	Traitement de l'employé communal	2'860.00		2'000		3'570.00	
315.00	Entretien du matériel	631.65		500		474.20	
318.00	Assurance incendie	9'257.50		10'500		10'165.55	
319.00	Dégâts d'eau et bris de glaces	3'764.10		4'000		3'764.10	
351	Grande salle	31'691.60	14'722.00	29'800	19'100	26'709.99	13'522.00
301.00	Conciergerie	5'743.70		4'000		5'080.90	
301.01	Traitement de l'employé communal	993.00		1'000		265.00	
311.00	Achat de matériel-engins	601.20		0		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	12'790.85		10'000		8'199.70	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	988.95		3'000		1'133.84	
314.00	Entretien du bâtiment	1'499.80		2'000		12'030.55	
315.00	Entretien du mobilier et matériel	274.10		1'000		0.00	
331.01	Amortissement Etude Grande Salle	8'800.00		8'800		0.00	
427.00	Locations diverses		2'350.00		1'200		1'150.00
427.01	Locations groupement scolaire		12'372.00		17'900		12'372.00
352	Le Moulin	38'621.20	49'555.20	12'800	51'400	34'572.55	49'342.79
301.00	Traitement de l'employé communal	0.00		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	127.55		2'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	4'417.65		5'000		6'054.20	
312.01	Electricité, locaux de service	273.15		100		122.65	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	0.00		200		96.75	
314.00	Entretien du bâtiment	33'802.85		5'000		28'298.95	
427.01	Location Hoh Markus		9'067.88		20'400		19'619.68
427.02	Location Corthésy		16'371.99		17'400		16'652.54
427.03	Location Parenté		11'280.00		0		0.00
427.04	Location Fernandes J.		12'835.33		13'600		13'070.57

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
353	Collège	30'849.35	96'983.00	33'000	109'367	27'440.35	94'200.00
301.00	Conciergerie	15'449.25		11'000		13'113.70	
301.01	Traitement de l'employé communal	0.00		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	273.55		2'000		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	11'578.95		12'000		12'368.70	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	0.00		500		309.25	
314.00	Entretien du bâtiment	3'547.60		7'000		1'648.70	
427.00	Location appartement		28'800.00		28'000		28'800.00
427.01	Locations classes		41'816.00		54'300		41'933.00
427.02	Participation à l'amortissement		18'667.00		18'667		18'667.00
427.03	Location accueil de jour (RAdEGE)		0.00		0		4'800.00
427.04	Location triage forestier 7		7'700.00		8'400		0.00
354	Eglise	8'748.35	1'260.30	5'300	300	4'539.95	0.00
301.00	Conciergerie	645.70		800		634.50	
301.01	Traitement de l'employé communal	171.00		0		0.00	
312.00	Electricité, chauffage	2'530.80		1'700		1'332.30	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	0.00		500		344.30	
314.00	Entretien du bâtiment	4'305.00		1'000		1'010.00	
318.00	ECA, assurance incendie	1'095.85		1'300		1'218.85	
427.00	Mariage		0.00		300		0.00
451.00	Participation d'autres communes		1'260.30		0		0.00
355	Maison de Commune	7'246.75	0.00	8'000	0	13'340.25	0.00
301.00	Conciergerie	1'432.95		1'200		1'306.95	
311.00	Achat de matériel, mobilier	325.10		1'000		1'264.05	
312.00	Electricité, chauffage	2'230.85		2'000		2'094.20	
314.00	Entretien des bâtiments	1'364.50		2'000		6'665.15	
318.00	Téléphone (024) 436.12.50	1'893.35		1'800		2'009.90	
356	Ancienne Poste	4'368.60	42'011.55	7'000	44'760	5'608.75	42'685.35
312.00	Electricite, chauffage	4'145.05		5'000		4'086.95	
314.00	Entretien	223.55		2'000		1'521.80	
427.01	Location Ayala		13'836.45		14'760		14'011.70
427.02	Location Krebs - Curtis		20'395.00		21'600		20'734.95
427.03	Location Fivaz		7'780.10		8'400		7'938.70
357	La Cour locatif	15'335.10	28'930.90	8'500	37'000	7'685.55	35'206.60
312.00	Electricité, chauffage	6'881.90		5'000		2'591.90	
312.01	Electricité garage	650.00		500		660.05	
314.00	Entretien des bâtiments	7'803.20		3'000		4'433.60	
427.01	Location Colin appartement		10'310.00		11'400		10'000.30
427.02	Location Colin studio		5'481.80		6'000		6'000.00
427.03	Location Parente José		7'496.10		16'200		15'738.30
427.04	Location local pompiers		3'468.00		3'400		3'468.00
427.05	Location EVAM		2'175.00		0		0.00
358	La Combaz	4'038.05	22'918.25	10'000	22'900	11'642.40	23'757.00
314.00	Entretien des bâtiments	4'038.05		10'000		11'642.40	
427.00	Location du chalet		22'867.00		22'900		22'867.00
427.01	La Combaz, dégats neige/eau		51.25		0		890.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
359	Cave et Annexes	32'591.60	3'271.70	6'000	500	19'610.00	300.00
313.00	Achat de fournitures	0.00		1'000		0.00	
314.00	Entretien des bâtiments	798.70		0		0.00	
314.01	Local jeunesse	18'869.60		5'000		19'610.00	
314.02	Local truffes	12'923.30		0		0.00	
427.00	Location pressoir		900.00		500		300.00
427.01	Local jeunesse, participation de tiers		2'371.70		0		0.00
4	TRAVAUX	319'288.92	140'081.83	319'733	131'500	450'790.60	238'006.15
430	Routes	131'090.90	20.25	124'500	1'000	241'951.80	101'691.00
300.00	Vacations municipaux	3'700.15		3'000		3'939.95	
301.00	Traitement de l' employé communal	11'887.00		14'000		11'515.00	
311.00	Achat de matériel, machines	1'283.20		2'500		8'089.30	
312.00	Eclairage public	6'543.60		7'000		4'925.15	
313.00	Matériels divers, carburants	4'149.40		3'000		186.70	
314.01	Entretien des parcs	1'431.00		1'500		280.00	
314.02	Entretien des routes	29'812.40		30'000		107'495.40	
314.03	Entretien éclairage public	11'471.65		3'000		2'406.10	
314.04	Canalisations	8'520.70		3'000		0.00	
314.06	Pastille centrale du giratoire	0.00		0		51'136.00	
315.00	Tracteur	581.65		3'000		3'759.00	
318.00	Déblaiement neige	4'035.75		7'000		5'466.40	
319.00	Taxes, impôts, assurances véhicules	1'474.40		1'500		1'352.80	
331.01	Amortissement travaux routes	12'000.00		12'000		12'000.00	
331.03	Amortissement travaux sous Caves	6'000.00		6'000		6'000.00	
331.05	Amortissement " Croix des Terreaux"	15'600.00		15'600		15'600.00	
331.07	Amortissement trottoir rte de Champagne	7'800.00		7'800		7'800.00	
331.08	Amortissement Trottoir Flusel	4'800.00		4'600		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux claires		20.25		1'000		0.00
435.00	Participation et subventions de tiers		0.00		0		0.00
441.01	Participation cantonale giratoire Mottey-La Présure		0.00		0		50'000.00
441.02	Participation cantonale trottoir "Flusel"		0.00		0		51'691.00
440	Parcs, promenades, cimetière	12'981.60	0.00	9'500	0	5'318.10	700.00
301.00	Traitement de l' employé communal	4'335.00		4'500		3'448.00	
311.00	Achat de matériel, machines	334.15		1'000		91.95	
314.00	Entretien	7'807.00		3'000		1'656.55	
315.00	Tracteur	505.45		1'000		121.60	
435.01	Emolument "Jardin du Souvenir"		0.00		0		700.00
451	Ordures ménagères et déchetterie	59'252.17	42'948.88	61'000	42'500	58'528.40	41'062.95
300.00	Vacation des municipaux	500.00		1'000		500.00	
301.00	Traitement de l'employé communal	3'031.00		3'000		3'238.00	
311.00	Achat matériel, (sacs enfants)	1'021.07		1'000		0.00	
352.00	STRID	14'281.65		18'000		14'701.85	
352.01	Cand-Landi	40'418.45		38'000		40'088.55	
434.02	Ristourne des sacs ordures STRID		13'846.43		13'000		11'660.25
434.03	Taxe personnelle déchets		28'778.50		29'200		28'868.10
435.04	Produits de récupération(verres)		323.95		300		534.60

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
461	Réseau d'égouts	115'964.25	97'112.70	124'733	88'000	144'992.30	94'552.20
300.00	Vacations municipaux	1'167.20		1'500		2'567.95	
301.00	Traitement de l'employé communal	6'424.00		5'000		5'741.00	
314.00	Entretien canalisations et collecteurs	611.80		2'000		10'435.40	
314.04	Vidange fosses sceptiques	0.00		1'000		0.00	
331.01	Amortissement travaux Riettaz	1'000.00		1'000		6'000.00	
331.03	Amortissement quartier Sur la Vigne	6'683.00		6'683		10'000.00	
331.04	Amortissement "chemin des Sources"	10'000.00		10'000		10'000.00	
331.05	Amortissement collecteurs Puits-Midi	15'000.00		15'000		15'000.00	
331.06	Amortissement STEP Ependes	0.00		0		3'918.00	
331.07	Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz	3'500.00		3'500		3'500.00	
331.08	Amortissement Quartier du Pontet	2'500.00		2'500		2'500.00	
331.09	Amortissement Tamis STEP	6'600.00		7'000		6'600.00	
352.00	Participation de Bonvillars aux frais de la STEP	62'478.25		69'550		63'685.00	
352.01	Participation Bonvillars frais STEP années antérieures	0.00		0		5'044.95	
434.00	Taxe d'épuration des eaux		40'293.30		40'000		42'000.00
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux usées		4'446.90		3'000		3'814.20
434.03	Taxe entretien des collecteurs		37'348.50		37'000		41'085.00
465.00	Participation frais exploitation et administration de la STEP		15'024.00		8'000		7'653.00
5	INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES	188'487.22	156.30	237'400	0	210'566.70	156.30
510	Enseignement primaire et secondaire	183'519.85	0.00	230'000	0	205'968.40	0.00
352.01	Participation primaire	76'396.35		120'000		105'913.95	
352.02	Participation au secondaire	107'123.50		110'000		100'054.45	
540	Office orientation professionnelle	701.42	0.00	800	0	654.90	0.00
351.00	Participation cantonale	701.42		800		654.90	
580	Temples et cultes	4'265.95	156.30	6'600	0	3'943.40	156.30
365.01	Participation paroisse protestante	990.00		2'500		1'920.10	
365.02	Participation paroisse catholique	3'208.00		4'000		1'948.40	
365.03	Participation paroisse langue allemande	67.95		100		74.90	
465.02	Ristourne participation paroisse catholique (année précédente)		156.30		0		156.30
6	POLICE	104'108.00	23'789.00	91'400	3'300	101'787.25	4'676.00
610	Corps de police	52'567.00	7'295.00	52'000	0	65'820.00	1'487.00
351.00	Réforme policière	50'047.00		50'000		65'820.00	
351.01	Frais auxilliaire de police municipale	2'520.00		2'000		0.00	
451.00	Participation et remboursement du Canton (réforme policière années précédentes)		6'935.00		0		1'447.00
451.01	Emoluments amendes d'ordre		360.00		0		40.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
620	Contrôle des habitants	1'699.60	2'637.00	2'000	3'000	1'645.60	2'869.50
318.00	Emoluments versés	1'699.60		2'000		1'645.60	
431.00	Emoluments facturés		2'637.00		3'000		2'869.50
630	Police sanitaire	157.00	157.00	300	300	161.00	161.00
352.04	Participation destruction déchets carnés	157.00		300		161.00	
436.00	Remboursement taxe déchets carnés		157.00		300		161.00
640	Service des inhumations	35.95	0.00	1'100	0	392.45	0.00
301.00	Traitement de l'employé communal	0.00		500		125.00	
318.00	Frais de transports des pompes funèbres	0.00		100		86.40	
318.05	Honoraires et prestations de services	35.95		500		181.05	
650	Défense contre l'incendie	38'930.95	13'700.00	22'500	0	20'549.20	158.50
301.02	Participation SDIS, Yverdon	20'033.05		22'000		20'549.20	
319.01	Bornes hydrantes	18'897.90		500		0.00	
436.00	Participation de tiers		13'700.00		0		158.50
660	Protection civile	10'717.50	0.00	13'500	0	13'219.00	0.00
352.00	Participation assoc. intercom. PC	10'717.50		13'500		13'219.00	
7	SECURITE SOCIALE	370'196.87	0.00	364'000	0	387'960.71	43'398.96
720	Prévoyance sociale cantonale	323'138.87	0.00	317'500	0	341'700.71	43'398.96
351.00	Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse	269'114.01		269'000		293'802.75	
351.01	FAGE (accueil de jour des enfants)	31'176.51		34'000		34'548.00	
351.02	ARAS	13'547.10		14'500		13'349.96	
351.03	Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final	9'301.25		0		0.00	
451.00	Participations et remboursements du canton		0.00		0		37'434.00
451.01	FAGE (Accueil de jour des enfants) ristourne		0.00		0		5'964.96
730	Santé publique	47'058.00	0.00	46'500	0	46'260.00	0.00
365.00	AVASAD (soins à domicile)	47'058.00		46'500		46'260.00	
8	SERVICES INDUSTRIELS	52'278.60	42'612.20	55'500	37'000	64'535.45	49'269.65
810	Service des eaux	52'278.60	42'612.20	55'500	37'000	64'535.45	49'269.65
300.00	Vacations des municipaux	0.00		1'000		0.00	
301.00	Traitement de l' employé communal	8'325.00		8'000		7'455.00	
311.00	Achat matériel, compteurs	4'415.10		2'000		2'344.85	
312.01	Achat eau	16'634.90		17'000		16'625.70	
312.03	Consommation d'électricité	4'812.10		4'500		3'996.50	
314.00	Entretien réseau et station pompage	16'675.00		20'000		23'463.85	
318.00	Honoraires et prestations de service	1'416.50		3'000		10'649.55	
434.01	Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau		4'941.00		2'000		12'919.00

Comptes de fonct ion nement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
435.00	Vente d'eau		37'671.20		35'000		36'350.65
	Total des charge s	2'198'963.82		2'040'650		2'204'439.07	
	Total des reve nus		2'129'089.09		1'877'062		2'067'832.37
	Excéde nt de charges		69'874.73		163'588		136'606.70

Comptes de fonctionnement (par nature)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
3	Charges	2'198'963.82		2'040'650		2'204'439.07	
30	Charges de personnel	456'843.86		429'200		379'757.47	
300	Autorités et commissions	38'898.90		36'500		40'611.30	
301	Personnel administratif et d'exploitation	187'525.80		191'600		177'007.20	
303	Assurances sociales	28'224.40		29'000		28'112.55	
304	Caisses de pension et de prévoyance	19'803.40		19'500		24'849.00	
305	Assurance-maladie et accidents	11'879.50		12'000		11'200.60	
306	Prestations en nature	1'275.00		5'000		7'046.45	
308	Personnel temporaire	168'087.51		134'000		89'976.92	
309	Autres charges de personnel	1'149.35		1'600		953.45	
31	Biens, services et marchandises	406'670.30		315'050		502'102.39	
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel d'enseignement	7'234.20		8'000		8'730.95	
311	Mobilier, machines, véhicules	32'721.87		29'000		20'345.20	
312	Eau, énergie, combustibles	73'489.80		69'800		63'058.00	
313	Autres marchandises	19'135.50		26'200		16'184.29	
314	Prestations de tiers pour l'entretien des immeubles	175'141.65		108'500		309'750.46	
315	Prestation de tiers pour l'entretien d'objets mobiliers	3'938.75		7'500		6'255.00	
317	Dédommagements	4'959.00		3'500		2'919.45	
318	Honoraires et prestations des services	51'717.08		45'550		57'399.84	
319	Frais divers	38'332.45		17'000		17'459.20	
32	Intérêts passifs	1'318.86		2'000		5'718.37	
321	Dettes à court terme	595.81		2'000		4'911.80	
329	Autres intérêts passifs	723.05		0		806.57	
33	Amortissements	119'300.55		119'350		117'585.00	
330	Patrimoine financier	350.55		200		0.00	
331	Patrimoine administatif-Amortissements ordinaires	118'950.00		119'150		117'585.00	
35	Dédommagements à des collectivités publiques	1'154'257.80		1'115'950		1'142'332.44	
351	Cantons	410'704.79		409'600		442'968.51	
352	Autres communes, consortium et associations de communes	743'553.01		706'350		699'363.93	
36	Subventions accordées	60'572.45		59'100		56'943.40	
365	Institutions privées	60'572.45		59'100		56'943.40	
4	Revenus		2'129'089.09		1'877'062		2'067'832.37
40	Impôts		1'147'002.22		950'700		1'044'626.18
400	Impôts sur le revenu et la fortune		910'890.17		815'000		918'483.88
401	Impôts sur le bénéfice et le capital		26'591.50		20'700		30'027.50
402	Impôts fonciers		103'441.80		95'000		79'246.45
404	Droits de mutations et de timbre		100'674.40		10'000		12'948.35

Comptes de fonctionnement (par nature)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
405	Impôts sur les successions et donations		0.00		5'000		0.00
406	Impôts sur la propriété et sur la dépense		5'404.35		5'000		3'920.00
42	Revenus des biens		309'589.04		335'327		312'272.43
422	Capitaux et patrimoine financier (sans les immeubles)		38'820.84		37'000		40'883.09
423	Immeubles du patrimoine financier		12'375.60		13'000		12'375.60
427	Immeubles du patrimoine administratif		258'392.60		285'327		259'013.74
43	Contributions		463'689.88		396'200		424'265.70
431	Emoluments administratifs		8'528.30		10'000		15'260.50
434	Autres redevances d'utilisation et prestations de service		175'909.18		165'200		181'264.80
435	Ventes		259'553.25		218'300		219'438.70
436	Dédommagements de tiers		19'299.15		2'300		7'901.70
437	Amendes		400.00		400		400.00
44	Parts à des recettes et contributions sans affectation		40'737.35		18'000		144'167.80
441	Part à des recettes cantonales		25'774.85		18'000		133'197.00
444	Contributions cantonales		14'962.50		0		10'970.80
45	Dédommagements de collectivités publiques		152'890.30		168'335		134'690.96
451	Cantons		8'555.30		24'000		44'885.96
452	Communes		144'335.00		144'335		89'805.00
46	Subventions acquises		15'180.30		8'500		7'809.30
465	Subsides ECA		15'180.30		8'500		7'809.30
	Total des charges	2'198'963.82		2'040'650		2'204'439.07	
	Total des revenus		2'129'089.09		1'877'062		2'067'832.37
	Excédent de charges		69'874.73		163'588		136'606.70

		Réserve au 31.12.2016	Mouvements Augmentation	Mouvements Débit	Réserve au 31.12.2017
1	Actif	3'397'698.90	122'358.35		3'520'057.25
10	Disponibilités	347'433.00	78'785.67		426'218.67
1000.00	Caisse	711.20		123.60	587.60
1000.01	caisse du contrôle habitant	903.50		16.75	886.75
1010.00	Chèques postaux	56'519.90	52'254.42		108'774.32
1010.03	Fonds en transfert	-67.00	67.00		0.00
1010.04	E-Deposito CCP	123'898.95	34'300.00		158'198.95
1020.00	BCV c/c 602.219.0	64'604.15		7'696.20	56'907.95
1020.04	BCV c/c T 5242.66.77 placement	100'862.30	0.80		100'863.10
11	Avoirs	455'523.29		35'421.94	420'101.35
1150.01	Débiteurs #	152'080.85		41'854.75	110'226.10
1150.03	Débiteurs AFC impôt anticipé	37'873.62	8'458.70		46'332.32
1150.05	Débiteurs Etat de Vaud (PM)	-29'158.81		31'704.30	-60'863.11
1150.06	Débiteurs Etat de Vaud (PP)	192'953.59	24'610.10		217'563.69
1150.07	Débiteurs Etat de Vaud (IS)	3'335.78	2'358.22		5'694.00
1150.08	Débiteurs Etat de Vaud (IA)	38'438.26	2'710.09		41'148.35
1150.10	Compte courant STEP intercommunale	60'000.00			60'000.00
12	Placements	1'026'820.65	1'266.70		1'028'087.35
1200.06	Titres	91'763.00			91'763.00
1200.08	BANQUE RAIFFEISEN,40071.02	266'279.50	109.50		266'389.00
1200.11	BANQUE RAIFFEISEN,40071.28	668'766.25	1'158.05		669'924.30
1200.13	Raiffeisen, 40071.94	10.90		0.85	10.05
1230.00	Terrains	1.00			1.00
13	Transitoire	161'698.96	33'050.77		194'749.73
1390.00	Actifs transitoires	161'698.96	33'050.77		194'749.73
14	Investissements	1'406'223.00	44'677.15		1'450'900.15
1410.01	Trottoir route de Champagne	137'806.10		7'800.00	130'006.10
1410.04	Travaux Riettaz, canalisations/collecteurs	1'000.00		1'000.00	0.00
1410.05	Travaux Riettaz, route	96'000.00		12'000.00	84'000.00
1410.08	Aménagement quartier sur la vigne	6'683.00		6'683.00	0.00
1410.11	Travaux sous les caves de Bonvillars, ch. sur La Vigne	67'230.80		6'000.00	61'230.80
1410.12	Travaux "chemin des Sources"	39'531.10		10'000.00	29'531.10
1410.16	Croix-des-Terreaux	162'999.45		15'600.00	147'399.45
1410.19	Remplacement des collecteurs ruelle de Puits-place du Midi	296'930.10		15'000.00	281'930.10
1410.20	Epuration Champ-de-Ville et Gotallaz	38'599.40		3'500.00	35'099.40
1410.21	Equipement quartier du Pontet.	43'697.20		2'500.00	41'197.20
1410.22	Remplacement tamis STEP	28'934.45		6'600.00	22'334.45
1410.23	Conduite Devens	0.00	14'569.20		14'569.20
1410.24	Trottoir Flusel	115'000.00		4'800.00	110'200.00
1410.26	Plan général d'affectation (PGA)	0.00	20'023.20		20'023.20
1410.27	PDDE plan Directeur Distribution Eau	29'069.50	1'620.00		30'689.50
1410.29	Midi-Croix-des-Terreaux	0.00	15'419.40		15'419.40
1410.30	Rue du Tertre	0.00	26'735.35		26'735.35
1430.04	3 ème Classe	111'992.00		18'667.00	93'325.00
1430.10	Etude complexe "La Cour"	230'749.90		8'800.00	221'949.90
1460.02	Achat tracteur vignes Carraro	0.00	85'260.00		85'260.00

		Réserve au 31.12.2016	Mouvements Augmentation	Mouvements Débit	Réserve au 31.12.2017
2	Passif	3'397'698.90	122'358.35		3'520'057.25
20	Engagements courant s	222'441.00		34'799.42	187'641.58
2000.00	Créanciers divers [	0.00			0.00
2000.01	Factures à payer	222'441.00		34'799.42	187'641.58
25	Passifs transitoires	36'044.50	227'032.50		263'077.00
2590.00	Passifs transitoires	30'000.00	232'867.00		262'867.00
2590.02	Compte "Attente"	6'044.50		5'834.50	210.00
28	Réserves	2'170'692.63			2'170'692.63
2800.01	Fonds service des eaux	31'473.45			31'473.45
2810.00	Fonds de réserve pour assurance grêle	110'000.00			110'000.00
2810.02	Fonds de réserve achat futur	173'000.00			173'000.00
2820.02	Fonds de réserve protection civile	190'502.00			190'502.00
2820.03	Fonds de réserve	1'639'717.18			1'639'717.18
2820.04	Provision pertes sur débiteurs	26'000.00			26'000.00
29	Fortune nett e	968'520.77		69'874.73	898'646.04
2900.00	Capital]	968'520.77		69'874.73	898'646.04
	Ensembl e des act ifs	3'397'698.90	122'358.35		3'520'057.25
	Ensembl e des pass ifs	3'397'698.90	122'358.35		3'520'057.25

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus	Budget 2017 Charges	Budget 2017 Revenus	Comptes 2016 Charges	Comptes 2016 Revenus
1	Administration	1'026.85	0.00	1'050	0	1'025.71	0.00
110	Administration	1'026.85	0.00	1'050	0	1'025.71	0.00
301.00	Traitement personnel administration	1'000.00		1'000		1'000.00	
318.00	Frais de gestion	26.85		50		25.71	
4	TRAVAUX	66'602.85	67'629.70	73'500	74'550	67'899.19	68'924.90
462	STEP	66'602.85	67'629.70	73'500	74'550	67'899.19	68'924.90
300.00	Vacations des municipaux	1'000.00		1'000		1'000.00	
301.00	Traitement personnel communal	6'424.00		6'400		5'653.00	
301.01	Traitement du personnel	8'748.00		8'800		8'748.00	
311.00	Achat matériel	7'411.15		1'000		655.75	
312.00	Electricité	6'283.55		8'500		7'284.65	
312.01	Consommation d'eau et frais d'épuration (eau consommée)	926.65		2'000		1'272.80	
314.00	Entretien	11'285.25		16'000		4'145.69	
314.01	Traitement des boues Ependes	10'510.95		11'000		20'957.35	
318.00	Honoraires et prestations de service	2'445.10		7'000		2'584.75	
318.02	PTT (024) 436.25.86	351.20		400		345.20	
319.01	Taxes fédérales sur les eaux usées	4'617.00		4'800		4'734.00	
331.01	Amortissement STEP "Ependes"	0.00		0		3'918.00	
331.02	Amortissement Tamis STEP	6'600.00		6'600		6'600.00	
436.01	Participation de la Commune de Champagne		4'226.85		4'000		4'433.75
436.02	Participation de la Commune d'Onnens		924.60		1'000		806.15
436.03	Participation Commune de Bonvillars		62'478.25		69'550		63'685.00
	Total des charges	67'629.70		74'550		68'924.90	
	Total des revenus		67'629.70		74'550		68'924.90

		Réserve au 31.12.2016	Mouvements Augmentation	Mouvements Débit	Réserve au 31.12.2017
1	Actif	109'615.94	6'397.85		116'013.79
10	Disponibilités	45'096.35	8'464.05		53'560.40
1010.03	Fonds en transfert	0.00			0.00
1020.05	BCV c/c Z 5242.33.28 STEP	45'096.35	8'464.05		53'560.40
11	Avoirs	32.25			32.25
1150.03	Débiteurs Administration Contributions	32.25			32.25
13	Transitoire	64'487.34		2'066.20	62'421.14
1390.00	Actifs transitoires	64'487.34		2'066.20	62'421.14

		Réserve au 31.12.2016	Mouvements Augmentation	Mouvements Débit	Réserve au 31.12.2017
2	Passif	109'615.94	6'397.85		116'013.79
20	Engagements courant s	109'612.70	6'397.85		116'010.55
2000.00	Avance de la Commune de Bonvillars pour STEP	60'000.00			60'000.00
2000.01	[Factures à payer	49'612.70	6'397.85		56'010.55
29	Fortune nett e	3.24			3.24
2900.00	Capital]	3.24			3.24
	Ensembl e des act ifs	109'615.94	6'397.85		116'013.79
	Ensembl e des pass ifs	109'615.94	6'397.85		116'013.79

Commune de Bonvillars

Tableau des amortissements 2017

Libellé	Travaux déjà effectués	Investi. 2017	Total à amortir	déjà effectué	Amortissement solde au 31.12.2016	amortissements légaux 2017	No Pièce	Amortis. supplém.	No Pièce	cpte charges	solde à amortir au 31.12.2017
Riettaz (canal.) 1410.04	372'215.70		372'215.70	371'215.70	1'000.00	**1'000.00**	**522**			461.331.01	-
Riettaz (rtes) 1410.05	283'840.70		283'840.70	187'840.70	96'000.00	**12'000.00**	**509**	-		430.331.01	84'000.00
Aménag. Quartier sur la vigne 1410.08	106'248.20		106'248.20	99'565.20	6'683.00	**6'683.00**	**523**	-		461.331.03	-
3ème classe 1430.04	560'010.00		560'010.00	448'018.00	111'992.00	**18'667.00**	**510**	-		230.331.00	93'325.00
Travaux sous Caves 1410.11	146'155.80		146'155.80	78'925.00	67'230.80	**6'000.00**	**511**	-		430.331.03	61'230.80
Travaux ch. Sources 1410.12	115'925.50		115'925.50	76'394.40	39'531.10	**10'000.00**	**512**	-		461.331.04	29'531.10
Step Ependes 1410.14	37'918.00		37'918.00	37'918.00	-	-					-
Croix des Terreaux 1410.16	397'885.90		397'885.90	234'886.45	162'999.45	**15'600.00**	**513**	-		430.331.05	147'399.45
Rempl. Collecteur. Puits - Midi 1410.19	690'430.10		690'430.10	393'500.00	296'930.10	**15'000.00**	**514**			461.331.05	281'930.10
Epuration Champ de la Ville-Gotallaz 1410.20	54'875.40		54'875.40	16'276.00	38'599.40	**3'500.00**	**515**			461.331.07	35'099.40
Trottoir route de Champagne 1410.01	161'206.10		161'206.10	23'400.00	137'806.10	**7'800.00**	**516**			430.331.07	130'006.10
Quartier du Pontet 1410.21	48'697.20		48'697.20	5'000.00	43'697.20	**2'500.00**	**517**			461.331.08	41'197.20
Tamis STEP 1410.22	35'534.45		35'534.45	6'600.00	28'934.45	**6'600.00**	**518**			461.331.09	22'334.45
Conduite Devens 1410.23	-	14'569.20	14'569.20	-	-	-					14'569.20
Trottoir Flusel 1410.24	115'000.00		115'000.00	-	115'000.00	**4'800.00**	**519**			430.331.08	110'200.00
Etude Grande salle 1430.10	230'749.90		230'749.90	-	230'749.90	**8'800.00**	**520**			351.331.01	221'949.90
Plan général d'affectation (PGA) 1410.26		20'023.20	20'023.20	-	-	-					20'023.20
PDDE Plan Directeur Distribution Eau 1410.27	29'069.50	1'620.00	30'689.50	-	29'069.50						29'069.50
Tracteur vignes Carraro 1460.02	-	85'260.00	85'260.00	-	-						85'260.00
Midi-Croix-des-Terreaux 1410.29	-	10'260.00	10'260.00	-	-	-					10'260.00
Rue du Tertre 1410.30	-	21'576.00									21'576.00
TOTAUX	**3'385'762.45**	**153'308.40**	**3'517'494.85**	**1'979'539.45**	**1'406'223.00**	**118'950.00**		**-**			1'438'961.40

Préavis municipal 3/2018 : comptes communaux 2017

La commission, formée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Christiane Baudraz, s'est réunie jeudi 14 juin 2018 à la salle de Commune pour étudier ledit préavis. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet, Syndic, de sa présence et pour les compléments d'informations qu'il a apportés, ainsi que Madame Lucia Zanetti, boursière communale pour son travail.

La commission a jugé opportun d'apporter quelques compléments d'informations au préavis, à savoir :

Administration, compte **110.311.01 :** maintenance et petit matériel informatique : le surplus provient de l'achat d'un logiciel d'archivages pour Fr. 7'644.30 et d'un lecteur de BVR Giromat maintenance du module créanciers de Fr. 442.80.

Grande salle, compte **351 312. 00** : hausse d'électricité de 50%, d'une part due à l'augmentation de tarif et d'autre part d'une négligence récurrente des utilisateurs.

Eglise, compte **354 314 00** : mise aux normes du tableau électrique, entretien de l'horloge et de l'orgue.
Compte **354 451 00** : ristourne des autres communes de la paroisse selon la convention sur les frais d'entretien Fr.1'260.-.

La Cour locatif, compte **357 314 00** : entretien de peinture dans l'appartement de la famille Colin, remplacement d'appareils ménagers et du régulateur de chauffage.

Cave et Annexes, compte **359 314 01,** local jeunesse : pose d'un radiateur, d'une amenée d'eau à l'évier, d'un sanitaire, achat d'une porte, de parquet et d'un plan de travail.
Compte **359 314 02,** local truffes : modification de l'amenée d'eau, mise en conformité des eaux usées, pose d'un radiateur.

Routes, compte **430 331 04** : nettoyage des grilles des eaux claires, débouché quelques canalisations

Parcs, promenades, cimetière, compte **440 314 00** : travaux au cimetière, réfection du pavage, contrôle de l'installation électrique du terrain de football.

STEP. compte **462 311 00** : changement des aérateurs au fond des bassins

Les comptes communaux se résument comme suit :

Produits	2'129'089.09

Charges	2'198'963.82
Amortissements	118'950.00
Déficit	69'874.00

La commission des finances propose :

- **d'approuver les comptes de la STEP 2017.**
- **d'approuver les comptes communaux de l'année 2017 tels que présentés.**

Fait à Bonvillars, le 17 juin 2018

Philippe Corthésy Jean-Pierre Duvoisin Christiane Baudraz

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 8 mai 2018

Contact : Christiane Gri / 024 436 16 10

PREAVIS MUNICIPAL No 2/2018

Réfection de la route de l'Arnon – Aménagement routier

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Réfection de la Route de l'Arnon

Afin de profiter de l'installation de chantier mise en place pour la réfection de la RC 401, les Communes d'Onnens et de Bonvillars ont demandé une offre à l'entreprise Camandona pour la réfection de la route de l'Arnon du giratoire jusqu'à et y compris le virage à droite en descendant aux entrepôts.

Cette route est en très mauvais état et les multiples réparations ne suffisent plus à garantir la sécurité des usagers (surtout les deux-roues).

De plus, cette route est de plus en plus fréquentée et nous nous devons d'offrir un accès correct à cette zone industrielle.

Le devis de l'entreprise Camandona se monte à Fr. 75'346.90 et, afin de pouvoir faire face à un éventuel imprévu, c'est une dépense de Fr. 80'000.- pour les deux Communes qui est prévue.

En effet, la route étant la « frontière » entre Onnens et Bonvillars, chaque municipalité sollicite Fr. 40'000.- auprès de son Conseil général.

Déroulement des travaux

Sous réserve de l'approbation du présent préavis, les travaux seront faits en fonction des disponibilités des machines actuellement sur le territoire communal d'Onnens.

Financement

Pour financer ces travaux, la Municipalité souhaite utiliser les liquidités courantes avec amortissement au maximum sur 30 ans.

CONCLUSIONS

Au vu de ce qui précède, la Municipalité propose au Conseil général de Bonvillars de prendre les décisions suivantes :

Le Conseil général de Bonvillars:

- Vu le préavis de la Municipalité
- Ouï le rapport de la commission chargée de rapporter sur ce sujet
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

- d'autoriser la Municipalité à exécuter les travaux de la réfection de la route de l'Arnon
- de lui accorder pour ce faire un crédit de Fr. 40'000.- financé tel que proposé sous le paragraphe « financement » du présent préavis.

Le présent préavis, approuvé par la Municipalité dans sa séance du 7 mai 2018, sera présenté au Conseil Général le lundi 25 juin 2018.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet



La Secrétaire

Nathalie Ryser

CAMANDONA

GÉNIE CIVIL
REVÊTEMENTS BITUMINEUX
BÂTIMENT - RÉNOVATION

COMMUNE D' ONNENS
Municipalité
1425 ONNENS

N/réf. CHG/lr

Crissier, le 10 avril 2018

OFFRE N° 30091

Projet : **2018-GC-148** **Onnens**

Concerne : Accès FTR
Réfection du revêtement bitumineux (longueur : 185 m)

Total HT			**69'960.00**
TVA	7.70 %	69'960.00	5'386.90
Total TTC			**75'346.90**

Annexe(s) : Conditions générales

Conditions de paiement :
à 30 jours : net
dès la date de facturation
Intérêt de retard : 5 % l'an

La présente offre prend en compte le prix des matériaux qui est pratiqué par nos fournisseurs à ce jour. Le coût des matières premières que nous utilisons fluctuant de manière subite et importante, nous sommes contraints de réserver une hausse correspondante du prix de nos prestations.

CAMANDONA SA

Pour adjudication des prestations de la présente offre et approbation des conditions générales ci-annexées :

Timbre, raison sociale, date + signature(s)

Projet: **2018-GC-148 Onnens**

Pos.	Description	Un.	Quantité	Prix	Montant
01	**INSTALLATION**				
01.01	Transfert machines, matériel et outillage				
01.01.01	Pour travaux de rabotage	gl	1.00	850.00	850.00
01.01.02	Pour travaux de revêtement	gl	1.00	1'500.00	1'500.00
01.02	Mise à disposition de signalisation et de protections, mise en place et repli	gl	1.00	800.00	800.00
01.03	Mise à disposition de signalisation lumineuse, entretien, mise en place et repli Pour une semaine	gl	1.00	800.00	800.00
	TOTAL - INSTALLATION				**3'950.00**
02	**RABOTAGE - REVETEMENT**				
02.01	Rabotage de revêtement bitumineux, profondeur jusqu'à 7 cm, chargement des matériaux sur véhicule	m2	1'400.000	3.50	4'900.00
02.02	Plus-value pour travail à la main le long des caniveaux	m	28.000	25.00	700.00
02.03	Coupe franche de revêtement bitumineux pour raccordement à l'existant	m	40.000	15.00	600.00
02.04	Brossage et nettoyage de toute la surface	m2	1'400.000	2.20	3'080.00
02.05	Evacuation à la décharge des matériaux de rabotage, y compris taxe (si HAP inf. à 20'000 mg/kg/liant) Cubes camion	m3	160.000	52.00	8'320.00
02.06	Fourniture et applilcation d'une couche d'accrochage à base d'émulsion de bitume, 300 gr/m2	m2	1'400.000	1.50	2'100.00
02.07	Fourniture et pose à la machine de béton bitumineux à chaud type ACB 16 H pmb, épaisseur 7 cm après compression Travail en 2 étapes de pose	m2	1'400.000	28.50	39'900.00
02.08	Rabotage longitudinal du joint de reprise, chargement et évacuation des déchets	m	185.000	10.00	1'850.00
02.09	Fourniture et pose d'un joint de raccordement type IGAS R	m	260.000	6.00	1'560.00
	TOTAL - RABOTAGE - REVETEMENT				**63'010.00**
03	**DIVERS**				
03.01	Divers et imprévus Montant estimatif	gl	1.00	3'000.00	3'000.00
	TOTAL - DIVERS				**3'000.00**
Total HT					**69'960.00**

Rapport de la commission
Préavis municipal N° 2/2018
Réfection de la rte de l'Arnon

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La commission composée de Mr. Jean-Michel Jaquier et de Mr. Rémy Duvoisin et de Mme Dominique Etter rapporteur s'est réunie le 20.6.2018 accompagnée de Mme Gris municipale qui s'est gentiment mise à notre disposition pour nous donner toutes les informations nécessaires à ce projets.

Nous sommes en accord avec la municipalité sur la nécessité de faire ces travaux d'autant que la commune d'Onnens accepte de participer pour moitié et que les machines de chantier sont déjà sur place, ce qui représente une réelle économie pour notre commune.

Par contre la commission propose un amortissement non pas sur 30 ans, mais sur 10 ans au vu de l'usure rapide due aux véhicules lourds qui empruntent régulièrement cet accès.

Nous vous proposons donc d'accepter ce préavis tel que proposé par la commission et d'en donner décharge à cette même commission.

Bonvillars le 20 juin 2018

Le rapporteur
D. Etter

Mr. Mr.

Préavis municipal 2/2018 :

Réfection de la route de l'Arnon – Aménagement routier

Au Conseil Général de la Commune de Bonvillars

Rapport de la commission des finances

La commission, formée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Christiane Baudraz, s'est réunie jeudi 14 juin 2018 à la salle de Commune pour étudier ledit préavis. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet, Syndic, de sa présence et pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

Le préavis municipal définit clairement la répartition des frais sur ce tronçon « frontière » entre les communes d'Onnens et de Bonvillars.

Suite aux récents épisodes pluvieux, de la terre venant de la route cantonale a traversé le champ, raviné et fini sa course devant les entrepots, causant préjudice aux propirétaires. La commission suggère à la Municipalité de profiter de la réfection de la chaussée pour façonner une protubérance côté amont afin de canaliser les eaux, de refaire les drainages en gravier au pied du talus et de purger les canalisations. Ce dernier point peut aussi s'appliquer à l'ensemble de la commune.

La commission des finances propose :

- **d'autoriser la Municipalité à exécuter les travaux de réfection de la route de l'Arnon**
- **de lui accorder un crédit de Fr. 40'000.- financé par les liquidités courantes avec amortissement au maximum sur 30 ans**

Fait à Bonvillars, le 17 juin 2018

Philippe Corthésy

Jean-Pierre Duvoisin

Christiane Baudraz

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 9 avril 2018

Contact : Frédéric. Piguet / tél. 024 436 13 79

PREAVIS MUNICIPAL No 1/2018

Nouveau règlement du Conseil Général de la commune de Bonvillars

Monsieur le Président,

Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Le Conseil d'Etat a fixé, par arrêté publié dans la FAO du 5 mars 2013, la date d'entrée en vigueur de la loi sur les communes du 20 novembre 2012 modifiant celle du 28 février 1956, au 1er juillet 2013.

La révision de la loi sur les communes introduit de nouvelles règles qui facilitent l'organisation et le fonctionnement des autorités communales, en codifiant la pratique actuelle de nombreuses communes vaudoises et en comblant les lacunes de l'ancienne loi.

La nouvelle loi exige que les Conseils communaux et généraux édictent un règlement d'organisation (art. 40a al.2 LC). Dès lors qu'un règlement existe déjà, le Conseil doit l'adapter aux modifications législatives.

Projet et procédure

Le nouveau règlement du Conseil général a été établi par une commission du Conseil en se basant sur le règlement type élaboré par le service des communes (SCL). Ce règlement tient compte des modifications apportée à la Loi sur les communes et laisse peu de marge de manœuvre aux règlement communaux.

Après élaboration il a été soumis au Service cantonal compétent pour examen préalable. Après acceptation du Conseil, il devra encore être approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité. Enfin la publication dans la FAO fera courir un délai de requête de 20 jours auprès

de la Cour constitutionnelle. Le référendum n'est pas ouvert contre les actes d'un Conseil général.

La Municipalité vous soumet le projet élaboré paru la commission du Conseil général avec les modifications suivantes :

Art. 12 al. 9

le statut des collaborateurs... en remplacement de *le règlement du personnel communal...*

Art. 45

au moins 10 jours à l'avance... en remplacement de *3 semaines à l'avance...*

Conclusion

Au vu de ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 1/2018
- Entendu le rapport de la Commission ad'hoc

Décide :

- D'adopter le nouveau règlement du Conseil général.

Nous vous en remercions de la prise en considération de notre préavis et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

Approuvé en séance de Municipalité du 19 mars 2018.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

COMMUNE DE BONVILLARS

En jaune = les changements par rapport au règlement actuel

En italique =les textes légaux non modifiables



REGLEMENT

DU CONSEIL GENERAL

2018

⇨ .

TABLE GENERALE DES MATIERES

TITRE PREMIER : **Du conseil et de ses organes**, articles 1er à 44

TITRE II : **Travaux généraux du conseil**, articles 45 à 79

TITRE III : **Budget, gestion et comptes**, articles 80 à 97

TITRE IV : **Dispositions diverses**, articles 98 à 104

TABLE DES ABREVIATIONS

Cst-VD : Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)

LC : Loi du 28 février 1956 sur les communes (RSV 175.11)

RCCom : Règlement sur la comptabilité des communes (RSV 175.31.1)

LEDP : Loi sur l'exercice des droits politiques (RSV 160.01)

QUELQUES DEFINITIONS

Le postulat est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil général ou de la municipalité.

La motion est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil général. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil général. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

Le projet de règlement ou de décision du conseil est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil général. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

L'interpellation : est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

L'amendement vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.

TITRE PREMIER

Du conseil et de ses organes

CHAPITRE PREMIER

Formation du conseil

Article premier.- *Pour être admis au conseil général, il faut être électeur au sens de l'article 5 LEDP, domicilié dans la commune et avoir prêté serment. La perte de la qualité d'électeur entraîne la démission du conseil. La démission est effective à compter du jour de la radiation du registre des électeurs.*

Composition du conseil (art. 143 et 145 Cst-VD, 5 LC et 5 LEDP)

Tous les membres du corps électoral peuvent faire partie du conseil général, sauf les membres de la municipalité.

Art. 1a.- *Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.*

Terminologie (art. 3b LC)

Art. 2.- *Les réclamations relatives à la perte ou à l'acquisition de la qualité de membre du conseil sont portées devant la municipalité, avec recours au Conseil d'Etat.*

Réclamations (art. 8 LC)

Art. 3.- Le conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.

Installation (art. 83 ss LC)

Art. 4.- *Avant d'entrer en fonctions, les membres du conseil prêtent le serment suivant :*

Serment (art. 9 LC)

"Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."

Art. 5.- *Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonctions. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.*

Organisation (art. 89 et 10 à 12 LC)

Art. 6.- *L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1er juillet.*

Entrée en fonction (art. 92 LC)

Art. 7.- *Les membres absents du conseil général et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.*

Serment des absents (art. 90 LC)

En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.

Le conseiller municipal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le président est réputé démissionnaire.

CHAPITRE II

Organisation du conseil

Art. 8.- *Le conseil nomme chaque année dans son sein :*

Bureau (art. 10 LC)

a) un président;
b) un vice-président;
c) deux scrutateurs et deux suppléants.

Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.

Art. 9.- *Le président, le vice-président et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret ; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.* Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. *En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.*

Nomination (art. 11 LC)

Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à repourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention est faite au procès-verbal.

Art. 10.- *Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 8. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil.*

(art. 12 LC)

Ne peuvent être simultanément président et secrétaire du conseil les conjoints, les partenaires enregistrés ou les personnes menant de fait une vie de couple, les parents ou alliés en ligne directe ascendante ou descendante, ainsi que les frères et soeurs.

Art. 11.- Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.

Archives

CHAPITRE III

Attributions et compétences

Section I Du conseil

Attributions (art. 146 Cst-VD et 4 LC)

Art. 12.- *Le conseil délibère sur :*

1. le contrôle de la gestion;

2. le projet de budget et les comptes;

3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;

4. le projet d'arrêté d'imposition;

5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;

6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3 a LC;

7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;

8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité);

9. le statut des collaborateurs et la base de leur rémunération;

10. les placements (achats, ventes, remplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la loi sur les communes;

11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;

12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments;

13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité;

14. la fixation des indemnités éventuelles des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil, du syndic et des membres de la municipalité (art. 16 LC);

15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

Nombre des membres de la municipalité (art. 47 LC)

Art. 13.- *Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales*[1].

Sanction (art. 100 LC)

Art. 14.- *Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.*
S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages (art. 100a LC)

Art. 15.- *Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers. Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur*[2].

Section II Du bureau du conseil

Composition du bureau (art. 10 LC)

Art. 16.- *Le bureau du conseil est composé du président, des deux scrutateurs* et du secrétaire du conseil, pour autant qu'il soit membre du conseil.

Art. 17.- Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.

Art. 18.- Le bureau (éventuellement par l'intermédiaire de son président) est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin et les registres tenus à jour.

Il fait un rapport sur l'état dans lequel se trouvent les archives à la première séance de conseil de la législature.

---

[1] Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.

[2] La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.-.

Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.

Art. 19.- Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.

Section III Du président du conseil

Art. 20.- Le secrétaire a la garde du sceau du conseil.

Art. 21.- *Le président convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité.* Les annexes à la convocation sont placées sur le site du Conseil général sauf pour les personnes qui demandent des documents écrits.

Convocation (art. 13 et 14 LC)

Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

Art. 22.- Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

Art. 23.- Le président accorde la parole. Le conseiller qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.

Art. 24.- Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par le vice-président.

Art. 25.- *Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'article 35b LC.*

Art. 26.- Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

Art. 27.- En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président, et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

Section IV Des scrutateurs

Art. 28.- Les scrutateurs sont chargés du dépouillement du scrutin. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

Section V Du secrétaire

Art. 29.- Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

Art. 30.- Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 21 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il expédie aux premiers membres des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.

Art. 31.- A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.

Art. 32.- Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont:

a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil;

b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil;

c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;

d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

CHAPITRE IV

Des commissions

Art. 33.- Toute commission est composée de trois membres au moins. — Composition et attributions

Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions de la municipalité au conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un préavis. La municipalité peut, d'elle-même ou sur demande d'une commission, se faire représenter dans cette commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres, ou par un collaborateur. — (art. 35 LC) (art. 35 LC)

Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, il peut participer aux séances des commissions à titre d'observateur.

Art. 34.- *Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion de l'année écoulée.* — Commission de gestion (art. 93c LC et 34 RCCom)

Cette commission est composée de trois membres et de deux suppléants. Ils sont désignés pour un an avec rééligibilité. Le membre le plus ancien ne peut pas être réélu.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 88 et suivants du présent règlement s'appliquent.

Art. 35.- Le conseil élit une commission chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition et les comptes. — Commission des finances

Cette commission est composée de trois membres et de deux suppléants. Ils sont désignés pour un an avec rééligibilité. Le membre le plus ancien ne peut pas être réélu.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 88 et suivants du présent règlement s'appliquent.

Art. 36.- Les autres commissions du conseil sont : — Autres commissions
a. les commissions ad hoc, soit :
- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil et les pétitions ou de préaviser sur leur prise en considération et ;
- les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.
b. les commissions thématiques, nommées pour la durée de la législature.

Art. 37.- Sous réserve de la nomination de la commission de gestion et de la commission des finances, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau.

Nomination et fonctionnement des commissions

Les commissions désignent leurs présidents.

Les commissions s'organisent elles-mêmes. *Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.*

Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.

Art. 38.- La commission rapporte à une date subséquente. L'assemblée ou le bureau peut le cas échéant lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

Art. 39.- Les commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport sur le bureau du conseil au moins 5 jours avant la séance, cas d'urgence réservés.

Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil, lequel en informe ce dernier.

Art. 40.- Le premier membre d'une commission la convoque. Il est en principe rapporteur. Toutefois, les commissions peuvent se constituer elles-mêmes. La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.

Constitution

Art. 41.-

Quorum et vote

1. Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.

2. Les décisions sont prises à la majorité simple; le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.

3. Les commissions délibèrent à huis clos.

4. En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la maison de commune.

Art. 42.- Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40h et 40c LC[4].

Droit à l'information des

[4] **LC Art. 40h Droit à l'information des membres des commissions.**
1) L'article 40c de la LC régit le droit à l'information des commissions et de leurs membres, sous réserve de dispositions particulières ou contraires de la LC.
2) Après consultation préalable de la municipalité, une commission peut recevoir ou consulter des intervenants extérieurs pour l'objet traité. Lorsque la commission s'adresse directement à l'administration communale, la municipalité peut demander à être entendue avant que la commission ne procède à l'investigation envisagée et à y participer. En cas d'engagement financier, l'accord de la municipalité est nécessaire.
LC art 40c Droit à l'information des membres du conseil général ou communal.
1) Tout membre du conseil général ou communal peut avoir accès à l'information nécessaire à l'exercice de son mandat.
2) Un membre du conseil général ou communal peut se voir refuser les informations suivantes : a. les documents internes sur lesquels la municipalité s'est directement fondée pour prendre une décision ; b. les informations qui relèvent de la sécurité de la commune ; c. les informations qui doivent rester confidentielles pour des motifs prépondérants tenant à la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la loi.
3) En cas de divergences entre un membre du conseil général ou communal et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, le membre du conseil général ou communal ou la municipalité peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et la municipalité. En cas d'échec de la conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 est prévu.

membres des commissions et secret de fonction

Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC[5].

Observations des membres du conseil

Art. 43.- Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

Rapport

Art. 44.- Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.

Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

TITRE II

Travaux généraux du conseil

CHAPITRE PREMIER

Des assemblées du conseil

Convocation (art. 13 et 14 LC)

Art. 45.- Le conseil s'assemble à la grande salle. *Il est convoqué par écrit par son président, à défaut par son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité ou du cinquième des membres du conseil.* Le président a le droit de convoquer le conseil de sa propre initiative, sous avis à la municipalité.
La convocation contenant l'ordre du jour doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins 10 jours à l'avance, cas d'urgence réservés.

Elle est affichée au pilier public. *La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.*

Absences et sanctions (art. 98 LC)

Art. 46.- *Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.*

Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.

---

[5] **LC art 40i Secret de fonction des membres des commissions**
1) L'article 40d de la LC régit le secret de fonction des membres des commissions, sous réserve des alinéas 2 à 4 qui suivent.
2) Les commissions peuvent décider que tout ou partie de leurs travaux sont confidentiels, notamment pour le bon exercice de leurs tâches.
3) Les documents de travail des commissions, de même que tous documents ou renseignements qui leur sont soumis dans le cadre de leur mandat, ne sont pas confidentiels, sauf indication contraire de leurs auteurs. Dans ce dernier cas, les documents ou renseignements confidentiels ne peuvent être communiqués ou leur contenu révélé qu'à des membres du conseil général ou communal avec l'autorisation du président de la commission.
4) Tous les documents destinés à reproduire ou résumer les déclarations ou propos tenus en commissions, telles que les notes de séances, sont confidentiels. De tels documents ne peuvent être transmis qu'aux membres de la commission.
LC Art. 40d Secret de fonction
1) Les membres du conseil général ou communal et de la municipalité sont soumis au secret de fonction.
2) A ce titre, ils doivent traiter de manière confidentielle tout fait ou renseignement dont ils ont eu connaissance dans l'exercice de leur mandat et dont la divulgation : a. est limitée en vertu de la loi ou d'une décision de l'autorité compétente ; b. pourrait léser un intérêt public ou privé prépondérant ou les droits de la personnalité ; c. interférerait dans une procédure judiciaire ou administrative en cours ; ou d. est prohibée en vertu du huis clos prononcé par le conseil général ou communal.
3) Lorsqu'il constate que des faits couverts par le secret de fonction ont été divulgués, le bureau du conseil en informe le préfet du district qui instruit une enquête administrative. Lorsque cette enquête révèle des faits susceptibles de constituer une infraction au sens de la loi pénale, le préfet transmet le dossier au procureur de l'arrondissement concerné.

Au début de la séance, il est fait un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Quorum (art. 15 LC)

Art. 47.- *Le conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présents forment le tiers du nombre total de ses membres*[6].

Publicité (art. 15a LC)

Art. 48.- *Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.*

En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.

En cas de huis clos, les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

Récusation (art. 40Jlc)

Art. 49.- *Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.*

Tout membre du conseil qui souhaite s'exprimer à propos d'une affaire traitée par le conseil doit néanmoins pouvoir le faire, même s'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire en question.
Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 47 qui précède n'est pas applicable.

Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.

Registre des intérêts

Art. 50.- *Le bureau peut tenir un registre des intérêts.*

Appel

Art. 51.- S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 47 est atteint, le président déclare la séance ouverte.

Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

Procès-verbal

Art. 52.- Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est déposé sur le bureau à la disposition des membres du conseil. Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée. Si une rectification est proposée, le conseil décide. Le procès verbal est soumis à l'approbation du conseil.

Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

Opérations

Art. 53.- Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture :

a) des communications du bureau du conseil ;

[6] Les municipaux ne faisant pas partie du conseil général, ils ne sont donc pas pris en compte dans le calcul du quorum (art. 145 Cst-VD).

b) des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance ;

c) des communications de la municipalité.

Il passe ensuite à l'ordre du jour.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, notamment sur proposition de la municipalité.

CHAPITRE II

Droits des conseillers et de la municipalité

Droit d'initiative (art. 30 LC)

Art. 54.- *Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.*

Postulat, motion et projet rédigé (art. 31 LC)

Art. 55.- *Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :*

a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport[7] *;*

b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil général[8] *;*

c) en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil général[9]**.**

(art. 32 LC)

Art. 56.- *Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.*

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

Le conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :

- statuer ;
- renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la municipalité ses déterminations. Après le rapport du bureau, le conseil tranche.

(art. 33 LC)

Art. 57.- *Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.*

---

[7] Postulat : voir définition en annexe.
[8] Motion : voir définition en annexe.
[9] Projet rédigé de règlement ou de décision du conseil : voir définition en annexe.

Il peut soit :

- *renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préaviser sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande ;*
- *prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.*

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de six mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :

a. *un rapport sur le postulat ;*
b. *l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou*
c. *un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.*

La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 57 alinéa 4 lettres b et c du présent règlement.

Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.

En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.

Interpellation (art. 34 LC)

Art. 58.- *Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.*

Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.

La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

Simple question ou vœu (art. 34a LC)

Art. 59.- *Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité.*

La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 58 alinéa 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.

CHAPITRE III

De la pétition

Pétitions (art. 34b LC)

Art. 60.- *Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.*

Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 62, alinéa 2, du présent règlement.

Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.

Procédure (art. 34c LC)

Art. 61.- *La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la municipalité.*

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

Art. 62.- *Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :*

a. la prise en considération ; ou
b. le rejet de la prise en considération et le classement.

Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

(art. 34 e LC)

Art. 63.- *Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.*

CHAPITRE IV

De la discussion

Rapport de la commission

Art. 64.- Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission;

2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;

3. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

Discussion

Art. 65.- Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

Art. 66.- La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.

Art. 67.- Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président.

L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 26 est toutefois réservé.

Art. 68.- Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

Amendements (art. 35a LC)

Art. 69.- *Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).*

Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

Peuvent proposer des amendements :

a. les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;
b. les membres du conseil ;
c. la municipalité.

Motion d'ordre

Art. 70.- Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Renvoi

Art. 71.- Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.

A la séance suivante, la discussion est reprise.

Art. 72.- Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

Il n'y a alors ni convocation, ni nouvel ordre du jour, ni assermentation. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

CHAPITRE V

De la votation

Vote (art. 35b LC)

Art. 73.- *La discussion étant close, le président passe au vote.* Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours priorité.

La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.

Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.

En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres. En cas d'égalité, le président tranche.

La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres.

En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé.

Art. 74.- *Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.*

Etablissement des résultats (art. 35b al. 2 LC)

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

Art. 75.- Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

Quorum

Art. 76.- Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.

Second débat

Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.

Art. 77.- La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

Retrait du projet

Art. 78.- Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 76, alinéa 2 est réservé.

art. 40b LC

TITRE III

Budgets, gestion et comptes

CHAPITRE PREMIER

Budget et crédits d'investissement

Art. 79.- Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet. Budget de Fonctionnement (art. 4 LC et art. 5 ss RCCom)

Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

Art. 80.- *La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.* (art. 11 RCCom)

Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.

Art. 81.- *La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen d'une commission.* (art. 8 RCCom)

Art. 82.- *Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.* (art. 9 RCCom)

Art. 83.- Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission se soient prononcées.

Art. 84.- *Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.* (art. 9 RCCom)

Art. 85.- *Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 12, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.* Crédits d'investissement (art. 14 et 16 RCCom)

Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

Art. 86.- *La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissement.* Plan des dépenses d'investissement (art. 18 RCCom)

Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.

Art. 87.- *Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.* Plafond d'endettement (art. 143 LC)

CHAPITRE II

Examen de la gestion et des comptes

Art. 88.- *Le rapport de la municipalité sur la gestion et les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, le cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission des finances.* Rapport de la municipalité (art. 93c LC et 34 RCCom)

La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.

Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 80 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 81).

Art. 89.- *La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion de la commune. L'examen des comptes, du rapport et du rapport-attestation du réviseur sont confiés à la commission des finances.* (art. 93c al. 1 LC)

Art. 90.- *Les restrictions prévues par l'article 40 c LC*[10] *ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.* (art. 93e LC et 35a RCCom)

Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :

a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;
b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;
e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.

En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du conseil ou la municipalité peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC[11] est réservé.

Art. 91.- *La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.* (art. 93f LC

---

[10] Les restrictions visées sont celles de l'art. 40c al. 2 LC, qui a la teneur suivante : « Un membre du conseil général ou communal peut se voir refuser les informations suivantes :
a. Les documents internes sur lesquels la municipalité s'est directement fondée pour prendre une décision ;
b. Les informations qui relèvent de la sécurité de la commune ;
c. Les informations qui doivent rester confidentielles pour des motifs prépondérants tenant à la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la loi ».

[11] **145 LC Recours**
1 Les décisions prises par le conseil communal ou général, la municipalité ou le préfet revêtant un caractère politique prépondérant, de même que les contestations portant sur des vices de procédure ou d'autres irrégularités susceptibles d'avoir affecté la décision du conseil ou de la municipalité, peuvent faire l'objet d'un recours administratif au Conseil d'Etat.
2 En cas de doute sur la nature de la décision, l'article 7 de la loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative est applicable.

et 36 RCCom)

Art. 92.- Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre dans les dix jours.

Communication au conseil (art. 93d LC et 36 RCCom)

Art. 93.- *Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission de gestion et celui de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 89 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.*

(art. 93g LC et 37 RCCom)

Art. 94.- *Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.*

Art. 95.- Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.

Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.

S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.

Art. 96.- L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.

TITRE IV

Dispositions diverses

CHAPITRE PREMIER

Initiative populaire

Art. 97.- La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106 ss LEDP.

CHAPITRE II

Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa De l'expédition des documents

Art. 98.- Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

Art. 99.- Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.

Art. 100.- Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 32, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur représentant désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.

CHAPITRE III

De la publicité

Art. 101.- *Sauf huis clos (voir article 48), les séances du conseil sont publiques* ; des places sont réservées au public. (art. 15a LC)

Art. 102.- Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Art. 103.- Le présent règlement entre en vigueur le .... Il abroge le règlement du.....

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Lieu et date

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le/la président/e Le/la secrétaire

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du .....

Rapport sur le règlement du Conseil général de Bonvillars

Préavis Municipal n°1/2018 du 19 mars 2018

La commission composée de Valentine Meylan, Libero Zuppiroli et Yves Ruchti, rapporteur, a été chargée d'examiner le Règlement du Conseil Général de Bonvillars qui demande à être mis en conformité avec la nouvelle loi sur les communes.

Le nouveau règlement type pour les conseils généraux, d'où nous sommes partis, reste très proche dans l'esprit de notre ancien règlement de 2010, mais comporte malgré tout quelques changements légaux obligatoires et offre quelques possibilités nouvelles sur lesquelles le conseil général aura à se prononcer. A la demande du Président du conseil général de Bonvillars, nous présentons un projet intégral du nouveau règlement dans la version élaborée par la commission. Tous les choix y sont déjà faits. Nous pensons toutefois que certains aspects du règlement méritent vraiment de susciter débat. Il s'agit en particulier des compositions et des modes d'élection des commissions (de gestion, des finances, etc). Nous avons donc choisi de répertorier dans le présent rapport les principaux choix offerts au conseil par le règlement type du Canton. Nous proposons par ailleurs au conseil de continuer à ne pas instituer de partis et de groupes politiques au sein du conseil, ce qui fait tomber d'office plusieurs articles ou alinéas du règlement type.

Note : la Municipalitè propose la correction de l'art 12 al. 9 comme suit, « le statut des collaborateurs » en remplacement , « du règlement du personnel communal » ce que la commission admet.

Section II. Du bureau du conseil

1/ Le bureau du conseil est composé au minimum du président et de deux scrutateurs. Il est notamment chargé de nommer les commissions non permanentes du conseil (article 37). Le règlement type permet d'élargir le bureau à d'autres personnes. Il nous a semblé utile d'y ajouter la secrétaire du conseil qui, parce qu'elle tient les listes et rédige les procès-verbaux des séances, connaît le mieux les membres du conseil. Nous proposons de compléter l'article 16 de la manière suivante :

Article 16. Le bureau du conseil est composé du président, de deux scrutateurs et du secrétaire du conseil, pour autant qu'il soit membre du conseil.

2/ Le bureau du conseil doit faire un rapport sur l'état dans lequel se trouvent les archives (Art. 18). Compte tenu de la disparition de certains documents, il nous a semblé qu'il serait bon de faire rapidement le point sur l'état actuel des archives du conseil.

Chapitre IV. Des commissions

Cette section, particulièrement importante, mérite toute l'attention du conseil.

3/ Compte tenu du fait que la municipalité peut se faire représenter dans les commissions avec voix consultative, il nous a semblé utile de faire bénéficier aussi le président du conseil de la possibilité de participer aux séances des commissions, comme la note 13 du règlement type le permet.

Ainsi nous proposons pour l'alinéa 3 de l'article 33 :

Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission. Il peut participer aux séances à titre d'observateur.

4/ Les articles 34 et 35 concernent la nomination des commissions permanentes (gestion et finance) du conseil. Plusieurs possibilités sont offertes par le nouveau règlement :

- L'institution d'une commission unique gestion-finance
- L'institution de deux commissions, la gestion des comptes pouvant être confiée indifféremment à l'une ou à l'autre.

De plus la méthode d'élection des commissions reste libre. Les membres peuvent notamment être élus pour la durée de la législature, pour un an sans rééligibilité ou pour un an avec rééligibilité.

Notre commission chargée d'examiner le nouveau règlement a finalement opté pour le maintien de la solution actuellement en vigueur à Bonvillars qui a fait ses preuves. Mais une autre solution a été aussi discutée qui présente d'autres avantages. Nous avons donc décidé d'attirer l'attention du conseil sur ces deux possibilités.

La première solution, nous l'avons dit, consiste à reprendre exactement le système actuel. Les articles 34 et 35 du règlement type sont donc remplacés par les articles 33 et 34 de notre ancien règlement de 2010. En imposant chaque année le départ des rapporteurs et les rotations des membres, cette solution permet à plusieurs conseillers de rapporter, au cours de la législature, sur ces sujets cruciaux de gestion et de finance. Elle garantit mieux que toute autre l'indépendance du conseil. Dans ces conditions, les articles 34 et 35 s'écrivent :

Article 34.- Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion de l'année écoulée.

Cette commission est composée de trois membres et de deux suppléants. Ils sont désignés pour un an avec rééligibilité. Le membre le plus ancien ne peut pas être réélu.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus les articles 88 et suivants du présent règlement s'appliquent.

Article 35.- Le conseil élit une commission chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt, le projet d'arrêté d'imposition et les comptes.

Cette commission est composée de trois membres et de deux suppléants. Ils sont désignés pour un an avec réégibilité. Le membre le plus ancien ne peut pas être réélu.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus les articles 88 et suivants du présent règlement s'appliquent.

La deuxième solution présente d'autres avantages. Elle préconise d'élire pour la durée de la législature une commission de gestion stable chargée d'examiner aussi les comptes et une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition. Les articles 34 et 35 prendraient alors la forme suivante :

Art.34

Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.

Cette commission est composée de 5 membres et 2 suppléants; 3 membres pour la gestion et 2 pour les comptes.

Ils sont élus pour la durée de la législature.
Ils ont la possibilité de travailler en sous-commission.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.
Au surplus les art. 88 et suivants du présent règlement s'appliquent.

Art.35
Le conseil élit une commission chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunts et le projet d'arrêté d'imposition.

Cette commission est composée de 3 membres et 2 suppléants.
Ils sont désignés pour la législature.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Cette deuxième solution permet d'établir une relation plus suivie des commissions avec la municipalité tout au long de la législature.

5/ Dans l'article 36 alinéa b concernant les commissions thématiques (La grande salle par exemple) nous proposons au conseil d'opter pour une élection **pour la durée de la législature**.

6/ Les commissions de recours peuvent être considérées comme des commissions thématiques (article 36 b).

Travaux généraux du conseil, chapitre premier

Des assemblées du conseil

7/ Conformément à la note 22, nous proposons de compléter l'article 45 qui fixe les conditions de la convocation du conseil par la phrase « **Le président a le droit de convoquer le conseil de sa propre initiative, sous avis à la municipalité** ».

8/ Nous proposons d'ajouter encore à ce même article : « **La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins trois semaines à l'avance, cas d'urgence réservés** ».

Note : sur proposition de la municipalité nous ramenons a 10 jours ce délais.

9/ Nous attirons l'attention du Conseil sur les articles 49 et 50 qui sont à la fois nouveaux et obligatoires : L'article 49 stipule que « *un membre du Conseil ne peut pas prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation* ».

Il nous a semblé que malgré la pureté de ses intentions, un tel article, dans la forme où il est proposé, était difficilement applicable à une petite commune comme Bonvillars et risquait de rendre les discussions du conseil difficiles : faut-il empêcher les vignerons de débattre sur la relation entre la

commune et la cave, faut-il discuter de routes et de trottoirs en excluant les riverains de la discussion et d'impôt foncier en excluant les propriétaires ? Pour éviter des interprétations trop rigoureuses de cet article, nous proposons de faire suivre le premier alinéa de l'article 49 par le deuxième alinéa suivant : « **Tout membre du conseil qui souhaite s'exprimer à propos d'une affaire traitée par le conseil doit néanmoins pouvoir le faire, même s'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire en question ».** . Son intérêt particulier peut en effet rencontrer l'intérêt général.

10/ L'article 53 concerne les premiers points de l'ordre du jour de l'assemblée. Il parle des lettres et pétitions parvenues au président et des communications de la municipalité. Il mérite d'être complété en évoquant les communications du bureau du conseil qui ont aussi leur importance.

Nous proposons donc

Art. 53. - Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture :

a) **des communications du bureau de conseil ;**

b) **des lettres et pétitions qui sont parvenues au président depuis la précédente séance ;**

c) **des communications de la municipalité.**

De la votation

11/ Dans l'article 73 qui concerne les votes en assemblée, nous proposons d'opter pour la variante 1 :

« La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième de ses membres. En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote : en cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé ».

Fait à Bonvillars, le 23.04.2018

Valentine MEYLAN

Libero ZUPPIROLI

Yves RUCHTI

Conseil Général
1427 BONVILLARS

Bonvillars, le 14 octobre 2018

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Madame, Monsieur,

Le Conseil Général est convoqué pour une séance
le lundi 5 novembre 2018 à 20 h00, salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 25.06.2018
2. Assermentation de nouveaux membres
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 4/2018 : arrêté d'imposition 2019-2020, rapport de la commission des finances
6. Préavis municipal no 5/2018 : budget 2018, rapport de la commission des finances
7. Préavis municipal no 6/2018 : demande de crédit pour participation à la SA du centre sportif du collège de Grandson, rapport de la commission des finances
8. Election d'un délégué à l'arrondissement scolaire
9. Motions, interpellations, questions.

Le Président

Observations

1) Les documents pour cette séance seront mis à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars.
Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
- cliquer sur le mot « intranet » à droite en haut de l'écran d'accueil
- identifiant = conseil
- mot de passe = **BL48DV**

2) Chaque conseiller est prié de vérifier les indications le concernant sur la « liste des conseillers généraux » qui figurent également sur le site.

3) Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au no de tél. 024 436 16 75 et cela avant le jeudi 01.11.2018.

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 25 JUIN 2018

ORDRE DU JOUR

1. Assermentation de nouveaux membres
2. Adoption du procès-verbal de la séance du 27 novembre 2017
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications municipales
5. Gestion 2017 – Rapport de la commission de gestion
6. Préavis 3/2018 : Comptes 2017, rapport de la commission des finances
7. Préavis 2/2018 : Réfection route de l'Arnon, rapport des commissions
8. Préavis 1/2018 : Nouveau règlement du Conseil général, rapport de la commission
9. Information des délégués dans les associations intercommunales
10. Nomination Président et Vice-président
11. Nomination bureau
12. Nomination commission des finances et commission de gestion
13. Motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare l'assemblée ouverte à 19h30.
36 conseillers sont présents : le quorum est atteint, l'assemblée peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Il sera suivi tel que présenté.

1. Assermentation de nouveaux membres

Aucune demande n'est parvenue au bureau.

2. Adoption du procès-verbal de la séance du 27 novembre 2017

Le procès-verbal est accepté à l'unanimité. Le président remercie la secrétaire pour son travail.

3. Communications du bureau du Conseil

Edouard Duvoisin annonce que la liste des conseillers généraux, avec leur adresse mail, a été mise sur le site internet de la commune. Dix conseillers n'ont pas encore donné leur adresse ; ils sont priés de la transmettre au Président.

4. Communications municipales

Frédéric Piguet :

- Une aubade de la fanfare est prévue le jeudi 5 juillet au centre du village.
- Pour le 1er août, la municipalité propose un moment de convivialité avec une sortie en direction de la plage de Bonvillars.
- L'étude du nouveau PGA suit son cours. La Municipalité a rencontré les propriétaires de terrains non construits en zone villas, pour connaître leurs intentions dans un proche avenir.
- Les représentants des communes au RADEGE, l'accueil de jour, va accepter un complément au budget 2018. Il faut se mettre en conformité avec la LAJE (loi sur l'accueil de jour). A la place des 108 places de cette année, il y en aura 192 dès la rentrée d'août.
- Une rencontre a eu lieu mercredi 20 pour défendre le maintien de notre collège dans le village. La commune d'Onnens, qui partage la même préoccupation, était aussi présente.
- Avec Champagne, le bénéfice va toujours dans le même sens. La Municipalité n'est pas opposée à la construction d'un collège à Champagne, mais à la fermeture des classes de la Cour. Si les classes se ferment, une perte financière sera importante pour la commune.

5. Gestion 2017 – Rapport de la commission de gestion

Catherine Rome lit le rapport de la commission de gestion.

La discussion est ouverte :
Jean-Michel Jaquier : si on accepte ce rapport de gestion, c'est aussi qu'on accepte toutes les propositions de la commission ?
Edouard Duvoisin : non. La commission fait ici des propositions à la Municipalité.
La discussion n'étant plus demandée, le rapport est mis au vote.

Le rapport de la commission de gestion est accepté à l'unanimité.

6. Préavis 3/2018 : Comptes 2017, rapport de la commission des finances

Christiane Baudraz lit le rapport de la commission des finances. Les comptes se soldent avec un déficit de frs 69'874.73.

La discussion n'est pas demandée. Les comptes 2017 passent au vote.

Les comptes 2017 sont acceptés à l'unanimité.

7. Préavis 2/2018 : Réfection route de l'Arnon, rapport des commissions

Dominique Etter lit le rapport de la commission nommée pour cette réfection.

Christiane Baudraz lit le rapport de la commission des finances. Celle-ci propose un amortissement sur 10 ans, plutôt que 30 ans, vu l'usure de cette route fort utilisée.

La discussion est ouverte :
Frédéric Piguet : Les problèmes d'eau qui ruisselle et de boue qui obstrue la route ne sont pas compris dans le budget de ce préavis. Ces problèmes sont probablement liés aux travaux où les drainages ont été coupés ou débranchés. On va envoyer les détails de ces dégâts à l'ACRG, en espérant qu'elle paiera une partie des travaux de drainage nécessaires.
La Municipalité reconnaît qu'un amortissement sur 30 ans est trop long, elle propose de payer avec le compte routier, et ceci sans amortissement, dans l'espoir que cela fasse baisser la péréquation communale.
Jean-Michel Jaquier : appuie la proposition de la Municipalité.
La discussion n'est plus demandée. Il est mis au vote, avec le changement susmentionné.

Le préavis 2/2018 est accepté à l'unanimité, avec un paiement immédiat pris sur le compte routier.

8. Préavis 1/2018 : Nouveau règlement du Conseil général, rapport de la commission

Yves Ruchti lit le rapport de la commission.

Chapitre II, art. 11
Jean-Frédéric Leuenberger : où sont les archives ?
Frédéric Piguet : les documents sont, en vrac, à la maison de commune.
J.-F. Leuenberger : propose d'enlever à la phrase « distinctes de celles de la Municipalité »
Libero Zuppiroli : pensent que les archives du conseil général doivent être bien distinctes de celles de la Municipalité, mais ne trouve pas opportun d'enlever cette phrase.
Avec 8 voix pour l'amendement, 8 voix contre et 15 abstentions (des conseillers arrivent durant le conseil ce qui explique le nombre variable des votants), le Président tranche pour laisser le texte du règlement tel que présenté.

Chapitre III, section II, art. 16
Christiane Baudraz : trouve que la secrétaire a tout-à-fait sa place dans le bureau, car c'est la mémoire du conseil. Mais si elle en fait partie, le nombre de participants au bureau est pair, pour les votes ce n'est pas confortable.
Libero Zuppiroli : on décide des compositions des commissions dans le bureau, en principe on ne vote pas.
Edouard Duvoisin : depuis que je suis président, je n'ai jamais convoqué le bureau.
La secrétaire sera membre du bureau, comme demandé par la commission, à la majorité, avec 1 non et 4 abstentions.

Chapitre III, section III, art. 21
Jean-Frédéric Leuenberger propose d'enlever « sauf pour » dans l'alinéa 1.
La proposition est acceptée à la majorité et devient : Les annexes à la convocation sont placées sur le site du Conseil général. Les personnes qui le demandent reçoivent les documents écrits.

Chapitre III, section V, art. 30

Jean-Michel Jaquier : relève que la secrétaire ne fait plus la lecture du PV, comme cela était écrit dans l'ancien règlement et propose d'enlever cette phrase.
Avec 7 abstentions et 28 oui, la phrase est transformée ainsi : Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 21 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal.

Chapitre IV, art. 34 et 35

La commission propose de discuter de deux solutions :

1. Une commission de gestion et une commission des finances, avec une élection pour un an, comme cela se fait au Conseil général jusqu'à ce jour.
2. Une commission de gestion chargée de s'occuper aussi des comptes de l'année écoulée et une commission des finances travaillant sur le budget, les dépenses supplémentaires ou encore l'arrêté d'imposition. Ces deux commissions étant nommées pour toute la durée de la législature.

Frédéric Piguet : trouve dommage que les mêmes personnes soient dans la commission pendant 5 ans. Par contre, il apprécierait une commission de gestion selon la deuxième proposition pour simplifier son travail.
Des conversations nourries suivent, d'où ressortent les votations suivantes :
Les conseillers, avec 1 non et 3 abstentions, préfèrent un renouvellement tous les ans de leurs commissions, tel qu'actuellement.
La proposition de Libero Zuppiroli d'ajouter à l'alinéa 1 de l'article 34 : « ….année écoulée. Et les comptes. » est refusée avec 14 non, contre 12 oui.
Les art. 34 et 35 sont maintenus tels que présentés par la commission et sont acceptés à la majorité.
Suite à la demande de J.-F. Leuenberger, les articles 34 et 35 verront le mot « désignés » remplacé par « élus », comme la version actuelle du Règlement, proposition acceptée par le Président, mais non votée.

Titre II, chapitre I, art. 49

Les conseillers acceptent à la majorité, avec 1 non, l'ajout proposé par la commission au début du deuxième alinéa, soit : tout membre du conseil qui souhaite s'exprimer à propos d'une affaire traitée par le conseil doit néanmoins pouvoir le faire, même s'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire en question.

Titre II, chapitre V, art. 73

« La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres. En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis au vote est réputé refusé. » Cet ajout de la commission est accepté à la majorité, avec 7 abstentions.

9. Information des délégués dans les associations intercommunales

Valentine Meylan s'est rendue à l'assemblée de l'ASIGE (Association Scolaire Intercommunale de Grandson et environs), elle nous en donne un petit résumé. A Concise, le village a le projet de créer un nouveau collège de trois classes. Le nouveau collège de

Grandson a pris du retard à cause des fouilles archéologiques. La commune de champagne attend l'accord du canton pour le dézonage de la parcelle où devrait se construire leur collège. La problématique du transport des écoliers reste toujours d'actualité. Depuis 10 ans, 200 élèves de plus doivent être enclassés. Lors de ces assemblées, elle ne peut pas se prononcer au nom de la commune car, pour l'instant, on ne leur demande pas de voter. On les informe seulement.

10. Nomination Président et Vice-président

Libero Zuppiroli procède à l'élection du président à bulletin secret. Aucun candidat ne se porte volontaire et Edouard Duvoisin accepte de continuer à ce poste. Il regrette toutefois de ne jamais pouvoir prendre la parole.
Il est élu à la majorité avec 34 oui et 2 blancs. Il est applaudi.

Edouard Duvoisin revient et procède à l'élection du Vice-président. Libero Zuppiroli est seul candidat. Il est élu à l'unanimité à main levée. Il est applaudi.

11. Nomination bureau

Les scrutatrices seront Myriam Kaczor et Monique Berney.
Les scrutatrices suppléantes seront Nathalie Rais et Christiane Duvoisin.
Le nouveau bureau est accepté à l'unanimité et applaudit.

12. Nomination commission des finances et commission de gestion

Commission des finances

Rapporteur :	Richard Ayala
Membres :	Philippe Corthésy
	Jean-Pierre Duvoisin
Suppléants :	Christoph Junod
	Alessandra Stevanin

Commission de gestion

Rapporteur :	Catherine Rome
Membres :	Rose-Marie Duvoisin
	Antoine Duvoisin
Suppléants :	Claude Bally
	Pascal Rais

Les commissions sont élues à l'unanimité.

13. Motions, interpellations, questions

Sébastien Gri : j'avais déjà demandé si l'on pouvait mettre un petit toit sur le pressoir de la balade à Fritzo. Cela devient urgent, il se démonte.
Daniel Rappo : la fondation Bartimée passera et réparera les barrettes. Le toit sera fait par l'employé communal.
Bruno Boudier : effectivement, nous viendrons prochainement.
Edouard Duvoisin (qui a demandé à Libero Zuppiroli de prendre sa place un instant) : les barrières de la propriété de M. Daniel Forestier, ne sont pas aux normes. L'article 93 du PGA ne semble pas être respecté.
Christiane Gri : nous avons vu le projet en photo. On a accepté à la majorité en Municipalité, mais quand on les a vues montées, on a été surpris. Nous en avons parlé à M. Forestier qui a proposé de camoufler avec de la verdure.
E. Duvoisin : il faut faire respecter cet article 93. Sinon, le quartier villa va ressembler à quoi ?
Frédéric Piguet : nous avons regardé dans le code rural, où cette dimension est autorisée, et non dans le règlement du PGA de Bonvillars.
Adrien Corthésy : avez-vous des projets pour notre grade salle ?
F. Piguet : nous avons attendu de changer de municipal du bâtiment. On a visité la grande salle d'Orzens, ainsi que vu les projets de la grande salle de Mathod. Pour l'instant, nous réfléchissons à l'économie d'énergie de la maison de commune, car ces deux bâtiments sont chauffés à l'électricité et sont hors normes. Nous avons passé de frs 8000.- à 12'000.- de frais d'électricité pour la grande salle cette année.
E. Duvoisin : C'est à cause de moi que nous avons avancé l'heure de ce conseil. J'étais en soucis pour le règlement du conseil. Le prochain conseil sera à nouveau à 20h00.

L'assemblée est levée à 21h50

Le président : La secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 3 octobre 2018

AU CONSEIL GENERAL
DE LA COMMUNE DE
1427 BONVILLARS

PREAVIS No 4/2018

ARRETE D'IMPOSITION 2019

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

La Municipalité soumet à votre approbation l'arrêté d'imposition 2019.

Compte tenu des modifications dès 2020 concernant la péréquation intercommunale, le financement de la part communale de l'AVASAD (Association vaudoise d'aide et de soins à domicile) et l'augmentation de la facture sociale (dans le cadre de la RIE III), la Municipalité vous propose de maintenir les taux actuels en 2019 et, si besoin de les augmenter en 2020.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- Considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- Ayant pris connaissance du préavis municipal no 4/2018
- Entendu le rapport de la commission

Décide :

1. D'approuver l'arrêté d'imposition 2019 tel que présenté.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic

Frédéric Piguet

La Secrétaire

Nathalie Ryser

Annexe : Arrêté d'imposition

DIS/Service des communes et du logement

A retourner en 4 exemplaires daté et signé
à la préfecture pour le.....

District de ..... Jura Nord Vaudois
Commune de . Bonvillars

ARRETE D'IMPOSITION

pour l' année 2019

Le Conseil général/communal de..... Bonvillars

Vu la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (ci-après : LICom) ;

Vu le projet d'arrêté d'imposition présenté par la Municipalité,

arrête :

Article premier - Il sera perçu pendant 1 an, dès le 1er janvier .2019, les impôts suivants :

1 **Impôt sur le revenu, impôt sur la fortune des personnes physiques, impôt spécial dû par les étrangers**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55 % (1)**

2 **Impôt sur le bénéfice et impôt sur le capital des personnes morales**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55 % (1)**

3 **Impôt minimum sur les recettes brutes et les capitaux investis des personnes morales qui exploitent une entreprise**

En pour-cent de l'impôt cantonal de base : **55 % (1)**

4 **Impôt spécial particulièrement affecté à des dépenses déterminées**

..... Pour-cent s'ajoutant à l'impôt sur le
..... revenu, le bénéfice et l'impôt minimum **néant**

(1) Le pour-cent doit être le même pour ces impôts.

5 **Impôt foncier proportionnel sans défalcation des dettes basé sur l'estimation fiscale (100%) des immeubles**

Immeubles sis sur le territoire de la commune : par mille francs **1.--.Fr.**

Constructions et installations durables édifiées sur le terrain d'autrui ou sur le domaine public sans être immatriculées au registre foncier (art. 20 LICom) :
par mille francs **néant**

Sont exonérés :

a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;

b) les immeubles de l'Etat, des communes, des associations de communes, des fédérations de communes ou des agglomérations vaudoises, et de leurs établissements et fonds sans personnalité juridique, ainsi que les immeubles de personnes morales de droit public cantonal qui sont directement affectés à des services publics improductifs;

c) les immeubles des Eglises reconnues de droit public (art. 170 al.1 Cst-VD), des paroisses et des personnes juridiques à but non lucratif qui, à des fins désintéressées, aident les Eglises dans l'accomplissement de leurs tâches et des communautés religieuses reconnues d'intérêt public (art. 171 Cst-VD).

6 **Impôt personnel fixe**

De toute personne majeure qui a son domicile dans la commune au 1er janvier : **néant**

Sont exonérés :

a) les personnes indigentes;
b) l'exemption est de 50 % pour chacun des conjoints ou des partenaires enregistrés qui ne sont pas contribuables indépendants pour l'impôt sur le revenu et la fortune.
c) l'arrêté communal d'imposition peut décréter d'autres exonérations totales ou partielles.

7 **Droits de mutation, successions et donations**

a) Droits de mutation perçus sur les actes de transferts immobiliers :
par franc perçu par l'Etat **50 cts**

b) Impôts perçus sur les successions et donations : (1)

en ligne directe ascendante :	par franc perçu par l'Etat	**néant**
en ligne directe descendante :	par franc perçu par l'Etat	**néant**
en ligne collatérale :	par franc perçu par l'Etat	**60 cts**
entre non parents :	par franc perçu par l'Etat	**100 cts**

8 **Impôt complémentaire sur les immeubles appartenant aux sociétés et fondations** (2).
par franc perçu par l'Etat **40 cts**

9 **Impôt sur les loyers**

(Cet impôt est dû par le locataire ou par le propriétaire occupant lui-même son immeuble)
Sur les loyers des immeubles situés sur le territoire de la commune pour-cent du loyer **néant**

Les loyers non commerciaux bénéficient des défalcations pour charges de famille suivantes :
.....

(1) Le nombre de centimes additionnels peut être d'autant plus élevé que le degré est plus éloigné.
(2) Cet impôt ne peut être perçu que par les communes qui prélèvent le droit de mutation sur les transferts d'immeubles

10 **Impôt sur les divertissements**

Sur le prix des entrées et des places payantes : **néant**
ou
néant

Notamment pour :
a) les concerts, conférences, expositions, représentations théatrales ou cinématographiques et autres manifestations musicales, artistiques ou littéraires;
b) les manifestations sportives avec spectateurs;
c) les bals, kermesses, dancings;
d) les jeux à l'exclusion des sports.

Exceptions :

.....

10bis **Tombolas**

(selon art.15 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos)

par franc perçu par l'Etat		**néant**
ou	sur total billets vendus	**néant**
ou	par billet vendu	**néant**
ou	par taxe fixe	**néant**

Lotos

(selon art. 25 du règlement du 21 juin 1995 sur les loteries, tombolas et lotos)

par franc perçu par l'Etat		**néant**
ou	sur total cartons vendus	**néant**
ou	par carton vendu	**néant**
ou	par taxe fixe	**néant**

Limité à la taxe cantonale fixée à 6% du montant des billets ou cartons vendus (voir les instructions)

11 **Impôt sur les chiens**

(selon art.10 du règlement du 6 juillet 2005 concernant la perception de l'impôt sur les chiens)

par franc perçu par l'Etat		.....cts
ou par chien		**100.-- Fr.**

Catégories : ....Fr. ou
....cts

Exonérations : .....
.....

Choix du système de perception

Article 2. - Les communes ont le choix entre percevoir elles-mêmes leurs taxes et impôts ou charger l'administration cantonale de recouvrer ces éléments pour leur compte (art. 38 et 38a de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux LICom).

Échéances

Article 3. - La loi (annuelle) sur l'impôt (RSV, parution FAO en décembre) prévoit à son article 11 les termes généraux d'échéance.

Paiement - intérêts de retard

Article 4. - La commune fixe le taux d'intérêt de retard sur toute contribution impayée perçue directement par elle-même à 0 % l'an. L'intérêt de retard court dès la fin d'un délai de paiement de trente jours après l'échéance de la contribution. A défaut, c'est la loi (annuelle) sur l'impôt qui s'applique (art. 13 al. 1).

Remises d'impôts

Article 5. - La municipalité peut accorder une remise totale ou partielle des impôts, intérêts de retard, majorations, rappels d'impôts et amendes, lorsque le paiement intégral frapperait trop lourdement le contribuable en raison de pertes importantes ou de tous autres motifs graves.

Infractions

Article 6. - Les décisions prises en matière d'amendes pour l'impôt cantonal sur le revenu et sur la fortune, sur le bénéfice net, sur le capital et l'impôt minimum sont également valables pour l'impôt communal correspondant.

Soustractions d'impôts

Article 7. - Les soustractions d'impôts et taxes qui sont propres à la commune seront frappées d'amendes pouvant atteindre .0. fois (maximum huit fois) le montant de l'impôt ou de la taxe soustrait, indépendamment de celui-ci.
Elles sont prononcées par la municipalité sous réserve de recours à la commission communale de recours.

Commission communale de recours

Article 8. - Les décisions prises en matière d'impôts communaux et de taxes spéciales peuvent faire l'objet d'un recours écrit et motivé, dans les 30 jours dès la notification du bordereau auprès de l'autorité qui a pris la décision attaquée, conformément à l'article 46 de la loi du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux (LICom).

Recours au Tribunal cantonal

Article 9. - La décision de la commission communale de recours peut faire l'objet d'un recours au Tribunal cantonal dans les 30 jours dès sa notification.

Paiement des impôts sur les successions et donations par dation

Article 10. - Selon l'art. 1er de la loi du 27 septembre 2005 *"sur la dation en paiement d'impôts sur les successions et donations"* modifiant celle du 5 décembre 1956 sur les impôts communaux, la Commune peut accepter de manière exceptionnelle le paiement des impôts sur les successions et donations par dation selon les règles et procédures fixées par la loi cantonale du 27 septembre 2005.

Ainsi adopté par le Conseil général/communal dans sa séance du .....

Le président : **le sceau :** **La secrétaire :**

Visa du Service des communes et du logement :

Préavis Municipal n° 4/2018

Arrêté d'imposition 2019

La commission, formée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 25 octobre 2018 à la salle de commune pour étudier le dit préavis. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet, syndic de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La commission tient à apporter les compléments d'informations suivants :

Le projet pour la nouvelle péréquation financière entrera en vigueur dès 2021. Tous les éléments n'étant pas encore connus, la municipalité a décidé de ne pas augmenter les taux d'imposition pour 2019 ; et d'attendre l'année 2020, pour voir si une augmentation serait nécessaire. Cela étant il faut savoir que pour 2019, la facture sociale subira une augmentation et sera donc plus élevée que pour cette année.

La commission des finances propose :

d'accepter le préavis municipal n° 4/2018 tel que proposé par la municipalité.

Fait à Bonvillars, le 28 octobre 2018.

Philippe Corthésy

Jean-Pierre Duvoisin

Richard Ayala

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
1	ADMINISTRATION GENERALE	268'970	63'500	255'750	64'500	266'357.44	66'761.50
101	Conseil général	1'320	0	5'500	0	4'925.00	0.00
300.00	Jetons de présence-Commissions-Bureau	320		4'500		4'845.00	
306.00	Ind.et remboursement de frais	500		500		0.00	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	500		500		80.00	
102	Municipalité	27'100	0	27'100	0	26'779.15	0.00
300.00	Traitement des municipaux	25'000		24'000		25'872.15	
306.00	Ind.et remboursement de frais	2'000		3'000		650.00	
309.00	Autres charges	100		100		257.00	
110	Administration	228'850	61'500	213'350	62'500	225'000.79	64'565.50
301.00	Traitement du personnel administration	59'000		59'000		55'564.95	
301.01	Traitement du personnel exploitation	0		0		0.00	
303.00	Assurances sociales	29'000		29'000		28'224.40	
304.00	Caisse de retraite	20'500		20'500		19'803.40	
305.00	Assurances accident et maladie	12'000		11'500		11'879.50	
306.00	Indemnisation et remboursement de frais	1'000		1'000		625.00	
309.00	Autres charges	500		500		210.70	
310.00	Imprimés et fournitures de bureau	3'500		2'500		3'925.00	
310.01	Journaux, annonces off., textes légaux, etc.	4'000		5'000		2'674.20	
310.02	Site web	7'500		0		0.00	
310.03	Géoportail	7'500		0		0.00	
311.00	Achat mobilier et matériel	1'000		1'000		0.00	
311.01	Maintenance et petit matériel informatique	15'000		15'000		22'017.35	
317.00	Réceptions et manifestations	3'500		3'500		4'959.00	
318.00	Honoraires et prest. service, assurances	15'000		12'000		24'347.49	
318.01	Natel: 079 424.30.63	750		750		401.10	
318.04	Frais de poursuites et de rappels	100		100		0.00	
319.00	Taxes, cotisations et divers	9'000		9'000		10'163.00	
351.00	Part à des charges cantonales	32'000		34'000		30'090.00	
352.00	Part à des charges autres comm.	1'000		2'000		867.20	
365.00	Dons, aides et subventions casuels	7'000		7'000		9'248.50	
431.00	Emoluments		7'000		10'000		5'891.30
434.00	Romande Energie, droit du sol		43'000		41'000		46'234.30
435.00	Ventes et prestations de service		6'000		6'000		6'997.75
436.00	Remboursement de tiers (APG), ass. div. et AVS		5'000		5'000		5'442.15
465.00	Participations et subventions de tiers		500		500		0.00
150	Affaires culturelles et de loisirs	4'700	0	4'300	0	4'207.50	0.00
351.00	Loi sur école de musique LEM	4'700		4'300		4'207.50	
160	Tourisme	7'000	2'000	5'500	2'000	5'445.00	2'196.00
352.00	Part Maison des Terroirs	7'000		5'500		5'445.00	
406.06	Taxe de séjour résidences secondaires		2'000		2'000		2'196.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
2	FINANCES	406'904	1'314'292	395'467	1'271'900	424'298.40	1'353'736.91
210	Impôts	12'500	1'095'400	14'000	1'082'200	9'203.40	1'174'986.40
318.00	Frais de perception des impôts	8'000		10'000		7'533.99	
321.00	Intérêts bonifiés impôts	3'000		3'000		595.81	
329.00	Défalcations	1'000		500		723.05	
330.00	Défalcations	500		500		350.55	
400.01	Impôt sur le revenu		790'000		790'000		785'643.31
400.02	Impôt sur la fortune		120'000		120'000		120'805.96
400.03	Impôt à la source		5'000		8'000		4'440.90
401.01	Impôt sur le bénéfice personnes morales		15'000		20'000		21'379.45
401.02	Impôt sur le capital personnes morales		200		200		198.45
401.03	Impôt complémentaire sur les immeubles p.m.		5'000		5'000		5'013.60
402.00	Impôt foncier		105'000		100'000		103'441.80
404.00	Droits de mutation		20'000		10'000		100'674.40
405.00	Impôt sur les successions et donations		5'000		5'000		0.00
406.01	Impôt sur les chiens		3'200		3'500		3'208.35
422.00	Intérêts de retard		2'000		500		4'405.33
441.00	Recettes sur les gains immobiliers		15'000		10'000		15'155.50
441.01	Impôt des frontaliers		10'000		10'000		10'619.35
220	Finances	375'737	218'892	362'800	189'700	396'428.00	178'750.51
352.00	Partic.des communes, péréquation, EtaCom.	375'737		362'800		171'051.00	
352.01	Péréquation, décompte année précédente	0		0		225'377.00	
422.00	Revenu des capitaux du patrimoine financier		36'000		36'000		34'415.51
452.00	Partic.des com.,bouclement cpte rég. Etatcom		182'892		153'700		144'335.00
230	Amortissement et réserve non-ventilés	18'667	0	18'667	0	18'667.00	0.00
331.00	Amortissement obl. patrim. administratif	18'667		18'667		18'667.00	
3	DOMAINES ET BATIMENTS	356'305	466'667	398'400	485'667	473'948.37	501'951.35
310	Terrains	2'000	12'500	1'000	12'500	1'711.45	12'375.60
301.00	Traitement de l' employé communal	1'000		1'000		668.00	
314.00	Entretien des terrains	1'000		0		1'043.45	
423.00	Locations des terrains		12'500		12'500		12'375.60
320	Forêts	131'755	72'500	168'500	110'000	208'379.57	124'483.60
300.00	Vacations des municipaux	1'200		2'000		1'222.80	
308.01	Ass.-Exploitation, coupes, plantations	71'500		100'000		152'579.41	
308.02	Ass.-Entretien des plantations	15'500		19'000		13'900.70	
308.03	Débardage-Epareuse-Broyage	2'000		2'000		1'607.40	
309.00	Autres charges	1'000		1'000		681.65	
310.00	Journaux, annonces, bureau, cotisations	555		500		555.00	
311.00	Achat de matériel, machines	0		0		0.00	
314.01	Entretien des chemins	8'000		12'000		8'592.50	
352.00	Participation garde-forestier	32'000		32'000		25'145.11	

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
352.01	Remboursement subvention années précédentes	0		0		4'095.00	
435.01	Vente de bois de service		60'000		80'000		79'470.90
435.02	Vente de bois d'industrie		0		0		3'402.00
435.03	Vente de bois de feu		6'000		10'000		26'648.20
444.00	Subsides		6'500		0		14'962.50
451.00	Participations et remboursements du canton		0		20'000		0.00
330	Vignes	76'300	102'900	79'400	87'900	72'261.90	105'439.25
301.00	Traitement de l'employé communal	31'000		31'600		29'251.50	
301.01	Traitement du personnel	22'000		22'000		20'710.70	
311.00	Achat de matériel, machines	2'000		2'000		2'323.60	
313.00	Achats produits, engrais, plants	10'000		12'000		11'537.45	
313.01	Achat de bouteilles	2'000		3'000		2'459.70	
315.00	Tracteur	1'500		1'000		1'945.90	
319.00	Cotisations et divers	3'500		3'500		4'033.05	
331.00	Amortissement tracteur	4'300		4'300		0.00	
435.00	Vente de vin		1'000		1'500		1'080.00
435.01	Vente de raisin		100'000		85'000		102'253.05
435.02	Dividendes s/parts sociales		1'500		1'000		1'706.20
437.00	Location vignes		400		400		400.00
340	Bâtiments-Patrimoine administratif	21'000	0	20'000	0	18'104.85	0.00
300.00	Vacations des municipaux	3'000		3'000		1'591.60	
301.00	Traitement de l'employé communal	3'000		2'000		2'860.00	
315.00	Entretien du matériel	500		500		631.65	
318.00	Assurance incendie	10'500		10'500		9'257.50	
319.00	Dégâts d'eau et bris de glaces	4'000		4'000		3'764.10	
351	Grande salle	30'800	24'500	30'800	20'500	31'691.60	14'722.00
301.00	Conciergerie	5'000		5'000		5'743.70	
301.01	Traitement de l'employé communal	1'000		1'000		993.00	
311.00	Achat de matériel-engins	1'000		1'000		601.20	
312.00	Electricité, chauffage	10'000		10'000		12'790.85	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	2'000		2'000		988.95	
314.00	Entretien du bâtiment	2'000		2'000		1'499.80	
315.00	Entretien du mobilier et matériel	1'000		1'000		274.10	
331.01	Amortissement Etude Grande Salle	8'800		8'800		8'800.00	
427.00	Locations diverses		2'000		2'500		2'350.00
427.01	Locations groupement scolaire		22'500		18'000		12'372.00
352	Le Moulin	12'850	53'600	12'800	53'600	38'621.20	49'555.20
301.00	Traitement de l'employé communal	500		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	2'000		2'000		127.55	
312.00	Electricité, chauffage	5'000		5'000		4'417.65	
312.01	Electricité, locaux de service	150		100		273.15	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	200		200		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	5'000		5'000		33'802.85	
427.01	Location Hoh Markus		0		0		9'067.88
427.02	Location Corthésy		18'000		18'000		16'371.99
427.03	Location Parenté		22'000		22'000		11'280.00
427.04	Location Fernandes J.		13'600		13'600		12'835.33

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
353	Collège	34'500	97'067	34'000	97'067	30'849.35	96'983.00
301.00	Conciergerie	13'000		13'000		15'449.25	
301.01	Traitement de l'employé communal	500		500		0.00	
311.00	Achat de matériel, mobilier	1'500		2'000		273.55	
312.00	Electricité, chauffage	13'000		12'500		11'578.95	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	500		0		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	6'000		6'000		3'547.60	
427.00	Location appartement		28'000		28'000		28'800.00
427.01	Locations classes		42'000		42'000		41'816.00
427.02	Participation à l'amortissement		18'667		18'667		18'667.00
427.04	Location triage forestier 7		8'400		8'400		7'700.00
354	Eglise	5'500	300	7'500	300	8'748.35	1'260.30
301.00	Conciergerie	800		800		645.70	
301.01	Traitement de l'employé communal	0		0		171.00	
312.00	Electricité, chauffage	2'000		2'000		2'530.80	
313.00	Achat fournitures,march.,produits entretien	500		500		0.00	
314.00	Entretien du bâtiment	1'000		3'000		4'305.00	
318.00	ECA, assurance incendie	1'200		1'200		1'095.85	
427.00	Mariage		300		300		0.00
451.00	Participation d'autres communes		0		0		1'260.30
355	Maison de Commune	9'600	0	19'300	0	7'246.75	0.00
301.00	Conciergerie	1'400		1'300		1'432.95	
311.00	Achat de matériel, mobilier	2'000		12'000		325.10	
312.00	Electricité, chauffage	2'200		2'000		2'230.85	
314.00	Entretien des bâtiments	2'000		2'000		1'364.50	
318.00	Téléphone (024) 436.12.50	2'000		2'000		1'893.35	
465.00	Participation de tiers (subsides)		0		0		0.00
356	Ancienne Poste	6'500	42'700	6'500	42'700	4'368.60	42'011.55
312.00	Electricite, chauffage	4'500		4'500		4'145.05	
314.00	Entretien	2'000		2'000		223.55	
427.01	Location Ayala		14'000		14'000		13'836.45
427.02	Location Krebs - Curtis		20'700		20'700		20'395.00
427.03	Location Fivaz		8'000		8'000		7'780.10
357	La Cour locatif	9'000	37'200	7'600	37'200	15'335.10	28'930.90
312.00	Electricité, chauffage	4'000		4'000		6'881.90	
312.01	Electricité garage	600		600		650.00	
314.00	Entretien des bâtiments	4'400		3'000		7'803.20	
427.01	Location Colin appartement		11'000		11'000		10'310.00
427.02	Location Colin studio		6'000		6'000		5'481.80
427.03	Location Parente José		0		0		7'496.10
427.04	Location local pompiers		3'400		3'400		3'468.00
427.05	Location EVAM		16'800		16'800		2'175.00
358	La Combaz	10'000	22'900	10'000	22'900	4'038.05	22'918.25
314.00	Entretien des bâtiments	10'000		10'000		4'038.05	
427.00	Location du chalet		22'900		22'900		22'867.00
427.01	La Combaz, dégats neige/eau		0		0		51.25

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
359	Cave et Annexes	6'500	500	1'000	1'000	32'591.60	3'271.70
313.00	Achat de fournitures	500		500		0.00	
314.00	Entretien des bâtiments	6'000		500		798.70	
314.01	Local jeunesse	0		0		18'869.60	
314.02	Local truffes	0		0		12'923.30	
427.00	Location pressoir		500		1'000		900.00
427.01	Local jeunesse, participation de tiers		0		0		2'371.70
4	TRAVAUX	308'450	137'800	302'650	140'800	319'288.92	140'081.83
430	Routes	126'200	500	119'700	500	131'090.90	20.25
300.00	Vacations municipaux	3'000		3'000		3'700.15	
301.00	Traitement de l' employé communal	14'000		14'000		11'887.00	
311.00	Achat de matériel, machines	1'500		2'500		1'283.20	
312.00	Eclairage public	5'500		5'000		6'543.60	
313.00	Matériels divers, carburants	3'000		3'000		4'149.40	
314.01	Entretien des parcs	1'000		1'000		1'431.00	
314.02	Entretien des routes	30'000		30'000		29'812.40	
314.03	Entretien éclairage public	10'000		3'000		11'471.65	
314.04	Canalisations	3'000		3'000		8'520.70	
315.00	Tracteur	2'500		2'500		581.65	
318.00	Déblaiement neige	5'000		5'000		4'035.75	
319.00	Taxes, impôts, assurances véhicules	1'500		1'500		1'474.40	
331.01	Amortissement travaux routes	12'000		12'000		12'000.00	
331.03	Amortissement travaux sous Caves	6'000		6'000		6'000.00	
331.05	Amortissement " Croix des Terreaux"	15'600		15'600		15'600.00	
331.07	Amortissement trottoir rte de Champagne	7'800		7'800		7'800.00	
331.08	Amortissement Trottoir Flusel	4'800		4'800		4'800.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux claires		500		500		20.25
440	Parcs, promenades, cimetière	13'800	0	13'800	0	12'981.60	0.00
301.00	Traitement de l' employé communal	4'500		4'500		4'335.00	
311.00	Achat de matériel, machines	1'000		1'000		334.15	
314.00	Entretien	3'000		3'000		7'807.00	
315.00	Tracteur	1'000		1'000		505.45	
331.02	Amortissement tracteur	4'300		4'300		0.00	
435.01	Emolument "Jardin du Souvenir"		0		0		0.00
451	Ordures ménagères et déchetterie	61'500	47'300	61'500	47'300	59'252.17	42'948.88
300.00	Vacation des municipaux	500		500		500.00	
301.00	Traitement de l'employé communal	3'000		3'000		3'031.00	
311.00	Achat matériel, (sacs enfants)	1'000		1'000		1'021.07	
352.00	STRID	2'000		2'000		14'281.65	
352.01	Cand-Landi	33'000		33'000		40'418.45	
352.02	Attribution au fonds de réserve	0		0		0.00	
352.03	Strid incinérables	14'000		14'000		0.00	
352.04	Cand-Landi déchets communaux	4'000		4'000		0.00	
352.05	Part communale à l'infrastructure	4'000		4'000		0.00	
434.02	Ristourne des sacs ordures STRID		14'000		14'000		13'846.43
434.03	Taxe personnelle déchets		33'000		33'000		28'778.50
435.04	Produits de récupération(verres)		300		300		323.95

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
461	Réseau d'égouts	106'950	90'000	107'650	93'000	115'964.25	97'112.70
300.00	Vacations municipaux	1'500		1'500		1'167.20	
301.00	Traitement de l'employé communal	6'400		6'000		6'424.00	
314.00	Entretien canalisations et collecteurs	3'000		2'000		611.80	
314.04	Vidange fosses sceptiques	1'000		1'000		0.00	
331.01	Amortissement travaux Riettaz	0		0		1'000.00	
331.03	Amortissement quartier Sur la Vigne	0		0		6'683.00	
331.04	Amortissement "chemin des Sources"	10'000		10'000		10'000.00	
331.05	Amortissement collecteurs Puits-Midi	15'000		15'000		15'000.00	
331.07	Amortissement raccordement EU Champs de Ville - La Gotallaz	3'500		3'500		3'500.00	
331.08	Amortissement Quartier du Pontet	2'500		2'500		2'500.00	
331.09	Amortissement Tamis STEP	6'600		6'600		6'600.00	
352.00	Participation de Bonvillars aux frais de la STEP	57'450		59'550		62'478.25	
434.00	Taxe d'épuration des eaux		41'000		42'000		40'293.30
434.01	Taxes uniques de raccordement, eaux usées		3'000		3'000		4'446.90
434.03	Taxe entretien des collecteurs		38'000		40'000		37'348.50
465.00	Participation frais exploitation et administration de la STEP		8'000		8'000		15'024.00
5	INSTRUCTION PUBLIQUE ET CULTES	214'280	0	229'300	0	188'487.22	156.30
510	Enseignement primaire et secondaire	207'000	0	222'000	0	183'519.85	0.00
352.01	Participation primaire	100'000		116'000		76'396.35	
352.02	Participation au secondaire	107'000		106'000		107'123.50	
540	Office orientation professionnelle	700	0	700	0	701.42	0.00
351.00	Participation cantonale	700		700		701.42	
580	Temples et cultes	6'580	0	6'600	0	4'265.95	156.30
365.01	Participation paroisse protestante	2'500		2'500		990.00	
365.02	Participation paroisse catholique	4'000		4'000		3'208.00	
365.03	Participation paroisse langue allemande	80		100		67.95	
465.02	Ristourne participation paroisse catholique (année précédente)		0		0		156.30
6	POLICE	99'400	3'300	100'400	3'300	104'108.00	23'789.00
610	Corps de police	60'000	0	61'000	0	52'567.00	7'295.00
351.00	Réforme policière	58'000		59'000		50'047.00	
351.01	Frais auxilliaire de police municipale	2'000		2'000		2'520.00	
451.00	Participation et remboursement du Canton (réforme policière années précédentes)		0		0		6'935.00
451.01	Emoluments amendes d'ordre		0		0		360.00
620	Contrôle des habitants	2'000	3'000	2'000	3'000	1'699.60	2'637.00
318.00	Emoluments versés	2'000		2'000		1'699.60	
431.00	Emoluments facturés		3'000		3'000		2'637.00

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
630	Police sanitaire	300	300	300	300	157.00	157.00
352.04	Participation destruction déchets carnés	300		300		157.00	
436.00	Remboursement taxe déchets carnés		300		300		157.00
640	Service des inhumations	1'100	0	1'100	0	35.95	0.00
301.00	Traitement de l'employé communal	500		500		0.00	
318.00	Frais de transports des pompes funèbres	100		100		0.00	
318.05	Honoraires et prestations de services	500		500		35.95	
650	Défense contre l'incendie	22'500	0	22'500	0	38'930.95	13'700.00
301.02	Participation SDIS, Yverdon	20'000		22'000		20'033.05	
319.00	Frais CR	500		0		0.00	
319.01	Bornes hydrantes	2'000		500		18'897.90	
436.00	Participation de tiers (subsides ECA)		0		0		13'700.00
660	Protection civile	13'500	0	13'500	0	10'717.50	0.00
352.00	Participation assoc. intercom. PC	12'000		13'500		10'717.50	
352.01	ACRG, surveillance des chantiers	1'500		0		0.00	
7	SECURITE SOCIALE	456'500	0	407'800	0	370'196.87	0.00
720	Prévoyance sociale cantonale	409'000	0	360'300	0	323'138.87	0.00
351.00	Pr.compl.AVS/AI-prév.aide soc.-prot.jeunesse	357'000		311'800		269'114.01	
351.01	FAGE (accueil de jour des enfants)	37'000		34'000		31'176.51	
351.02	ARAS	15'000		14'500		13'547.10	
351.03	Solde à payer de facture sociale année précédente selon décpte final	0		0		9'301.25	
451.01	FAGE (Accueil de jour des enfants) ristourne		0		0		0.00
730	Santé publique	47'500	0	47'500	0	47'058.00	0.00
365.00	AVASAD (soins à domicile)	47'500		47'500		47'058.00	
8	SERVICES INDUSTRIELS	58'800	39'000	61'000	38'000	52'278.60	42'612.20
810	Service des eaux	58'800	39'000	61'000	38'000	52'278.60	42'612.20
300.00	Vacations des municipaux	1'000		1'000		0.00	
301.00	Traitement de l' employé communal	8'000		8'000		8'325.00	
311.00	Achat matériel, compteurs	2'000		2'500		4'415.10	
312.01	Achat eau	17'000		17'000		16'634.90	
312.03	Consommation d'électricité	4'800		4'500		4'812.10	
314.00	Entretien réseau et station pompage	18'000		20'000		16'675.00	
318.00	Honoraires et prestations de service	3'000		3'000		1'416.50	
331.01	Amortissement PDDE Plan Directeur Distribution eau	5'000		5'000		0.00	
434.01	Taxes uniques de raccordement,dist.d'eau		2'000		2'000		4'941.00
435.00	Vente d'eau		37'000		36'000		37'671.20

Comptes de fonctionnement (par chapitres)	Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
Total des charges	2'169'609		2'150'767		2'198'963.82	
Total des revenus		2'024'559		2'004'167		2'129'089.09
Excédent de charges		145'050		146'600		69'874.73

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 9 octobre 2018

AU CONSEIL GENERAL
DE LA COMMUNE DE
1427 BONVILLARS

Contact : F. Piguet, syndic

PREAVIS No 5/2018

BUDGET 2019

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation le budget pour l'année 2019.

Le budget met en évidence les éléments suivants :

Charges	**Fr.**	**2'169'609.00**
Produits	**Fr.**	**2'024'559.00**
Excédent de charges	**Fr.**	**145'050.00**

Quelques informations :

Administration:
cp. 110.310.02 : Migration et refonte du site web communal Fr. 7'500.-.

cp. 110.310.03 : Géoportail : mise en place d'une infrastructure permettant d'accueillir les géodonnées relatives au territoire communal Fr. 7'500.-.

Collège – Locatif de la Cour – Cave :
cp. 353.314.00 – cp. 357.314.000 – cp. 359.314.00 : Réfection des portes donnant sur le préau Fr. 7'000.- (à répartir entre les 3 bâtiments).

La Combaz :
cp. 358.314.00 : Réfection des dépendances côté ouest (travaux pas effectués en 2018).

Routes :
cp. 430.314.03 : Remplacement des ampoules de l'éclairage public par des leds.

Amortissements légaux : **Fr. 124'867.00**
Selon tableau des amortissements annexé.

Au vu de ce qui précède, nous demandons au Conseil général de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour.
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 5/2018.
- entendu le rapport de la commission des finances.

Décide :

1) **d'approuver le budget communal 2019 tel que présenté.**

2) **d'approuver le budget de la STEP 2019 tel que présenté**

Le présent préavis ainsi que les documents annexes ont été adoptés par la Municipalité dans sa séance du 8 octobre 2018.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

MUNICIPALITE DE BONVILLARS

Annexes : budget 2018
tableau des amortissements

Comptes de fonctionnement (par chapitres)		Budget 2019 Charges	Budget 2019 Revenus	Budget 2018 Charges	Budget 2018 Revenus	Comptes 2017 Charges	Comptes 2017 Revenus
1	Administration	1'050	0	1'050	0	1'026.85	0.00
110	Administration	1'050	0	1'050	0	1'026.85	0.00
301.00	Traitement personnel administration	1'000		1'000		1'000.00	
318.00	Frais de gestion	50		50		26.85	
4	TRAVAUX	61'600	62'650	63'500	64'550	66'602.85	67'629.70
462	STEP	61'600	62'650	63'500	64'550	66'602.85	67'629.70
300.00	Vacations des municipaux	1'000		1'000		1'000.00	
301.00	Traitement personnel communal	6'400		6'400		6'424.00	
301.01	Traitement du personnel	8'800		8'800		8'748.00	
311.00	Achat matériel	1'000		1'000		7'411.15	
312.00	Electricité	7'200		8'500		6'283.55	
312.01	Consommation d'eau et frais d'épuration (eau consommée)	1'500		2'000		926.65	
314.00	Entretien	10'000		10'000		11'285.25	
314.01	Traitement des boues Ependes	11'000		11'000		10'510.95	
318.00	Honoraires et prestations de service	3'000		3'000		2'445.10	
318.02	PTT (024) 436.25.86	400		400		351.20	
319.01	Taxes fédérales sur les eaux usées	4'700		4'800		4'617.00	
331.02	Amortissement Tamis STEP	6'600		6'600		6'600.00	
436.01	Participation de la Commune de Champagne		4'200		4'000		4'226.85
436.02	Participation de la Commune d'Onnens		1'000		1'000		924.60
436.03	Participation Commune de Bonvillars		57'450		59'550		62'478.25
	Total des charges	62'650		64'550		67'629.70	
	Total des revenus		62'650		64'550		67'629.70

Commune de Bonvillars

	déjà effectués	2018	à amortir	déjà effectué	Solde AU 31.12.2017	légal 2018	solde au 31.12.2018	budget 2019	supplém	Pièce :	au 31.12.2019
Riettaz (canal.) 1410.04	371 215.70		371 215.70	371 215.70	-	-	-	**-**			-
Riettaz (rtes) 1410.05	283 840.70		283 840.70	199 840.70	84 000.00	12 000.00	72 000.00	**12 000.00**	-		60 000.00
Aménag. Quartier sur la vigne 1410.08	106 248.20		106 248.20	106 248.20	-	-	-	**-**	-		-
3ème classe 1430.04	560 010.00		560 010.00	466 685.00	93 325.00	18 667.00	74 658.00	**18 667.00**	-		55 991.00
Travaux sous Caves 1410.11	146 155.80		146 155.80	84 925.00	61 230.80	6 000.00	55 230.80	**6 000.00**	-		49 230.80
Travaux ch. Sources 1410.12	115 925.50		115 925.50	86 394.40	29 531.10	10 000.00	19 531.10	**10 000.00**	-		9 531.10
Step Ependes 1410.14	37 918.00		37 918.00	37 918.00	-	-	-	**-**			-
Croix des Terreaux 1410.16	397 885.90		397 885.90	250 486.45	147 399.45	15 600.00	131 799.45	**15 600.00**	-		116 199.45
Rempl. Collecteur. Puits - Midi 1410.19	690 430.10		690 430.10	408 500.00	281 930.10	15 000.00	266 930.10	**15 000.00**			251 930.10
Epuration Champ de la Ville-Gotallaz 1410.20	54 875.40		54 875.40	19 776.00	35 099.40	3 500.00	31 599.40	**3 500.00**			28 099.40
Trottoir route de Champagne 1410.01	161 206.10		161 206.10	31 200.00	130 006.10	7 800.00	122 206.10	**7 800.00**			114 406.10
Quartier du Pontet 1410.21	48 697.20		48 697.20	7 500.00	41 197.20	2 500.00	38 697.20	**2 500.00**			36 197.20
Tamis STEP 1410.22	35 534.45		35 534.45	13 200.00	22 334.45	6 600.00	15 734.45	**6 600.00**			9 134.45
Conduite Devens 1410.23	14 569.20		14 569.20	-	14 569.20		14 569.20				14 569.20
Trottoir Flusel 1410.24	115 000.00		115 000.00	4 800.00	110 200.00	4 800.00	105 400.00	**4 800.00**			100 600.00
Etude Grande salle 1430.10	230 749.90		230 749.90	8 800.00	221 949.90	8 800.00	213 149.90	**8 800.00**			204 349.90
Plan général d'affectation (PGA) 1410.26	20 023.20		20 023.20	-	20 023.20		20 023.20				20 023.20
PDDE Plan Directeur Distribution Eau 1410.27	30 689.50		30 689.50	-	30 689.50	5 000.00	25 689.50	**5 000.00**			20 689.50
Tracteur (vignes) 1410.28	42 630.00		42 630.00	-	42 630.00	4 300.00	38 330.00	**4 300.00**			34 030.00
Tracteur (parc, promenade,cimetière) 1410.28	42 630.00		42 630.00	-	42 630.00	4 300.00	38 330.00	**4 300.00**			34 030.00
Midi-Croix-des-Terreaux 1410.29	15 419.40		15 419.40	-	15 419.40		15 419.40				15 419.40
Rue du Tertre 1410.30	26 735.35		26 735.35	-	26 735.35		26 735.35				26 735.35
TOTAUX	**3 548 389.60**	**-**	**3 548 389.60**	**2 097 489.45**	**1 450 900.15**	**124 867.00**	**1 326 033.15**	**124 867.00**	**-**		**1 201 166.15**

ok comptes 2017

Préavis Municipal n° 5/2018

Budget 2019

La commission, formée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 25 octobre 2018 à la salle de commune pour étudier le dit préavis. Nous remercions Monsieur Frédéric Piguet, syndic de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La commission tient a apporté les compléments d'informations suivants au préavis :

Administration	Compte 110.310.02. le site web étant maintenant « obsolète », une somme de 7'500 CHF a été budgétisée pour une réactualisation sommaire de celui-ci.
	Compte 110.310.03. 7'500 CHF ont été budgétisés afin de mettre les plans communaux au niveau du net et de ne plus à avoir cela sous format papier.
Impôts	Compte 210.401.02. L'impôt sur le capital pour les personnes morales va passer de 21% à 13%.
	Compte 210.404.00. Le budget sur les droits de mutation est nettement moins élevé que ce qui est sur les comptes 2017. Néanmoins, quelque chose pourrait arriver avec la vente des terrains de PMP à Cand Landi. La somme n'est pas connue.
Finances	Compte 220.352.00. La somme au budget est de 375'737 CHF. Cependant la commune ne payera que 192'845 CHF, car nous avons un retour de 182'892 CHF, ventilés de la manière suivante : population 61'128 CHF, solidarité 43'455 CHF, transports 29'469 CHF, forêts 48'840 CHF.
Vignes	Nous avons eu une très bonne année viticole. Le budget semble réaliste.
Grande Salle	Compte 351.427.01. Nous avons une augmentation des temps d'occupation de la grande salle de la part des écoles. Par conséquent une augmentation du budget.
La Cour Locatif	Compte 357.427.03 et Compte 357.427.05. L'appartement qui était occupé par la famille Parente est maintenant loué par l'EVAM, d'où le transfert des comptes.
Caves et Annexes	Compte 359.314.00. Un devis de 6'000 CHF a été alloué pour la réfection de toutes les portes.
Routes	Compte 430.314.03. Cette somme est prévue pour le remplacement des ampoules actuelles par du LED. Cela se fera au fur et à mesure.
Ordures ménagères et déchetterie	Compte 451.352.00 et Compte 451.352.03. Le compte STRID passe au compte strid incinérables.
Police	Compte 610.351.01. Nous nous demandons si les 2'000 CHF budgétisés pour les frais auxiliaires de police municipale sont justifiables ?

Sécurité Sociale Compte 720.351.00. La ventilation de la somme de 357'000 CHF est faite de la manière suivante :

Régime sociale	Participation de la commune
PC à domicile et hébergement	107'216
Assurance maladie	50'867
RI et participation cantonale à l'assurance chômage	114'438
Subventions et aides aux personnes handicapées	48'943
Prestations pour la famille et autres prestations sociales	22'990
Bourses d'études et d'apprentissage	12'843
Participation prévisionnelle totale de la commune	**357'307**

Step Les comptes de STEP sont en équilibres. Il n'y a pas d'amortissement sur la Croix-des-Terreaux et sur le Tertre, car toutes les factures ne sont pas encore payées.

Les comptes communaux se résument comme suit :

Charges **2'169'609 CHF**
Produits **2'024'559 CHF**
Excédent de charges **145'050 CHF**

La commission des finances propose :

D'approuver le budget 2019 tel que proposé.

Fait à Bonvillars, le 28 octobre 2018.

Philippe Corthésy Jean-Pierre Duvoisin Richard Ayala

Conseil Général
1427 BONVILLARS

Bonvillars, le 28 novembre 2018

Aux membres du Conseil Général
de Bonvillars

Madame, Monsieur,

Le Conseil Général est convoqué pour une séance
le lundi 17 décembre 2018 à 20h00, salle de la Cour

Ordre du jour :

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 05.11.2018
2. Assermentation
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 6/2018 : demande de crédit pour participation à la société du centre sportif régional du collège de Grandson, rapport de la commission des finances
7. Préavis municipal no 7/2018 : adoption du règlement communal de distribution de l'eau, rapport de la commission
8. Nomination d'un suppléant à la commission de gestion
9. Motions, interpellations, questions.

Le Président

Observations

1) Les documents pour cette séance seront mis à disposition des conseillers sur le site Internet de la Commune de Bonvillars **dès le 03.12.2018**
Ci-dessous la procédure d'accès à ces documents :
- cliquer sur le mot « intranet » à droite en haut de l'écran d'accueil
- identifiant = conseil
- mot de passe = **RS75VD (nouveau)**

2) Chaque conseiller est prié de vérifier les indications le concernant sur la « liste des conseillers généraux » qui figurent également sur le site.

3) Les conseillers qui ne disposent pas d'accès Internet peuvent demander une copie papier de ces documents au no de tél. 024 436 16 75 et cela avant le jeudi 13.12.2018.

CONSEIL GENERAL DE BONVILLARS

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 5 NOVEMBRE 2018

ORDRE DU JOUR

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 25 juin 2018
2. Assermentation de nouveaux membres
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 4/2018 : arrêté d'imposition 2019-2020, rapport de la commission des finances
6. Préavis municipal no 5/2018 : budget 2018, rapport de la commission des finances
7. Préavis municipal no 6/2018 : demande de crédit pour participation à la SA du centre sportif du collège de Grandson, rapport de la commission des finances
8. Election d'un délégué à l'arrondissement scolaire
9. Motions, interpellations, questions

Le président, Edouard Duvoisin, déclare l'assemblée ouverte à 20h00. Le quorum est atteint, l'assemblée compte 29 conseillers et peut délibérer valablement.

Ordre du jour

Le point 7 de l'ordre du jour est supprimé, les documents le concernant étant parvenus trop tard à la Municipalité. Le point 5 concerne seulement l'arrêté d'imposition 2019 et ce sera bien le budget 2019, au point 6 de l'ordre du jour, qui seront discutés. L'ordre du jour ainsi modifié est accepté à l'unanimité :

1. Adoption du procès-verbal de la séance du 25 juin 2018
2. Assermentation de nouveaux membres
3. Communications du bureau du Conseil
4. Communications de la Municipalité
5. Préavis municipal no 4/2018 : arrêté d'imposition 2019, rapport de la commission des finances
6. Préavis municipal no 5/2018 : budget 2019, rapport de la commission des finances
7. Election d'un délégué à l'arrondissement scolaire
8. Motions, interpellations, questions

1. Assermentation de nouveaux membres

Aucune demande n'est parvenue au bureau.

2. Adoption du procès-verbal du 25 juin 2018

Le procès-verbal est accepté à l'unanimité.

3. Communications du bureau du conseil

Edouard Duvoisin annonce que le dernier conseil de l'année aura lieu le lundi 17 décembre. Il signale la réception de la pétition « sauvez le Creux du Van » qui est de compétence cantonale, et non communale, la secrétaire enverra un accusé de réception.

4. Communication de la Municipalité

Frédéric Piguet :

- La récolte des Vendanges 2018 a été extraordinaire : Gamay, 6164 kg à 103° (moy. 99°) – Garanoir, 4126 kg à 102° (moy. 101°) – Chasselas sélection, 8856 kg à 84° (moy. 85°) – Chasselas catégorie 2, 27'930 kg à 80° (moy. 81°). La commune a récolté 47 tonnes de raisin. Grâce au travail de l'employé communal, les vignes ont décroché le certificat Vitiplus.
- Un banneret villageois n'a pas été trouvé pour la Fête des Vignerons. Un bénévole sur place remplacera notre banneret, son costume ainsi que la bannière seront payés par la commune.
- Le PGA avance, une séance a eu lieu avec la commission d'urbanisme le 15 octobre. Après l'examen du projet par les services de l'Etat, une rencontre aura lieu avec les propriétaires au printemps 2019.
- Pour la salle de sport du collège de Grandson, les documents sont arrivés le 26 octobre, la commission n'aurait pas réussi à effectuer son travail.
- La commune a gagné une bataille, mais pas la guerre concernant le poulailler Banderet. Le tribunal fédéral a cassé le jugement du tribunal cantonal qui n'avait pas pris en compte certains éléments, dont le travail effectué par la commission d'urbanisme.
- Le directeur américain de Philipp Morris a finalement signé la convention avec Cand-Landi concernant l'aménagement de la zone industrielle.
- La désaffection des tombes sera effectuée jusqu'en 1953.
- Excédé par les téléphones inconnus, il suggère de raccrocher au nez de ces personnes qui appellent pour des panneaux solaires ou des pompes à chaleur. Les panneaux solaires dont la surface est supérieure à 10 m2 peuvent être taxés par l'impôt foncier : soit 300.-/m2 !

5. Préavis municipal no 4/2018 : arrêté d'imposition 2019

Philippe Corthésy lit le rapport de la commission des finances.

La discussion n'étant pas demandée, le préavis 4/2018 est accepté à l'unanimité.

6. Préavis municipal no 5/2018 : budget 2019

Philippe Corthésy lit le rapport de la commission des finances.

Rémy Duvoisin : demande une explication sur la diminution des jetons de présence au point 101.300.
Frédéric Piguet : découvre l'erreur et précise que le montant restera le même que l'an précédent, soit frs 4'500.-
Jean-Frédéric Leuenberger : demande de quoi il s'agit quand on parle de PC dans la facture sociale.
Catherine Rome : ce sont bien les prestations complémentaires.
Frédéric Piguet : ne sait toujours pas combien on recevra pour les droits de mutation.

Avec l'excédent de charges du budget passant de frs 145'050.- à 150'000.- (celui-ci est majoré suite à l'erreur du montant des jetons de présence), le préavis 5/2018 concernant le budget 2019 est accepté à l'unanimité.

7. Election d'un délégué à l'arrondissement scolaire

Claude Luthi ayant démissionné, il faut un deuxième délégué pour accompagner Valentine Meylan. Victor Fernandes se présente et est élu à l'unanimité.

8. Motions, interpellations, questions

Rose-Marie Duvoisin : comme la Romande Energie a enlevé les poteaux électriques, envisagez-vous d'éclairer l'église ?
Christiane Gri : j'étais très contente de les voir disparaître ! Nous avons demandé un projet d'éclairage pour l'église à Laurent Petitpierre, qui soit plus moderne et moins onéreux en électricité.
Rose-Marie Duvoisin : comment cela se passe-t-il pour la location des petites tombes au cimetière ?
Frédéric Piguet : le règlement n'est pas encore finalisé. Les gens venant de l'extérieur doivent payer une finance, même pour la partie collective du colombarium. Pour un petit pupitre, il faut débourser frs 700.-, la dimension et l'écriture des lettres est uniforme. Le temps d'utilisation n'est pas encore déterminé.
Yves-Edouard Ruchti : deux places de parc ont été supprimées sur la rue de la Laiterie.
Christiane Gri : c'est une demande des bus, afin de faciliter leur circulation. Avec la Municipalité, nous avons décidé de profiter de cet emplacement pour faire un marquage sur la route qui soit une protection pour les enfants qui attendent à l'arrêt. Pour les deux places en moins, il est évident que l'on doit trouver une mesure rapidement car des places manquent au centre du village. On y réfléchit.
Philippe Corthésy : je reviens sur le sujet de la grande salle, il devient urgent de rénover la cuisine, d'isoler et de faire un entretien minimum de celle-ci. Malgré le rejet du gros budget présenté, avez-vous des projets ?
Thomas Meylan : c'est actuellement mon dossier principal, je cherche ce qu'il y a de mieux pour la grande salle et le complexe de la Cour.
Adrien Corthésy : du Café du Midi au haut du village, la rue des Fontaines traverse tout le village, mais n'a pas un seul passage piéton, particulièrement aux deux endroits où il faut la traverser pour prendre le bus.
Frédéric Piguet : la question avait déjà été posée par Rose-Marie Duvoisin, le voyer avait refusé car il n'y avait pas assez de circulation. Une demande a été effectuée pour mettre le village à 30 km/h.
Christiane Gri : le voyer a répondu qu'une route passante cantonale doit être libre de circulation, mais les villages ne doivent pas être tous à la même enseigne !

L'assemblée est levée à 20h45

Le Président : La Secrétaire :

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 15 novembre 2018

AU CONSEIL GENERAL
DE LA COMMUNE DE
1427 BONVILLARS

Contact : F. Piguet, syndic

PREAVIS No 6/2018

Participation au capital-action de la société « Centre Sportif Régional de Borné-Nau SA »

Monsieur le Président,
Mesdames, Messieurs les Conseillers

Préambule

Par le présent préavis, la Municipalité vous propose d'adhérer et de participer au capital-actions de la société « Centre Sportif Régional (CSR) de Borné Nau SA », actuellement en création.

Les prémices de la réalisation d'un centre sportif régional, sur le territoire de la Commune de Grandson, ont été instigués sur la base d'études[1] menées par l'ADNV ceci en adéquation avec le schéma directeur de l'ASIGE.

Projet

Le concours en vue de la réalisation d'une salle triple de type VD6+ et des installations sportives extérieures
dont le programme de construction répond aux directives et recommandations pour l'aménagement des installations sportives édicté par les autorités cantonales.

Une cantine-réfectoire a également été intégrée dans le programme de construction.

Une commission consultative avait été instaurée permettant de récolter les besoins régionaux et locaux en vue de la définition du concours d'architecture.

[1] ADNV - étude régionale sur les équipements sportifs, mars 2008
ADNV – rapport général concernant un équipemement sportif dans le secteur de l'ASIGE, avril 2010

Le caractère d'intérêt régional reconnu de ce centre sportif permet par la Loi sur l'éducation physique et le sport (LEPS) d'obtenir un soutien financier cantonal. En ce sens, le Grand Conseil vient d'adopter un décret intégrant une aide à fonds perdus de CHF 500'000.- et un prêt sans intérêt de CHF 1'000'000.- pour le Centre Sportif Régional de Borné Nau.

Le concours d'architecture en mandat d'études parallèles a été financé par la commune de Grandson. Sur la base du projet retenu, un appel d'offre en entreprise totale a été conduit, comme pour le bâtiment scolaire de l'ASIGE. Pour cette phase de préfinancement un crédit de CHF 500'000.- a été octroyé par le Conseil communal de Grandson

Le projet est conduit, jusqu'à la création de la SA, par un COPIL (comité de pilotage) comprenant des membres de la Municipalité de Grandson et de 2 représentants issus du comité de l'ASIGE et de la direction des écoles. Il sera relayé dès sa création par le comité de la SA.

Coût global du projet

Salle VD6 brut	9,541,583.00
Vestiaires et sanitaires	1,169,345.00
Locaux matériel halle	514,108.00
Mezzanine et salle de musculation	689,958.00
Bureau	161,289.00
Gradins	753,690.00
Terrain extérieur	1,552,660.00
Locaux matériel extérieur	156,809.00
Restaurant et dépendances	1,914,436.00
Autres locaux (technique)	766,122.00
	17,220,000.00

Création d'une SA « CSR Borné Nau »

Le but de la SA est la construction, la mise à disposition et la gestion des installations sportives du site de Borné Nau, prioritairement aux écoles. Elle mettra également les installations du réfectoire-buvette à disposition de la FADEGE.

Ses revenus seront constitués par les locations scolaires, de la cantine et des locations à des utilisateurs tiers (associations sportives, manifestations, centres d'entraînement p ex). Une exploitation des toitures pour des panneaux solaires est également prévue.

Le comité de la société comprendra 7 membres des Municipalités, en fonction, dont 2 de celle de Grandson, et d'un membre du comité de l'ASIGE.

Cette SA sera fondée par les premières communes ayant octroyé à leur Municipalité le droit d'y adhérer et de libérer le capital permettant l'achat des actions selon la clé de répartition. Celle-ci prévoit une participation dans le capital-actions proportionnelle à la population des communes adhérentes. Le capital-actions proposé est de Frs 1'000'000.-. Ceci réduisant d'autant les besoins en financement de la SA.

Le solde du capital devrait temporairement être libéré par la commune de Grandson jusqu'à la complète adhésion des communes de la région. Le calendrier devant permettre une création pour la fin de l'année 2018. Il s'agit en effet pour la SA de reprendre ensuite le contrat de réalisation du centre sportif conclus avec l'entreprise totale. Le solde des appels d'offres pour les éléments non encore adjugés devant être effectuée dans le premier trimestre 2019.

Mode de financement de la SA

Sur le plan financier, les investissements à consentir ne peuvent être couverts uniquement par un endettement communal de la commune de Grandson. L'ASIGE ayant déjà atteint son plafond de financement n'a pas prévu de l'augmenter à cette fin. Il est donc proposé, ce que le Conseil communal de Grandson a déjà accepté, de créer une société par action, en mains uniquement des communes de l'ASIGE, qui construira et gérera le complexe sportif de Borné Nau. Cette manière de faire est inspirée de l'exemple de la piscine couverte régional d'Yverdon également constituée en SA. Pour rappel les communes de la région avaient alors exigé de la commune d'Yverdon que leur participation financière le soit à travers une SA leur permettant ainsi d'entrer dans le capital et d'y être représentées (actuellement par le président de l'ASIGE).

La commune de Grandson par la proximité des installations sur son territoire, a décidé qu'une importante part de financement serait couverte par elle. Le Conseil communal a donc accepté de

- Octroyer un DDP (droit distinct et permanent) de 90 ans gratuitement à la SA
- Abandonner le préfinancement des études et concours d'appel d'offre de Frs 500'000.-
- Doter d'un apport de Frs 5'000'000.- la SA
- D'autoriser un cautionnement de Frs 5'000'000.- de la SA par la commune de Grandson

Ceci venant indépendamment de sa participation au capital-actions proposé par le présent préavis qui est également consenti.

La création de la SA doit permettre à cette dernière d'emprunter les fonds financiers nécessaires, déductions faites des subsides et aides cantonales et des apports de la commune de Grandson, pour les constructions du centre sportif régional. L'endettement ne sera ainsi pas en augmentation de celui des communes. Une autorisation de cautionnement a par contre été également votée par le Conseil communal de Grandson de Frs 5'000'000.- en cas d'exigence des prêteurs.

La commune de Grandson afin de ne pas prendre plus de retard dans la réalisation de ce centre, a conclu un contrat en entreprise total avec HRS prévoyant la reprise intégrale de toutes les obligations et conditions du contrat dès la SA fondée.

Financement du projet SA

Parts communales (actions)	1,000,000.00
Part de Grandson crédit 1	900,000.00
Part de Grandson crédit 2	4,100,000.00
Subventions	500,000.00
1er sous total	6,500,000.00
Total des travaux	17,220,000.00
Emprunt par la SA	**10,720,000.00**

L'octrois par le canton d'un prêt sans intérêts viendrait en diminution de l'emprunt avec intérêts

Prévision de la participation unique des communes (capital-actions)

Conformément à une répartition du capital-actions proportionnelle aux nombres d'habitants (au 31.12.2017), la participation des communes se présente comme suit :

Répartition de l'actionnariat :

	Investissement		Parts actions	
	nombre d'habitants	total	nombre d'actions	pour cent
Bonvillars	495	43,847.99	**44**	**4.38%**
Champagne	1027	90,973.51	**91**	**9.10%**
Concise	969	85,835.77	**86**	**8.58%**
Corcelles-près-Concise	377	33,395.34	**33**	**3.34%**
Fiez	425	37,647.27	**38**	**3.76%**
Fontaines-sur-Grandson	210	18,602.18	**19**	**1.86%**
Giez	421	37,292.94	**37**	**3.73%**
Grandevent	229	20,285.23	**20**	**2.03%**
Grandson	3,284	290,902.65	**291**	**29.09%**
Montagny-près-Yverdon	717	63,513.15	**64**	**6.35%**
Mutrux	163	14,438.83	**14**	**1.44%**
Novalles	101	8,946.76	**9**	**0.89%**
Onnens	477	42,253.52	**42**	**4.23%**
Orges	336	29,763.49	**30**	**2.98%**
Provence	388	34,369.74	**34**	**3.44%**
Tevenon	843	74,674.46	**75**	**7.47%**
Valeyres-sous-Montagny	705	62,450.17	**62**	**6.25%**
Vugelles-La Mothe	122	10,806.98	**11**	**1.08%**
	11289	**1,000,000.00**	**1000**	**100.00%**

Prévision du budget de fonctionnement de la SA

Charges	
Intérêts	200,000.00
Charges d'entretien	250,000.00
Charges administratives	40,000.00
Total des charges	**490,000.00**
Revenus	
Locations ASIGE & FADEGE	810,000.00
Location Grandson	90,000.00
Total des revenus	**900,000.00**
Participation complémentaire	
Résultat avant amortissement	410,000.00
Amortissement	-360,000.00
Résultat	**50,000.00**

Prévision des charges annuelles maximales dès 2020

	Parts actions		Coûts probables dès 2020 sur les participations communales ASIGE & RADEGE
	nombre d'actions	**pour cent**	**coûts annuels par commune**
Bonvillars	**44**	**4.38%**	35'516.87
Champagne	**91**	**9.10%**	73,688.55
Concise	**86**	**8.58%**	69,526.97
Corcelles-près-Concise	**33**	**3.34%**	27,050.23
Fiez	**38**	**3.76%**	30,494.29
Fontaines-sur-Grandson	**19**	**1.86%**	15,067.77
Giez	**37**	**3.73%**	30,207.28
Grandevent	**20**	**2.03%**	16,431.04
Grandson	**291**	**29.09%**	235,631.15
Montagny-près-Yverdon	**64**	**6.35%**	51,445.66
Mutrux	**14**	**1.44%**	11,695.46
Novalles	**9**	**0.89%**	7,246.88
Onnens	**42**	**4.23%**	34,225.35
Orges	**30**	**2.98%**	24,108.42
Provence	**34**	**3.44%**	27,839.49
Tevenon	**75**	**7.47%**	60,486.31
Valeyres-sous-Montagny	**62**	**6.25%**	50,584.64
Vugelles-La Mothe	**11**	**1.08%**	8,753.65
	1000	**100.00%**	**810,000.00**

Cautionnement

Selon les institutions, bancaires ou autres, une exigence pour l'octroi d'un prêt est liée à la présentation d'une caution des communes propriétaires. Afin de palier à ce risque le cautionnement nécessaire sera à charge des communes actionnaires au prorata de leurs actions sur un montant global estimé de 10 mio francs.

En conséquence, le cautionnement correspondrait à un montant de dix fois l'investissement initial.

	Parts actions		Cautionnement
	nombre d'actions	**pour cent**	**cautionnement par commune**
Bonvillars	**44**	**4.38%**	440,000.00
Champagne	**91**	**9.10%**	910,000.00
Concise	**86**	**8.58%**	860,000.00
Corcelles-près-Concise	**33**	**3.34%**	330,000.00
Fiez	**38**	**3.76%**	380,000.00
Fontaines-sur-Grandson	**19**	**1.86%**	190,000.00
Giez	**37**	**3.73%**	370,000.00
Grandevent	**20**	**2.03%**	200,000.00
Grandson	**291**	**29.09%**	2,910,000.00

Montagny-près-Yverdon	**64**	**6.35%**	640,000.00
Mutrux	**14**	**1.44%**	140,000.00
Novalles	**9**	**0.89%**	90,000.00
Onnens	**42**	**4.23%**	420,000.00
Orges	**30**	**2.98%**	300,000.00
Provence	**34**	**3.44%**	340,000.00
Tevenon	**75**	**7.47%**	750,000.00
Valeyres-sous-Montagny	**62**	**6.25%**	620,000.00
Vugelles-La Mothe	**11**	**1.08%**	110,000.00
	1000	**100.00%**	**10,000,000.00**

Conséquence en cas de refus d'achat de capital-actions

Les parts non acquises par les communes seront temporairement libérées par la commune de Grandson, jusqu'à acquisition par toutes les communes membres de l'ASIGE.

Le conseil d'administration reversera le dividende uniquement aux actionnaires.

Conclusions

Votre Municipalité vous propose au vu des éléments exposés ci-dessus, de prendre une participation au capital social du Centre Sportif Régional de Borné Nau. Ce projet permet de mettre notre région en conformité avec les exigences des lois scolaires et de de leurs règlements d'application. De plus elle permet ainsi de doter d'une capacité d'accueil des enfants du niveau secondaire pour les repas de midi. Ces installations permettent en outre de faire bénéficier toute notre région d'infrastructures sportives de qualité.

D'autre part cette solution permet de ne pas passer par un endettement direct des communes tout en contrôlant totalement les investissements et charges consentis directement par nos autorités partenaires.

En conclusion, la Municipalité de Bonvillars propose au Conseil Général de bien vouloir accepter l'arrêté suivant :

Le Conseil Général de Bonvillars, vu le préavis de la Municipalité, entendu le rapport de sa commission, considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour :

D é c i d e :

Article premier : **d'autoriser** la Municipalité à adhérer à la société « Centre Sportif Régional de Borné Nau SA » à Grandson ;

Article 2 : **d'autoriser** la Municipalité à acquérir les actions selon la clé de répartition ;

Article 3 : **d'accorder** un crédit de Fr. 44'000.00 financé par le compte 1410.31 et amorti en 25 ans

Article 4 : **d'accorder** à la Municipalité le droit de participer au cautionnement d'emprunt éventuel au prorata de son nombre d'actions.

Le présent préavis ainsi que les documents annexes ont été adoptés par la Municipalité dans sa séance du 29 octobre 2018.

Nous vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic	La Secrétaire
Frédéric Piguet	Nathalie Ryser

Annexes : Plans

Préavis Municipal n° 6/2018

Participation au capital-action de la société « Centre Sportif Régional de Borné-Nau SA »

La commission, composée de Messieurs Jean-Pierre Duvoisin, Philippe Corthésy et du rapporteur Richard Ayala, s'est réunie le jeudi 22 novembre 2018 à la salle de commune pour étudier le dit préavis. Nous remercions Monsieur le syndic, Frédéric Piguet, de sa présence, ainsi que pour les compléments d'informations qu'il a apportés.

La commission tient à compléter le préavis 6/2018 de la manière suivante :

La participation au capital-action de la société « Centre Sportif Régional de Borné-Nau SA » sera de 44 actions pour un montant total de 44'000 CHF, prit sur le compte 1410.31 et amorti sur 25 ans.

Les charges annuelles maximales estimées dès 2020 sur les participations communales seraient de 810'000 CHF au total pour les communes actionnaires, dont 35'516.87 CHF pour Bonvillars.

Le cautionnement de la part de Bonvillars est proportionnel au nombre d'habitants, soit 440'000 CHF pour les 495 habitants.

Le coût global du projet est de 17'220'000 CHF, pour un emprunt par la SA de 10'720'000 CHF.

L'octroi par le canton d'un prêt sans intérêt viendrait en diminution de l'emprunt avec intérêts.

Le terrain est mis à disposition à bien plaire par la commune de Grandson.

La commune de Bonvillars pourra bénéficier de l'utilisation des salles de Grandson en les louant, étant actionnaire de la société ainsi créée.

Si Bonvillars ne prenait pas part aux actions de la SA, ou éventuellement dans un second temps, nous aurions, pour l'acquisition des parts et pour la location des salles, un tarif différencier, qui serait certainement plus cher.

L'acquisition des 44 parts et la construction du complexe à Grandson, ne péjorera aucunement l'utilisation des infrastructures de Bonvillars. Cela ne remplacera pas ce que nous avons au sein de la commune.

La commission des finances propose :

- d'autoriser la Municipalité à adhérer à la société « Centre Sportif Régional de Borné-Nau SA » à Grandson.
- D'autoriser la Municipalité à acquérir les actions selon la clé de répartition
- D'accorder un crédit de 44'000 CHF financé par le compte 1410.31 et amorti sur 25 ans
- D'accorder à la Municipalité le droit de participer au cautionnement d'emprunt éventuel au prorata de son nombre d'actions.

Fait à Bonvillars, le 29 novembre 2018.

Philippe Corthésy | Jean-Pierre Duvoisin | Richard Ayala

COMMUNE
DE
BONVILLARS

Bonvillars, le 26 novembre 2018

Au Conseil général
de la commune de Bonvillars
1427 Bonvillars

Contact : François Jaquier / tél. 079 432 81 20

PREAVIS MUNICIPAL No 7/2018

Adoption du règlement communal sur la distribution de l'eau

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers,

Nous soumettons à votre approbation le préavis municipal sollicitant l'adoption du règlement communal sur la distribution de l'eau de Bonvillars et de ses annexes.

Objet du préavis

La loi cantonale sur la distribution de l'eau de 1964 a été modifiée par le Grand Conseil en mars 2013 dans le but de :

- L'adapter aux exigences procédurales découlant du droit fédéral ainsi qu'aux évolutions terminologiques, juridiques et législatives.
- Clarifier l'étendue des obligations légales des communes ainsi que les rapports entre usagers et distributeurs.
- Préciser la nature et la fixation du prix de l'eau.

A la suite de l'entrée en vigueur de ces nouvelles dispositions le 1er août 2013, les communes vaudoises avaient l'obligation légale de mettre en conformité leur règlement sur la distribution de l'eau (dans un délai de 3 ans).

Pour notre commune, ces changements impliquent la nécessité d'adapter le règlement actuel datant de 1969, révisé en 2000.

Le nouveau règlement communal sur la distribution de l'eau, soumis ce jour à votre approbation, a été adopté par la Municipalité dans sa séance du 19 novembre 2018. Il a d'ores et déjà fait l'objet d'un examen préalable de la part du service cantonal compétent (Service de la consommation et des affaires vétérinaires) ce qui simplifiera l'approbation par le chef du département de l'économie, de l'innovation et du sport après l'adoption du Conseil.
Les montants des nouvelles taxes ont également été soumis à l'Office fédéral de la Surveillance des

Prix (M. Prix) pour consultation. M. Prix a communiqué sa prise de position dans un courrier datant du 24.10.2018, aucune remarque ou modification n'a été signalée.

En matière de définition du prix de l'eau, la loi permet une délégation de la compétence tarifaire de détail à l'organe exécutif. Cette solution a été retenue dans le cadre du nouveau règlement.

Dans l'annexe au règlement, la Municipalité propose les valeurs maximales des taxes qui lui permettront d'adapter, dans ce cadre précis, les montants en fonction des besoins réels.

Année	Charges	Revenus	Perte	Bénéfice
2017	52'278.60	42'612.20	9'666.40	
2016	64'535.45	49'269.65	15'265.80	
2015	64'839.80	53'538.20	11'301.60	
2014	66'730.85	38'497.40	28'233.45	
2013	53'282.30	54'698.85		1'416.55

On notera que les taxes actuelles ont été quelque peu modifiées à la hausse afin de les adapter aux coûts actuels.

Vu ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, de bien vouloir prendre la décision suivante :

Le Conseil général de Bonvillars

- considérant que cet objet a été porté à l'ordre du jour
- ayant pris connaissance du préavis municipal no 7/2018

- entendu le rapport de la commission ad hoc

Décide :

- **d'adopter le règlement communal sur la distribution de l'eau et de ses annexes tels que présentés par la Municipalité**
- **de charger la Municipalité d'éditer le nouveau règlement et de le mettre en vigueur après son approbation par le chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport et l'échéance de la requête à la Cour constitutionnelle.**
- **d'abroger l'ancien règlement du 7 février 1969, révisé le 14 août 2000.**

Nous vous en remercions par avance et vous présentons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, nos meilleures salutations.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic — La Secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser

Annexes : nouveau règlement communal
ancien et nouveau tarif

REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

I. Disposition générale

Art. 1
[1] La distribution de l'eau dans la Commune de Bonvillars est régie par la loi du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau (LDE) et par les dispositions du présent règlement.
[2] L'exécution des tâches relevant de la réglementation sur la distribution de l'eau est du ressort de la Municipalité. Celle-ci peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un service compétent de la commune.

II. Abonnement

Art. 2
[1] L'abonnement est accordé au propriétaire.
[2] Si les installations techniques le permettent et avec l'assentiment écrit du propriétaire, l'abonnement peut être accordé directement à un locataire ou à un fermier. Le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la commune.

Art. 3
[1] Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la commune présente à la Municipalité une demande écrite, signée par lui ou par son représentant.
[2] Cette demande indique :
a. le lieu de situation du bâtiment ;
b. sa destination ;
c. ses dimensions (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets) ;
d. le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution ;
e. l'emplacement du poste de mesure ;
f. le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

Art. 4
[1] L'abonnement est accordé sur décision de la Municipalité.

Art. 5
[1] Si l'abonnement est résilié, la Municipalité fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur.
[2] En règle générale, la prise sur la conduite principale est supprimée aux frais du propriétaire et la commune dispose librement de la vanne de prise.

Art. 6
[1] Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux. Les conventions contraires demeurent réservées.
[2] Le propriétaire communique à la Municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

Art. 7
[1] En cas de transfert d'abonnement, l'ancien abonné en informe immédiatement la Municipalité.
[2] Jusqu'au transfert de son abonnement au nouvel abonné, l'ancien abonné demeure seul responsable à l'égard de la commune. Celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouvel abonné.

III. Mode de fourniture et qualité de l'eau

Art. 8
[1] L'eau est fournie au compteur.
[2] Dans des cas spéciaux, un autre système de fourniture peut toutefois être adopté.
[3] Le compteur est relevé annuellement.

Art. 9
[1] L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garantie quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

Art. 10
[1] La Municipalité est seule compétente, d'entente avec le service cantonal en charge du domaine de la distribution de l'eau potable, pour décider si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif. Elle peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

IV. Concessions

Art. 11
[1] L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la Municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures.

[2] La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur titulaire d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE) et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

Art. 12
[1] L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la Municipalité une demande écrite accompagnée de la copie de l'attestation de la SSIGE mentionnée à l'article 11 ainsi que des renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.

Art. 13
[1] Si la Municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir de conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.
[2] Lorsque les conditions d'obtention de la concession ne sont plus remplies, la Municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

V. Compteurs

Art. 14
[1] Le compteur appartient à la commune qui le remet en location à l'abonné.
[2] Le compteur est posé aux frais du propriétaire par un entrepreneur concessionnaire.

Art. 15
[1] Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible et avant toute prise propre à débiter de l'eau.
[2] Il est interdit à toute personne qui n'y est pas autorisée par la Municipalité de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le compteur. En cas d'avarie, l'abonné en avise immédiatement la Municipalité qui pourvoit au nécessaire.

Art. 16
[1] L'abonné prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du compteur ou d'avarie s'évacue d'elle-même, sans occasionner de dégâts.
[2] Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations intérieures. Si le compteur est endommagé par suite d'un fait dont répond l'abonné, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement de l'appareil.

Art. 17
[1] Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.
[2] L'abonné est taxé sur toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu un excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond la commune.

Art. 18
[1] En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du compteur, quelle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation calculée sur la base des *5* relevés précédents du compteur qui fait foi, à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact.

Art. 19
[1] L'abonné a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.
[2] Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant, en plus ou en moins, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la commune et les factures établies sur la base du dernier relevé du compteur sont rectifiées au profit de la partie lésée.
[3] Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge de l'abonné.

VI. Réseau principal de distribution

Art. 20
[1] Le réseau principal de distribution appartient à la commune. Il est établi et entretenu à ses frais.

Art. 21
[1] Les captages, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des ingénieurs et architectes (SIA) et de la SSIGE.

Art. 22
[1] La commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau et le maintien intégral des réserves destinées à la lutte contre l'incendie.
[2] Elle contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages. Elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté.

Art. 23
[1] Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au registre foncier en faveur de la commune et à ses frais.

Art. 24
[1] Seules les personnes autorisées par la Municipalité ont le droit de manoeuvrer les

vannes de secteur et les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution ou de prélever temporairement de l'eau à une borne-hydrante.

VII. Installations extérieures

Art. 25
[1] Les installations extérieures dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure défini à l'article 29 appartiennent au propriétaire, sous réserve de l'article 14 alinéa 1. Elles sont établies et entretenues à ses frais.
[2] Les travaux d'établissement et d'entretien doivent être exécutés par un entrepreneur concessionnaire et selon les directives de la SSIGE.

Art. 26
[1] L'eau doit être utilisée exclusivement pour les besoins de l'immeuble raccordé et il est interdit de laisser brancher une prise sur la conduite.

Art. 27
[1] Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.
[2] Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.
[3] L'article 28 alinéa 3 est réservé.

Art. 28
[1] Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 24 est applicable à ces vannes de prise.
[2] Les propriétaires sont solidairement responsables des installations communes. Ils doivent régler leurs droits et obligations réciproques en inscrivant au registre foncier une servitude précisant la répartition des frais de construction et d'entretien de ces installations communes.
[3] Exceptionnellement, la Municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

Art. 29
[1] Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.
[2] Ce poste comporte :
a. un compteur ;
b. deux robinets d'arrêt, dont un sans purge placé avant le compteur et un avec purge placé après le compteur, qui peuvent être manœuvrés par le propriétaire ;
c. un clapet de retenue fourni par le propriétaire rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau ;
d. d'autres appareils de sécurité tels que des filtres ou des réducteurs de pression qui peuvent être imposés par la commune.

Art. 30
[1] L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire. S'il y a lieu, la commune peut exiger à ce sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

VIII. Installations intérieures

Art. 31
[1] Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au

propriétaire. Elles sont établies et entretenues à ses frais.
[2] Les travaux d'établissement et d'entretien doivent être exécutés par un entrepreneur qualifié choisi par le propriétaire et selon les directives de la SSIGE. Par entrepreneur qualifié, on entend un entrepreneur au bénéfice d'une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'installation » délivrée par la SSIGE. S'il s'agit de travaux d'entretien uniquement, une « attestation d'installateur agréé eau pour les travaux d'entretien » est suffisante. La liste des installateurs agréés est disponible via le registre publié par la SSIGE sur son site internet.

[3] L'entrepreneur doit renseigner la commune sur les nouvelles installations ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

Art. 32
[1] Le propriétaire est tenu de comprendre les installations intérieures dans les polices d'assurance qu'il contracte pour dégâts d'eau.

IX. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures

Art. 33
[1] La commune peut fixer si nécessaire le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures et intérieures.

Art. 34
[1] Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessitent des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Art. 35
[1] En cas d'incendie, les usagers doivent momentanément s'abstenir de soutirer de l'eau pour leurs besoins privés.

Art. 36
[1] Le raccordement d'installations alimentées par la commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la Municipalité et moyennant la mise en place de mesures ad hoc pour la protection du réseau communal (disconnecteur ou jet libre).

X. Interruptions

Art. 37
[1] La commune prévient autant que possible les abonnés de toute interruption dans le service de distribution.
[2] Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution ou d'installations extérieures ou intérieures, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, ne confèrent à l'abonné aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la commune.

Art. 38
[1] L'abonné prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

Art. 39
[1] Dans les cas de force majeure au sens de l'article 17 LDE, la commune a le droit de

prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables et le ravitaillement en eau de la population.

XI. Taxes

Art. 40
[1] En contrepartie du raccordement direct ou indirect d'un bâtiment au réseau principal de distribution, il est perçu du propriétaire une taxe unique de raccordement.
[2] Tout bâtiment reconstruit après démolition complète et volontaire d'immeubles préexistants est assimilé à un cas de nouveau raccordement et assujetti à la taxe unique de raccordement.

Art. 41
[1] Lorsque des travaux de transformation soumis à permis de construire ont été entrepris dans un bâtiment déjà raccordé, il est perçu du propriétaire un complément de taxe unique de raccordement.
[2] Tout bâtiment reconstruit après sinistre, ou démolition partielle d'immeubles préexistants, est assimilé à un cas de transformation et assujetti au complément de taxe unique de raccordement.

Art. 42
[1] En contrepartie de l'utilisation du réseau principal de distribution et de l'équipement y afférent, il est perçu de l'abonné une taxe de consommation, une taxe d'abonnement annuelle ainsi qu'une taxe de location pour les appareils de mesure.
[2] La taxation intervient une fois par année. Des acomptes peuvent être perçus.

Art. 43
[1] La Municipalité fixe le terme d'échéance de ces différentes taxes.

Art. 44
[1] Les dispositions figurant à l'annexe du présent règlement fixent les modalités de calcul de ces différentes taxes et complètent, dans la mesure nécessaire, les articles 40 à 43.
[2] L'annexe fait partie intégrante du présent règlement.

XII. Dispositions finales

Art. 45
[1] Les infractions au présent règlement sont passibles d'amende et poursuivies conformément à la loi sur les contraventions.

Art. 46
[1] La loi sur la procédure administrative est applicable, sous réserve des dispositions des articles 45 et suivants de la loi sur les impôts communaux (LICom).

Art. 47
[1] Les recours dirigés contre les décisions en matière de taxes doivent être portés dans les trente jours devant la Commission communale de recours en matière d'impôts selon ce que prévoient les articles 45 et suivants LICom.
[2] Les recours dirigés contre les autres décisions doivent être portés dans les trente jours devant la Municipalité s'il s'agit d'une décision du service compétent de la commune en vertu de la délégation prévue à l'article 1 alinéa 2 ou alors devant la Cour de droit administratif et public du Tribunal cantonal s'il s'agit d'une décision de la Municipalité.

Art. 48
[1] Le prix de l'eau fournie dans une mesure qui excède les obligations légales de la

commune est fixé par la Municipalité dans le cadre de la convention de droit privé qu'elle passe à cet effet avec le consommateur, conformément à l'article 5 alinéa 2 LDE.
[2] Ces conventions sont soumises à la procédure civile, en dérogation aux articles 46 et 47.
[3] Pour les situations standardisées, comme par exemple pour l'eau de construction ou pour l'eau prélevée temporairement aux bornes-hydrantes, la Municipalité peut établir un tarif spécial « Hors obligations légales » et, cas échéant, fixer des dispositions d'exécution.
[4] Ce tarif spécial « Hors obligations légales » vaut contrat d'adhésion de droit privé.

Art. 49
[1] Le présent règlement entrera en vigueur après avoir été approuvé par le Chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport et le délai de requête à la Cour constitutionnelle de vingt jours échu.

[2] Le présent règlement abroge et remplace dès cette date le règlement sur la distribution de l'eau du 7 février 1969, révisé le 14 août 2000.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 19 novembre 2018

Le Syndic Le Secrétaire

Adopté par le Conseil général dans sa séance du ...

Le Président Le Secrétaire

Approuvé par le chef du Département de l'économie, de l'innovation et du sport

Date :

REGLEMENT COMMUNAL SUR LA DISTRIBUTION DE L'EAU

Annexe

Art. 1
[1] La présente annexe complète le règlement communal sur la distribution de l'eau. Elle en fait partie intégrante.

Art. 2
[1] La présente annexe fixe les modalités de calcul et le taux maximal de la taxe unique de raccordement, du complément de taxe unique de raccordement, de la taxe de consommation, de la taxe d'abonnement annuelle et de la taxe de location pour les appareils de mesure.
[2] Ces modalités de calcul et taux maximaux ne comprennent pas la TVA.

Selon critère surface brute de plancher utile

Art. 3
[1] La taxe unique de raccordement est calculée par m^2 de surface brute de plancher utile.
[2] Cette surface est déterminée dans chaque cas par la Municipalité selon la norme ORL 514 420.
[33] La taxation définitive intervient dès la délivrance du permis d'habiter (ou d'utiliser). La Municipalité est habilitée à percevoir un acompte de 100 % au maximum lors de la délivrance du permis de construire en se référant aux indications figurant dans la demande de permis.
[4] Le taux de la taxe unique de raccordement s'élève au maximum à Fr. 20.00 par m^2 de surface brute de plancher utile.

Art. 4
[1] Le complément de taxe unique de raccordement est perçu sur l'augmentation de la surface brute de plancher utile résultant des travaux de transformation.
[2] Le taux du complément de taxe unique de raccordement est identique à celui fixé pour la taxe unique de raccordement.

Art. 5
[1] La taxe de consommation est calculée sur le nombre de m^3 d'eau consommé.
[2] Le taux de la taxe de consommation s'élève au maximum à Fr. 2.50 par m^3 d'eau consommé.

Art. 6
[1] La taxe d'abonnement annuelle est calculée par unité locative.
[2] Par unité locative, on entend tout ensemble de locaux formant une unité d'habitation indépendante (avec cuisine, salle d'eau, wc et une ou plusieurs pièces). Pour les autres cas, notamment les locaux commerciaux, industriels ou d'utilité publique, une unité locative est comptabilisée pour chaque tranche de 250 m^3 d'eau consommée.
[3] Le taux de la taxe d'abonnement annuelle s'élève au maximum à Fr. 25.00 par unité locative.

Art. 7
[1] La taxe de location pour les appareils de mesure est calculée en fonction du calibre du compteur.
[2] Le taux de la taxe de location pour les appareils de mesure s'élève annuellement au maximum à :
a. Fr. 20.00 pour un compteur de diamètre nominal (DN) 20 mm ou de ¾ pouce ;
b. Fr. 20.00 pour un compteur de DN 25 mm ou de 1 pouce ;
c. Fr. 20.00 pour un compteur de DN 32 mm ou de 1¼ pouce ;
d. Fr. 40.00 pour un compteur de DN 40 mm ou de 1½ pouce ;
e. Fr. 40.00 pour un compteur supérieur à DN 40 mm ou à 1½ pouce.

Art. 8
[1] La compétence tarifaire de détail est déléguée à la Municipalité qui fixe le taux des différentes taxes dans le respect des valeurs maximales définies aux articles précédents.

[2] Le tarif de détail ainsi fixé par la Municipalité est affiché au pilier public. Il entre en vigueur à l'échéance du délai de requête à la Cour constitutionnelle, soit vingt jours à compter de cet affichage.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 19 novembre 2018

Le Syndic Le Secrétaire

Adopté par le Conseil général dans sa séance du ...

Le Président Le Secrétaire

Approuvé par le Chef du Département de l’économie, de l’innovation et du sport.

Date :

TARIF DU SERVICE DES EAUX ACTUEL

Village de Bonvillars

Concession annuelle + Fr. 10.00 par appartement supplémentaire desservi		Fr.	25.00
Location du compteur		Fr.	15.00
Consommation	de 1 à 100 m3	Fr.	0.80/m3
	de 101 à 500 m3	Fr.	0.70/m3
	501 m3 et plus	Fr.	0.60/m3
Vignes et jardins, forfait		Fr.	40.00
Eau d'arrosage vignes, le m3	de 1 à 400 m3	Fr.	0.85/m3
	401 m3 et plus	Fr.	0.70/m3

Les Hauts de Bonvillars

Consommation minimale imposée annuellement à chaque ferme 400 m3 à Fr. 0.65		Fr.	260.00
Dépassement		Fr.	0.85/m3
Location du compteur		Fr.	15.00
Eau d'arrosage , le m3	de 1 à 400 m3	Fr.	0.85/m3
	401 m3 et plus	Fr.	0.70/m3

TARIF DU SERVICE DES EAUX FUTUR

Village de Bonvillars

Concession annuelle + Fr. 10.00 par appartement supplémentaire desservi		Fr.	25.00
Location du compteur	DN20-25-32	Fr.	20.00
	DN40 et plus	Fr.	40.00
Consommation	de 1 à 100 m3	Fr.	1.20/m3
	de 101 à 500 m3	Fr.	1.10/m3
	501 m3 et plus	Fr.	0.90/m3
Concession Vignes et jardins, forfait		Fr.	50.00
Eau d'arrosage vignes, le m3	de 1 à 400 m3	Fr.	0.85/m3
	401 m3 et plus	Fr.	0.70/m3

Les Hauts de Bonvillars

Consommation minimale imposée annuellement à chaque ferme ou habitation : 200 m3 à Fr. 1.20		Fr.	240.00
Dépassement		Fr.	1.00/m3
Location du compteur	DN20-25-32	Fr.	20.00
	DN40 et plus	Fr.	40.00
Eau d'arrosage , le m3	de 1 à 400 m3	Fr.	0.85/m3
	401 m3 et plus	Fr.	0.70/m3

Municipalité de Bonvillars

TARIF DU SERVICE DES EAUX

Village de Bonvillars

Concession annuelle + Fr. 10.00 par appartement supplémentaire desservi		Fr.	25.00
Location du compteur	DN20-25-32	Fr.	20.00
	DN40 et plus	Fr.	40.00
Consommation	de 1 à 100 m3	Fr.	1.20/m3
	de 101 à 500 m3	Fr.	1.10/m3
	501 m3 et plus	Fr.	0.90/m3
Concession Vignes et jardins, forfait		Fr.	50.00
Eau d'arrosage vignes, le m3	de 1 à 400 m3	Fr.	0.85/m3
	401 m3 et plus	Fr.	0.70/m3

Les Hauts de Bonvillars

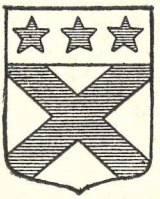
Consommation minimale imposée annuellement à chaque ferme ou habitation : 200 m3 à Fr. 1.20		Fr.	240.00
Dépassement		Fr.	1.00/m3
Location du compteur	DN20-25-32	Fr.	20.00
	DN40 et plus	Fr.	40.00
Eau d'arrosage , le m3	de 1 à 400 m3	Fr.	0.85/m3
	401 m3 et plus	Fr.	0.70/m3

Bonvillars, le 19 novembre 2018

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le syndic — La secrétaire

Frédéric Piguet — Nathalie Ryser



COMMUNE
DE
BONVILLARS

Règlement pour le service communal de distribution d'eau

Imprimerie Cornaz S. A., Yverdon
1969

RÈGLEMENT

pour le service communal de distribution d'eau

Article premier. — La distribution de l'eau dans la commune de Bonvillars est régie par les dispositions du présent règlement et par la loi ci-jointe du 30 novembre 1964 sur la distribution de l'eau.

I. Abonnements.

Art. 2. — L'abonnement est accordé au propriétaire.

Exceptionnellement et avec l'assentiment écrit du propriétaire, la commune peut accorder un abonnement directement à un locataire ou à un fermier ; le propriétaire et le locataire ou fermier sont alors solidairement responsables à l'égard de la commune.

Art. 3. — Le propriétaire qui désire recevoir l'eau fournie par la commune présente à la municipalité une demande écrite, signée par lui ou par son représentant.

Cette demande indique :

a) le lieu de situation du bâtiment ;
b) sa destination ;
c) ses dimensions (notamment le nombre d'appartements, de pièces, de robinets) ;
d) le projet de raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution ;
e) l'emplacement du poste de mesure ;
f) le diamètre des conduites extérieures et intérieures.

Art. 4. — L'abonnement est accordé par la municipalité.

Celle-ci peut déléguer ses pouvoirs au service compétent, dont la décision est alors susceptible de recours dans les 10 jours à la municipalité.

Art. 5. — Si l'abonnement est résilié, la commune fait fermer la vanne de prise et enlever le compteur.

En règle générale, la prise sur la conduite principale est supprimée et la commune dispose librement de la vanne de prise.

Art. 6. — Si le bâtiment est démoli ou transformé, l'abonnement est résilié de plein droit dès le début des travaux ; demeurent réservées les conventions contraires.

Le propriétaire communique à la municipalité la date du début des travaux au moins deux semaines à l'avance.

Art. 7. — En cas de transfert de propriété, l'ancien propriétaire en informe immédiatement la municipalité ; jusqu'au transfert de son abonnement au nouveau propriétaire, il demeure seul responsable à l'égard de la commune ; celle-ci est tenue d'opérer le transfert à bref délai et d'en aviser l'ancien et le nouveau propriétaires.

II. Mode de fourniture et qualité de l'eau.

Art. 8. — L'eau est fournie au compteur.

Dans des cas spéciaux, la commune peut toutefois adopter un autre système de fourniture.

Art. 9. — L'eau est livrée à la pression du réseau et sans garanties quant aux propriétés spéciales qui pourraient être nécessaires pour certains usages.

Art. 10. — La commune est seule compétente pour décider si l'eau de son réseau doit subir un traitement antitartre ou anticorrosif. Elle peut limiter à des cas particuliers la pose d'appareils pour le traitement de l'eau et contrôler en tout temps la qualité de l'eau, notamment dans les installations intérieures.

III. Concessions.

Art. 11. — L'entrepreneur concessionnaire au sens du présent règlement est l'entrepreneur qui a obtenu de la municipalité une concession l'autorisant à construire, réparer ou entretenir des installations extérieures ou intérieures.

La concession n'est accordée qu'à l'entrepreneur qui justifie de connaissances techniques approfondies et qui est capable d'exécuter selon les normes techniques en vigueur, avec soin et diligence, les travaux qui lui sont confiés.

Art. 12. — L'entrepreneur qui désire obtenir une concession adresse à la municipalité une demande écrite accompagnée de ses certificats de capacité ainsi que de renseignements circonstanciés sur l'organisation de son entreprise et les travaux qu'il a déjà exécutés.

Art. 13. — Si la municipalité accorde la concession, elle peut l'assortir des conditions propres à assurer la bonne exécution des travaux.

Lorsque les conditions de la concession ne sont plus remplies, la municipalité peut la retirer avec effet immédiat ou en suspendre les effets jusqu'à ce que l'entrepreneur ait pris les mesures nécessaires.

IV. Compteurs.

Art. 14. — Le compteur appartient à la commune qui le remet en location au propriétaire.

Il est posé aux frais du propriétaire par un entrepreneur concessionnaire.

Art. 15. — Le compteur doit être placé dans un endroit facilement accessible et avant toute prise propre à débiter de l'eau.

Il est interdit à toute personne qui n'y est pas autorisée par la municipalité de déplomber, déplacer, démonter ou réparer le compteur ; en cas d'avarie, le propriétaire en avise immédiatement la municipalité qui pourvoit au nécessaire.

Art. 16. — Le propriétaire prend toutes mesures utiles pour que l'eau pouvant s'écouler en cas de réparation du compteur ou d'avarie s'évacue d'elle-même, sans occasionner de dégâts.

Il prend également les mesures nécessaires pour que le compteur ne subisse pas de dégâts du fait du gel, d'un retour d'eau chaude ou de toute autre cause provenant des installations qui sont sa propriété ; si le compteur est endommagé par suite d'un fait dont répond le propriétaire, celui-ci supporte les frais de réparation ou de remplacement de l'appareil.

Le propriétaire doit mentionner le compteur dans sa police d'assurance contre l'incendie.

Art. 17. — Les indications du compteur font foi quant à la quantité d'eau consommée.

Le propriétaire paie toute l'eau qui traverse le compteur, même s'il y a eu un excès de consommation, à moins que cet excès n'ait été causé par un vice de construction, un défaut d'entretien du réseau principal de distribution ou par un fait dont répond le propriétaire de ce dernier.

Art. 18. — En cas d'arrêt ou de mauvais fonctionnement du compteur qeulle qu'en soit la cause, c'est la moyenne de la consommation des trois dernières années qui fait foi à moins qu'un autre mode de calcul ne permette un décompte plus exact. Cependant, les chiffres du compteur foit foi lorsqu'ils révèlent une consommation d'eau inférieure ou supérieure de 20 % seulement à la moyenne des consommations des trois dernières années.

Art. 19. — Le propriétaire a en tout temps le droit de demander la vérification de son compteur.

Si les indications du compteur présentent des inexactitudes dépassant, en plus ou en moins, les limites d'une tolérance de 5 %, l'appareil est immédiatement remplacé aux frais de la commune et les factures établies sur la base du relevé du dernier trimestre sont rectifiées au profit de la partie lésée.

Si les indications du compteur restent dans les limites de tolérance indiquées ci-dessus, les frais de vérification sont à la charge du propriétaire.

V. Réseau principal de distribution.

Art. 20. — Le réseau principal de distribution appartient à la commune.

Art. 21. — Les captages, les réservoirs, les installations de pompage, de transport et de distribution sont construits d'après les normes de la Société des ingénieurs et architectes (SIA) et de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE).

Art. 22. — La commune prend à ses frais les dispositions propres à assurer la régularité de la fourniture de l'eau et le maintien intégral des réserves destinées à la lutte contre l'incendie.

Elle contrôle périodiquement l'état des captages, chambres d'eau, réservoirs, canalisations et autres ouvrages ; elle pourvoit à leur entretien et à leur propreté.

Art. 23. — Le passage d'une conduite principale sur le domaine privé fait l'objet d'une servitude qui est inscrite au registre foncier en faveur de la commune et à ses frais.

Art. 24. — Seules, les personnes autorisées par la municipalité ont le droit de manœuvrer les vannes de prise installées sur le réseau principal de distribution.

VI. Installations extérieures.

Art. 25. — Les installations extérieures dès après la vanne de prise jusque et y compris le poste de mesure appartiennent au propriétaire ; l'article 14, alinéa premier, est réservé.

Art. 26. — Il est interdit au propriétaire de disposer de l'eau de son abonnement autrement que pour les besoins de son immeuble et de laisser brancher une prise sur sa conduite.

Art. 27. — Chaque propriétaire possède ses propres installations extérieures.

Si un propriétaire possède plusieurs bâtiments qui ne sont pas entre eux dans un rapport de dépendance, chaque bâtiment sera muni de ses propres installations extérieures.

Demeurent réservées les dispositions de l'article 28, alinéa 3.

Art. 28. — Exceptionnellement, la municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs propriétaires, moyennant la pose d'une vanne de prise pour chacun d'eux. L'article 24 est applicable à ces vannes de prise.

Les propriétaires sont solidairement responsables des obligations en relation avec ces installations communes. Ils passent entre eux les conventions nécessaires pour régler leurs droits et obligations réciproques.

Exceptionnellement, la municipalité peut autoriser des installations extérieures communes à plusieurs bâtiments appartenant au même propriétaire et sans rapport de dépendance entre eux, moyennant la pose d'un poste de mesure pour chaque immeuble.

Art. 29. — Les installations extérieures comprennent un poste de mesure situé à l'entrée de l'immeuble et à l'abri du gel.

Ce poste comporte :

a) un compteur ;
b) deux robinets d'arrêt, dont un avec purge, placés avant et après le compteur, et qui peuvent être manœuvrés par le propriétaire ;
c) un clapet de retenue fourni par le propriétaire, rendant impossible le reflux accidentel d'eau usée dans le réseau ;
d) d'autres appareils de sécurité tels que filtres, réducteurs de pression... qui peuvent être imposés par la commune.

Art. 30. — Les installations extérieures sont établies et entretenues par la commune et selon les directives de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux.

L'obtention des droits de passage et des autres autorisations nécessaires à l'exécution des installations extérieures incombe au propriétaire ; s'il y a lieu, la commune peut exiger à ce sujet l'inscription d'une servitude au registre foncier.

VII. Installations intérieures.

Art. 31. — Les installations intérieures, dès et non compris le poste de mesure, appartiennent au propriétaire.

Elles sont exécutées selon les directives de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux par un entrepreneur concessionnaire.

L'entrepreneur doit renseigner la commune sur les nouvelles installations ou les changements d'installations intérieures de nature à entraîner une modification de l'abonnement.

Art. 32. — Le propriétaire est tenu de comprendre les installations intérieures dans les polices d'assurance qu'il contracte pour dégâts d'eau.

VIII. Dispositions communes aux installations extérieures et intérieures.

Art. 33. — La commune fixe le diamètre des conduites faisant partie des installations extérieures et intérieures.

Art. 34. — Lorsque la construction ou l'entretien des installations extérieures ou intérieures nécessitent des travaux de fouille sur le domaine public, le propriétaire doit au préalable obtenir l'autorisation du service cantonal ou communal compétent.

Art. 35. — En cas d'incendie, tous les robinets doivent être fermés.

Art. 36. — Le raccordement d'installations alimentées par la commune à des installations desservies par une eau étrangère est interdit, sauf autorisation expresse de la municipalité.

IX. Interruptions.

Art. 37. — La commune prévient autant que possible les propriétaires de toute interruption dans le service de distribution.

Les interruptions rendues nécessaires pour assurer l'entretien ou la construction du réseau principal de distribution ou d'installations extérieures ou intérieures, de même que celles qui sont dues à un cas de force majeure au sens de l'article 17 de la loi, ne confèrent au propriétaire aucun droit à des dommages-intérêts et ne le déchargent en rien de ses obligations à l'égard de la commune.

Art. 38. — Le propriétaire prend toutes les mesures en son pouvoir pour que les interruptions ou le retour de l'eau ne provoquent pas de dommage direct ou indirect.

Art. 39. — Dans les cas de force majeure au sens de l'article 17 de la loi, la commune a le droit de prendre les mesures restrictives propres à assurer le fonctionnement des services publics indispensables et le ravitaillement en eau de la population.

X. Tarifs.

Art. 40. — La taxe unique fixée au moment du raccordement direct ou indirect au réseau principal de distribution est calculée au taux de 4 ‰ de la valeur d'assurance incendie selon l'indice de l'année en cours des immeubles bâtis.

Art. 41. — Si un bâtiment est transformé ou agrandi, l'augmentation de la taxe d'assurance incendie selon l'indice de l'année en cours est soumise à une taxe au taux de 4 ‰ ci-dessus.

Art. 42. — La municipalité peut s'écarter des chiffres prévus aux articles 40 et 41 lorsqu'elle a fourni l'eau au-delà des obligations légales de la commune, par exemple lorsqu'il s'agit de l'eau industrielle.

Art. 43. — Le tarif du prix de vente de l'eau et de la location des appareils de mesure est annexé au présent règlement.

XI. Sanctions.

Art. 44. — Les infractions aux dispositions du présent règlement sont punies par des amendes dans la compétence municipale et conformément au règlement de police.

XII. Entrée en vigueur.

Art. 45. — Le présent règlement entre en vigueur le 7 février 1969.

Adopté par la municipalité dans sa séance du 13 décembre 1968.

Le syndic : (L.S.) Le secrétaire :

R. Favre Ph. Duvoisin

Approuvé par le Conseil général dans sa séance du 19 décembre 1968.

Le président : (L.S.) Le secrétaire :

P. Favre C. Duvoisin

Approuvé par le Conseil d'Etat du canton de Vaud.
Lausanne, le 7 février 1969.

Le président : (L.S.) Le chancelier :

J. Schumacher F. Payot

MUNICIPALITÉ DE BONVILLARS

TARIFS DU SERVICE DES EAUX

Village de Bonvillars

Concession annuelle	Fr. 25.—
Location du compteur	Fr. 15.—
Consommation	de 1 m3 à 100 m3, 50 ct. le m3
	de 101 m3 à 500 m3, 40 ct. le m3
	501 m3 et plus, 32 ct. le m3
Vignes et jardins	Fr. 25.—

Les Hauts de Bonvillars

Consommation minimale imposée annuellement à chaque ferme : 400 m3 à 55 ct.	Fr. 220.—
Dépassement 55 ct. le m3	
Location du compteur	Fr. 15.—

Bonvillars, le 14 décembre 1968.

Au nom de la municipalité :

Le syndic : Le secrétaire :

R. Favre Ph. Duvoisin

LOI

du 30 novembre 1964

sur la distribution de l'eau

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD,

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat,

décrète :

I. Obligations et facultés des communes

Article premier. — Les communes sont tenues de fournir l'eau potable et l'eau nécessaire à la lutte contre le feu :

a) dans les localités, bâtiments ou agglomérations de bâtiments situés sur leur territoire, à l'intérieur des zones destinées à assurer l'extension des agglomérations et décidées en vertu des articles 25 et 25 ter de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire ;

b) dans tout bâtiment sis à l'intérieur du périmètre de localité au sens de l'article 56 quinquies de la loi précitée ;

c) dans les bâtiments ou agglomérations de bâtiments situés sur leur territoire, mais en dehors du périmètre de localité ou de la zone d'extension, lorsque les circonstances concrètes, notamment le nombre, la dimension, la situation, la destination et le degré d'occupation des bâtiments le justifient ; quand de telles circonstances n'existent pas, la commune est habilitée à refuser le permis de construire.

Les communes sont libres de fournir l'eau dans une mesure plus étendue que celle qui est prévue à l'alinéa précédent, si elles peuvent le faire sans que l'exécution de leurs obligations légales en souffre.

Art. 2. — Les communes veillent à la bonne qualité de l'eau potable fournie sur leur territoire.

Art. 3. — Les communes se procurent l'eau qu'elles sont tenues de fournir en utilisant soit leurs propres sources, soit des eaux publiques dont l'utilisation leur a été concédée, soit des eaux qu'elles acquièrent le droit d'utiliser par la voie de l'expropriation ou en passant des contrats de droit privé avec leurs propriétaires, personnes publiques ou privées.

II. Fourniture de l'eau

1. Par la commune

Art. 4. — En règle générale, l'eau est fournie par la commune.

Les communes peuvent se grouper en une association de communes (art. 112 et suivants de la loi sur les communes) ou conclure une entente intercommunale (art. 109 et suivants de la dite loi).

Art. 5. — La distribution de l'eau fait l'objet d'un règlement communal qui n'entre en force qu'après son approbation par le Conseil d'Etat.

La distribution de l'eau dans une mesure excédant les obligations légales de la commune au sens de l'article premier, alinéa premier, peut faire l'objet de conventions particulières.

2. Par une personne privée

Art. 6. — La commune peut confier la distribution de l'eau sur son territoire à une personne privée (physique ou morale) offrant des garanties suffisantes. Elle lui accorde une concession régissant les conditions de la distribution et qui n'entre en force qu'après avoir été approuvée par le Conseil communal ou général et le Conseil d'Etat.

La commune est tenue de surveiller avec diligence la manière dont le concessionnaire s'acquitte de ses obligations. Elle prend immédiatement les mesures nécessaires, d'office ou sur requête, lorsque la fourniture de l'eau n'est pas assurée de la manière exigée par l'article premier, alinéa premier, et par l'article 2.

III. Installations

1. Généralités

Art. 7. — Toutes les installations seront conformes aux normes techniques généralement admises.

Elles peuvent être établies sur le domaine public en vertu d'une concession délivrée par la municipalité pour le domaine public communal ou par le voyer de l'arrondissement pour le domaine public cantonal.

L'Etat et la commune peuvent exiger une taxe pour l'utilisation du domaine public relevant de leur souveraineté.

2. Construction et entretien quand l'eau est fournie :

a) par la commune

Art. 8. — La commune fait construire et entretenir les installations principales (réseau principal de distribution) soit par ses propres services, soit par un entrepreneur qualifié choisi par elle.

Elle fait construire et entretenir les installations extérieures (de la conduite principale à l'appareil de mesure ou à la vanne d'arrêt) soit par ses propres services, soit par des entrepreneurs qualifiés au bénéfice d'une concession délivrée par elle.

Elle confie la construction et l'entretien des installations intérieures (à partir de l'appareil de mesure ou de la vanne d'arrêt) soit à des entrepreneurs qualifiés au bénéfice d'une concession délivrée par elle, soit à des entrepreneurs qualifiés choisis librement par le propriétaire.

b) par un particulier

Art. 9. — Lorsque la commune confie la distribution de l'eau à un particulier, la concession délivrée à ce dernier réglemente ce qui concerne la construction et l'entretien des diverses installations.

3. Frais quand l'eau est fournie :

a) dans les limites des obligations légales

Art. 10. — Les installations principales sont établies et entretenues aux frais du fournisseur.

Les installations extérieures et intérieures sont établies et entretenues aux frais du propriétaire.

b) au-delà des obligations légales

Art. 11. — Si le fournisseur établit des installations principales pour fournir de l'eau à un propriétaire dans une mesure excédant ses obligations légales, il peut exiger de lui une participation aux frais de construction et d'entretien desdites installations.

Si, ultérieurement, ces installations principales deviennent nécessaires au fournisseur pour livrer de l'eau dans les limites et ses obligations légales, le propriétaire qui aurait contribué aux frais qu'elles ont entraînés pourra, sauf convention contraire, exiger du fournisseur une indemnité équitable.

4. Contrôle

Art. 12. — Le fournisseur peut en tout temps contrôler toutes les installations et prendre ou ordonner les mesures utiles pour remédier à leurs défectuosités.

5. Responsabilité en cas de dommage

Art. 13. — Les dommages causés par les installations principales, les installations extérieures ou intérieures sont à la charge de leurs propriétaires dans les limites de l'article 58 du Code des obligations.

IV. Prix de l'eau fournie

1. Par la commune

Art. 14. — Pour la livraison de l'eau, la commune peut exiger du propriétaire :

a) une taxe unique fixée au moment du raccordement direct ou indirect au réseau principal (article 4 de la loi sur les impôts communaux) ;

b) un prix de vente au mètre cube ou au litre/minute comprenant, le cas échéant, une finance annuelle et uniforme d'abonnement ;

c) un prix de location pour les appareils de mesure.

Les règles applicables pour calculer le montant de la taxe unique sont fixées par le règlement commnual.

Le prix de vente de l'eau et le prix de location des appareils de mesure sont fixés par la municipalité.

2. Par un particulier

Art. 15. — Lorsque l'eau est fournie par un particulier, les prestations financières que ce dernier peut exiger du propriétaire sont fixées par l'acte de concession.

V. Abonnements

Art. 16. — L'eau est fournie au propriétaire de l'immeuble par un abonnement d'une durée d'un an au moins et renouvelable d'année en année, sauf avis écrit de résiliation d'une part ou de l'autre, trois mois d'avance pour la fin d'un mois.

VI. Suspension de la fourniture de l'eau

Art. 17. — Le fournisseur ne peut suspendre la livraison de l'eau que si le propriétaire viole gravement et de façon répétée ses obligations ou s'il survient un cas de force majeure (par exemple travaux sur les installations, incendie, sécheresse persistante, faits de guerre).

VII. Contestations

1. En général

Art. 18. — Lorsqu'une contestation surgit entre le propriétaire et le fournisseur et que celui-ci est un particulier (art. 6), ou livre l'eau au-delà de ses obligations légales (art. premier, al. 2), le litige est porté devant les tribunaux civils ordinaires du lieu de situation de l'immeuble.

Dans les autres cas, le litige est tranché par le Département de l'intérieur, dont la décision est susceptible de recours au Conseil d'Etat conformément aux règles générales valables pour les recours administratifs.

Si la contestation relève à la fois des autorités judiciaires et des autorités administratives, ces dernières statuent sur l'ensemble du litige.

2. Taxes

Art. 19. — Dans la mesure où la contestation a pour objet l'une des taxes communales prévues aux articles 7, alinéa 3, et 14, alinéa premier, lettre a), elle est de la compétence exclusive des commissions communale et cantonale de recours prévues à l'article 45 de la loi sur les impôts communaux.

VIII. Droit d'expropriation

Art. 20. — Les communes, ainsi que les entreprises intercommunales ou privées chargées de la distribution de l'eau, peuvent demander à être mises au bénéfice des dispositions de la loi cantonale sur l'expropriation pour cause d'intérêt public en vue de l'établissement du réseau d'eau et de ses installations accessoires.

Le Conseil d'Etat est compétent pour autoriser l'expropriation tant dans le cas mentionné à l'alinéa qui précède que dans celui qui est prévu à l'article 3.

IX. Dispositions finales et transitoires

Art. 21. — Les communes ont un délai de deux ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour se conformer aux dispositions de celle-ci, notamment pour élaborer leurs règlements.

L'article premier, lettre a), de la présente loi ne sera applicable aux communes invitées à revoir leur plan d'extension conformément à l'article 2, alinéa premier, de la loi du 26 février 1964 modifiant celle du 5 février 1941 sur les constructions et l'aménagement du territoire qu'après revision de leur plan, mais au plus tard à l'expiration du délai de trois ans mentionné par cette dernière disposition.

Art. 22. — Les dispositions suivantes sont abrogées :

a) l'article 100 de la loi du 5 février 1941 sur les constructions et l'aménagement du territoire ;

b) l'article 104 de la loi du 9 décembre 1952 sur l'organisation sanitaire.

L'article 2, alinéa premier, de la loi du 28 novembre 1916 sur le service de défense contre l'incendie est modifié comme suit :

Partout où cela est possible, les communes établiront un réseau d'hydrantes à haute pression ; elles sont tenues également de posséder des appareils et engins de sauvetage et d'extinction reconnus suffisants.

Art. 23. — Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi.

Donné sous le grand sceau de l'Etat, à Lausanne, le 30 novembre 1964.

Le président du Grand Conseil :
A. Vogelsang. (L. S.)

Le secrétaire :
F. Payot.

Le Conseil d'Etat ordonne l'impression et la publication de la présente loi pour être exécutée dans tout son contenu, dès et y compris le 22 décembre 1964.

Lausanne, le 7 décembre 1964.

Le président :
Louis Guisan. (L. S.)

Le chancelier :
F. Payot.

Rapport de la commission

du Règlement communal sur la distribution de l'eau.

La commission composée de Mme Elisabeth Bally et de MM. Rémy Duvoisin et Bruno Boudier, rapporteur s'est rencontrée le 6 décembre à la maison de commune avec pour objectif d'étudier le préavis concernant le règlement communal sur la distribution de l'eau à Bonvillars. Nous remercions M. François Jaquier, municipal, pour sa présence et ses compléments d'information.

Analyse du nouveau Règlement

Suivant nos observations et en comparaison du règlement précédant, les modifications sont mineures. Cependant quelques changements sont à relever. Les termes, « abonné » sont préférés à « propriétaire », il est aussi distingué les termes « la commune » et « la municipalité ». Il s'agit surtout d'une remise aux normes dudit règlement :

À noter par exemple que :

- Le droit de recours est décrit plus précisément à l'art 47.
- L'article 28 est plus détaillé.
- Les articles 42, 44, 48 sont nouveaux ou revus complètement.

A la question concernant le pourquoi d'une annexe au règlement, il nous a été répondu que les prix maximums indiqués relevaient d'une étude régionale faite par l'ACRG. Il pourrait devenir contraignant d'avoir deux textes différents relatifs à l'évolution des prix.

Remarques :

- Le prix maximal de CHF 2.50/m3 ne comprend pas le prix de l'épuration.
- La location du compteur se montera à CHF 20.- au lieu de CHF 15.-.
- Le prix de base des 100 premiers m3 passera de 0.80 Fr/m3 à 1.20 Fr/m3. Les m3 suivants seront facturés à Fr. 1.10/m3.
- La commune est responsable d'équilibrer ses comptes pour l'approvisionnement en eau d'où la nécessité d'une adaptation des prix aux charges prévues.

La commission propose au Conseil général d'adopter le Règlement communal sur la distribution de l'eau et son annexe tel que présenté.

Elisabeth Bally — Rémy Duvoisin — Bruno Boudier, rapporteur

E. Bally